

Les Cahiers de Paroisses

de l'Election du Blanc-en-Berry
pour les Etats Généraux de 1789

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 26 Mai 1939, à 14 heures

par

Yves BOHINEUST

MEMBRES DU JURY :

Président : M. OLIVIER-MARTIN, de l'Institut, Professeur

Suffragants : MM. REGNAULT, Professeur

MONIER, Professeur

PARIS

EDITIONS LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais Palais - Royal

1 9 3 9

Les
Cahiers de Paroisses

de l'Election du Blanc-en-Berry
pour les Etats Généraux de 1789



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Les Cahiers de Paroisses

de l'Election du Blanc-en-Berry
pour les Etats Généraux de 1789

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 26 Mai 1939, à 14 heures

par

Yves BOHINEUST

MEMBRES DU JURY :

Président : M. OLIVIER-MARTIN, de l'Institut, Professeur

Suffragants : MM. REGNAULT, Professeur

MONIER, Professeur

PARIS

EDITIONS LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais Palais - Royal

1 9 3 9

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A mes Parents.

AVANT-PROPOS

L'état social de la France à la fin de l'Ancien Régime a, dès longtemps, intéressé les historiens.

On s'est en effet demandé si les modifications intervenues à cette époque, non seulement dans les institutions politiques mais encore dans tout le droit public et privé, répondaient à des besoins réels, à des aspirations profondes de la Nation qui en cherchait l'expression ; quelle a été aussi la part d'idéologie dans cette évolution.

Parmi les documents les plus propres à éclairer l'historien, les *Cahiers de doléances* présentés aux Etats Généraux de 1789 par les députés de chacun des trois ordres : Clergé, Noblesse, Tiers Etat qui formaient la structure de la Nation dans l'ensemble des Pays, ont fait l'objet de nombreuses publications et études.

Il convient de faire une place spéciale aux *cahiers d'instructions* ou encore de vœux, plaintes et doléances, rédigés par les membres de la première assemblée électorale du Tiers Etat dans le cadre de la *paroisse*.

Ces textes dont la forme révèle des auteurs plus rompus aux travaux, agricoles, artisanaux ou au commerce qu'à l'emploi du français classique, ont au moins le mérite dans de très nombreux cas, d'être exempts d'influences étrangères, ils constituent alors par leur spontanéité des documents intéressants à consulter et dont on ne saurait trop recommander la lecture.

Nous voulons porter ici notre attention sur les cahiers rédigés au début de 1789, dans les assemblées des paroisses comprises dans *l'élection du Blanc*, paroisses qui relevaient pour la plupart, au judiciaire, du baillage de Châteauroux, des sénéchaussées de Poitiers et Montmorillon dans le ressort du Parlement de Paris.

INTRODUCTION

I

LES ETATS GENERAUX

Les Etats Généraux sont une assemblée de députés élus au suffrage indirect par les membres des trois ordres de la Nation réunie en ordres et en pays pour apporter au Roi « conseil et ayde » sur des points et à l'époque qu'il précise. On a pu chercher l'origine des Etats Généraux dans les *placita* carolingiens, assemblées aristocratiques consultatives, il est plus exact de la chercher dans la *Curia Regis*, conseil de gouvernement des premiers Capétiens. Le Roi y convoque à son gré des grands seigneurs laïques et ecclésiastiques, vassaux du domaine royal ou grands feudataires dont il veut s'assurer l'appui ; c'est en effet un principe de gouvernement auquel la monarchie restera toujours fidèle : le Roi ne prend aucune décision sans avoir pris conseil de ses vassaux et sujets, puis des intérêts collectifs organisés dont il est l'arbitre naturel. En outre, n'était-ce pas pour l'autorité royale le meilleur moyen de faire respecter ses décisions judiciaires, législatives ou d'obtenir des subsides ?

La composition de la *Curia Regis* est à la discrétion du Roy, restreinte et privée formée de quelques *Pairs*, elle peut constituer une importante assemblée de prélats et

barons, c'est alors la *Curia Solemnis*, *Cour plénière*. Bientôt à ces assemblées aristocratiques le roi va appeler des bourgeois, représentants de ses « bonnes villes ». Ainsi fait Philippe-Auguste en 1190 et Saint Louis en 1263 pour les consulter sur les monnaies ; les Etats Généraux sont en germe. Ce n'est toutefois qu'en 1302, lorsque Philippe Le Bel convoque non seulement les ecclésiastiques et nobles, mais encore des bourgeois élus par les villes privilégiées de *tout* le Royaume, que l'on est en présence de véritables Etats. En 1308 ce sont les « bourgs insignes » qui sont convoqués, le principe d'une consultation générale est établi.

Avant tout organe de conseil, la *Curia Regis* s'est donc transformée en Etats Généraux, il a suffi au Roi d'en étendre la composition. Les attributions de la *Curia* ne sont pas mieux définies : elle s'occupe des finances du domaine royal de plus en plus vaste, elle tranche des litiges, c'est une cour de justice. Il deviendra bientôt nécessaire de donner à la *Curia Regis* une certaine permanence, de la doter d'un personnel spécialisé : *clercs*, *maîtres de la Cour*, lorsque la procédure devient plus compliquée, de la scinder enfin ; c'est alors qu'apparaissent au XIV^e siècle environ, la *Cour des Comptes*, puis le *Parlement*.

Toutefois la distinction entre les différents organismes dont la *Curia Regis* constitue le « tronc commun » est malaisée à établir quant à la composition et à la compétence. Le Conseil au sens strict a toujours conservé des attributions générales, entre lui, une session de la Curia « siégeant en Parlement » et même les Etats Généraux il n'y a souvent que de faibles différences, de composition et de rôle. C'est au point qu'on désigne parfois les Etats

Généraux sous le nom de « *Parlements Généraux du Royaume* » (1).

La même évolution s'est produite en Angleterre, Parlement et Etats Généraux issus de la *Curia* coexistèrent, mais les Etats s'avisèrent bientôt qu'ils rendraient la justice aussi bien que les clercs qui étaient parmi eux, ils absorbèrent alors le Parlement et en prirent le titre.

Les premiers Etats Généraux ne représentent pas encore l'ordre ou l'état du clergé, de la noblesse, ni le troisième ordre ou tiers état ; en effet la convocation est individuelle, mais pour éviter des frais, le roi autorise des ecclésiastiques ou des nobles à se grouper et à donner leurs *procurations* à l'un d'eux ; les bourgeois sont élus par les villes, quant au peuple des campagnes ou *plat pays* il était représenté directement par son protecteur naturel, le seigneur ; avec le système des procurations le seigneur est souvent représenté, il va donc être nécessaire d'inviter les habitants des paroisses rurales à élire des députés en même temps que les villes et bourgs. Il semble que dès le XII^e siècle, en Angleterre, les habitants aient été représentés directement par des *chevaliers de comté* qu'ils délèguent aux « assemblées des communes ».

Aux Etats de 1484 le principe est établi, les convocations individuelles sont supprimées, les représentants de chacun des ordres réunis au siège du baillage ou de la sénéchaussée désignent des députés et rédigent des *cahiers* ; par la suite il y eut des assemblées distinctes pour chaque ordre ce qui en augmentait encore la cohésion. A partir du XV^e siècle la procédure est fixée, elle fut appliquée sans changements notables jusqu'en 1789.

(1) M. OLIVIER-MARTIN, membre de l'Institut, cours professé à la Faculté de Droit de Paris, 1938-1939.

II

LES ETATS GENERAUX DE 1789

Il ne convient pas d'exposer ici les causes lointaines de la Révolution de 1789. Quant à la réunion des Etats Généraux qui s'est imposée à la Monarchie en raison de tout un courant d'idées et de la pression des Parlements, elle n'en est que le premier épisode. Voyons seulement l'enchaînement des faits qui ont précédé la convocation et les textes rendus nécessaires par cette opération.

Il ne faut pas oublier en effet que les Etats Généraux avaient été réunis pour la dernière fois en 1614 par Marie de Médicis, pendant la minorité de Louis XIII, assemblée qui loin de réaliser l'union des ordres sur un programme de réformes demandées par la Reine finit piteusement. Il n'est pas douteux en effet que ce soit cette incapacité des Etats à faire taire leurs vaines querelles d'ordres pour prendre conscience de leur rôle politique, de leur collaboration avec le pouvoir monarchique, qui ait lassé celui-ci de les convoquer.

Sans doute Louis XIV, Louis XV étaient assez jaloux de leur autorité mais surtout disposaient avec un pouvoir de plus en plus fort et centralisé d'organes administratifs et financiers plus souples que les Etats, aussi ne se soucièrent-ils pas de ranimer cette vieille institution dont la collaboration avait été efficace au temps du péril extérieur, de la guerre de Cent Ans, ou des divisions causées par les guerres de Religion, mais qui s'était condam-

née elle-même en ne sachant pas se réaliser, notamment obtenir la périodicité et la force obligatoire, vis-à-vis du Roi, de ses décisions. Les états de la nation ne songeaient d'ailleurs pas à demander leur réunion au cours du XVII^e et du XVIII^e siècle ; aussi en cette fin d'hiver 1788 les Etats Généraux apparaissent aux yeux des Français comme une institution nouvelle après ces 175 années d'abandon ; il était difficile de restaurer leur caractère historique.

Ce fut donc en grande partie l'opposition systématique des Parlements à toutes les réformes quel qu'en soit l'esprit, traditionnel ou non, qui décida Louis XVI à convoquer les Etats Généraux. L'histoire de cette opposition remonte au règne de Louis XV pendant lequel le chancelier Maupeou avait durement sévi contre les Parlements, par un coup d'état resté fameux.

Les réformes de Turgot : liberté du commerce des blés (édit de Septembre 1774), abolition des « corporations, jurandes et communautés de commerce, arts et métiers », impôt sur tous les propriétaires (édit de Février 1776) n'avaient pu subsister. Il en fut de même d'une bonne partie de celles de Necker, deux seulement des assemblées provinciales qu'il institue, se créent en Berry et en Guyenne. Le conflit devient violent avec la tentative d'établissement d'une contribution égale pour tous, obtenue à grand'peine des *Notables* réunis en Février 1787 par Loménie de Brienne après Calonne. Louis XVI tenta alors un coup de force : le 8 Mai 1788 il fait enregistrer par le Parlement de Paris en « lit de justice » un édit (de Lamoignon étant Garde des Sceaux) par lequel l'enregistrement de tous les édits, ordonnances ou actes sous forme de « lettres patentes » est retiré au Parlement de

Paris ainsi qu'aux douze Parlements provinciaux et confié à une *Cour plénière* unique ; celle-ci ressuscitait très heureusement l'ancienne Cour de Parlement de l'époque capétienne et par sa composition rappelait la traditionnelle distinction de la Nation en ordres et en pays.

Devant une atteinte aussi précise à leurs privilèges, les cours souveraines rappellent au roi la prérogative tombée en désuétude selon laquelle les Etats Généraux ont seuls le droit de consentir à l'établissement d'impôts *nouveaux*. Un fort mouvement d'opinion où les « patriotes » trouvaient des alliés dans les éléments les plus conservateurs de la Nation, poussait le roi à réunir les Etats Généraux ; chacun attendait avec un optimisme excessif, des réformes que ne pouvait donner une institution qui ne répondait plus qu'imparfaitement à la structure sociale du pays, et dont quelques-uns se préparaient déjà à détourner à leur profit de ses caractères originaux.

Par arrêt du 7 Juillet 1788 Louis XVI annonce la convocation prochaine des Etats Généraux, il invite en même temps, selon le vœu du Parlement de Paris, tous officiers municipaux et de justice, Académies et personnes instruites à faire des recherches sur la procédure suivie en 1614 ; enfin, le 8 Août 1788, un édit suspend la Cour Plénière jusqu'aux Etats Généraux convoqués pour le 27 Avril 1789.

Convocation. — Aussitôt la réunion des Etats décidée, une vive campagne de revendications du Tiers s'engage ; le 6 Novembre 1788, le Roi demande avis à l'Assemblée des Notables réunie à Versailles, sur la représentation égale du Tiers, le vote par tête ou par ordre, et le 27

Décembre 1788 un *Résultat* du Conseil donne les décisions du gouvernement : malgré l'avis des Notables la représentation du Tiers sera doublée ; le nombre des députés de chaque baillage sera fixé par sa population et le montant de sa contribution ; quelques autres dispositions constituaient de véritables promesses pour la tenue des Etats Généraux (2). Toutefois, le Conseil du Roi n'accorde pas le vote par tête dans une assemblée unique des trois ordres, qui eût donné la majorité au Tiers. On sait que dès le 17 Juin 1789 l'Assemblée Nationale le réalisait.

Le 24 Janvier 1789, le Roi publie une *Lettre de convocation* adressée « aux Gouverneurs des différentes provinces du Royaume pour la faire parvenir dans l'étendue de leur gouvernement aux Baillis et Sénéchaux d'épée à qui elle sera adressée ou à leurs Lieutenants » (3). Cette Lettre fixait la date d'ouverture des Etats Généraux pour le 27 Avril 1789, on sait que c'est seulement le 2 Mai que les Etats, formés de 1.200 députés, tinrent leur première séance. Un *Règlement* (4) fait par le Roi et arrêté au Conseil d'Etat accompagne les Lettres dont il assure le mode d'exécution ; ce Règlement expose les règles pour la désignation des députés des trois ordres et la rédaction des cahiers. Pour le *Clergé*, le corps électoral est formé des évêques, abbés, corps et communautés des deux sexes, en général de tous les titulaires de bénéfices ; les curés des paroisses rurales qui figuraient en 1614 ne sont pas mentionnés. Tous les ecclésiastiques ainsi dési-

(2) BRUNEAU, p. 6.

(3) Règlement, art. 1.

(4) D'après les travaux d'une Commission nommée par arrêt du 4-1-1789 — A. BRETTE, *Recueil de Documents sur la convocation des Etats généraux*, p. 64 et ss.

gnés et les délégués des corps, devaient comparaître au siège du baillage (ou de la sénéchaussée) principal à l'assemblée qui désignait les députés de l'ordre du clergé aux Etats Généraux (art. 9 et 39).

Les *Nobles* possédant fief dans l'étendue de ce même ressort, ainsi que ceux qui en étaient dépourvus (5), bien que le texte du Règlement ne le mentionne pas, devaient comparaître à l'assemblée générale des trois ordres au jour désigné par l'assignation et au plus tard le 16 Mars (art. 9 et 39) afin de désigner les députés aux Etats Généraux ; ce qui eut lieu à Bourges et à Poitiers le 16 Mars précisément. A cette même assemblée devaient participer les députés du Tiers Etat élus d'une façon indirecte.

La représentation du *Tiers* repose en effet sur la distinction établie par le Règlement royal, entre baillages (ou sénéchaussées) *principaux* ou *d'épée* et secondaires (art. 3) ; les uns et les autres sont des circonscriptions judiciaires auxquelles la connaissance des cas royaux est attribuée (art. 2). De très vives protestations se firent entendre après la publication du Règlement qui attribuait dans chaque Gouvernement l'avantage de la députation directe aux Baillages et Sénéchaussées *d'épée* par opposition aux Baillages (ou Sénéchaussées) de *robe longue* ; la distinction reposant moins sur la qualité du titulaire de la charge que sur l'étendue de la compétence. Les officiers du siège royal de Montmorillon notamment ont échangé une correspondance assidue (6), mais infructueuse, avec le Garde des Sceaux afin d'obtenir la députation directe, s'appuyant sur un édit de François I^{er}, de

(5) DE LA ROCQUE, *Catalogue des gentilshommes en 1789*.

(6) A.N. Ba 69, dossier de lettres.

1545, qui avait créé un sénéchal de robe longue à Montmorillon avec les mêmes prérogatives que le Grand Sénéchal du Poitou dans sa circonscription (7).

L'assemblée du baillage secondaire (Châteauroux, Poitiers) devait se tenir une quinzaine avant l'assemblée du baillage principal (art. 38) elle-même fixée au 16 Mars 1789. Cette assemblée devait comprendre les députés de certaines villes qui figurent à l'*Etat* annexé au Règlement ainsi que les députés élus par l'assemblée des paroisses, villes, bourgs et communautés. Ces députés, après avoir réduit leurs cahiers en un seul, désignent le quart d'entre eux pour se joindre aux députés des deux autres ordres et aux députés élus par les corps et villes baillagères, réunis en assemblée générale au siège du baillage (ou de la sénéchaussée) principal, pour désigner directement leurs mandants aux Etats Généraux et rédiger le cahier de chaque ordre.

Les Assemblées de paroisses

On constate qu'il existe pour la désignation des députés du tiers état un degré de plus que pour ceux du clergé ou de la noblesse, deux même lorsque l'on considère non pas certaines villes inscrites à l'état annexe, qui députent directement au baillage principal, mais le Tiers rural qui comprend outre les paroisses, bourgs et communautés, la plupart des villes de moyenne importance.

Les opérations électorales prévues par la Lettre et le

(7) *Id.* Lettre de M. de Brimore, Lieutenant Général civil, du 7 février 1789.

Règlement (8) sont les suivantes : la Lettre et le Règlement sont *notifiés* (9) sur réquisition du Procureur du Roi du baillage principal, par un huissier royal, aux officiers municipaux, aux maires, consuls, syndics, préposés et autres officiers des paroisses et communautés de campagne. La *publication* des Lettres et Règlement « au prône des messes paroissiales et à l'issue des dites messes, à la porte de l'église dans une assemblée *convoquée en la forme accoutumée* » (art. 22). Il s'agit ici de la très ancienne assemblée de paroisse présidée par « le général » (10) qui groupait tous les chefs de famille, hommes, femmes ou filles « chefs de foyer » qui se réunissaient le dimanche à l'issue des vêpres, à la porte de l'église, dans la nef, dans la sacristie, voire au cimetière (11).

Cette assemblée de caractère essentiellement religieux s'occupait dans ses réunions très espacées, de questions religieuses au sens large : entretien de l'église et du presbytère, nomination des « marguilliers », bienfaisance, instruction ; en outre, ces mêmes assemblées, en fait représentatives de la communauté d'habitants, permettaient à celle-ci d'entrer en rapport avec le seigneur du lieu puis avec le Roi pour défendre ses intérêts collectifs ; enfin ces assemblées répartissaient la *taille* lorsque celle-ci devint permanente (1439), les habitants désignaient à cet effet des « asséeurs » ou « collecteurs », puis un procureur, le *syndic*, qui les représentait pour telle affaire et bientôt d'une façon permanente.

(8) Règlement, art. 22 et ss.

(9) La convocation est un acte judiciaire.

(10) LEPOINTE, *Petit Vocabulaire*, p. 96.

(11) Exemple : Douadic.

L'assemblée électorale. — Dans la huitaine qui suit la notification et la publication des Lettres de convocation, « les habitants des villes paroisses ou communautés de campagne ayant un *rôle séparé d'imposition* seront tenus de s'assembler (art. 25) dans le *lieu ordinaire* des assemblées et devant le juge du lieu (12) ou en son absence devant tout autre officier public ; le *président* sera donc le sénéchal (13), à défaut un procureur fiscal, un notaire royal (14), voire un avocat (15) ou un huissier royal, ou même le syndic de la paroisse. Les membres de cette assemblée étaient « tous les habitants du tiers état, nés français ou naturalisés âgés de 25 ans, domiciliés et compris au rôle des impositions ».

Plusieurs remarques s'imposent ici ; il faut distinguer nettement l'assemblée électorale présidée par le juge local qui comprend les assujettis à la taille (les femmes sont exclues en 1789), de la ville, paroisse ou section de paroisse ayant une individualité financière et comprise dans l'étendue du baillage ou de la sénéchaussée compétente pour les cas royaux, de l'assemblée de publication « convoquée en la forme accoutumée » et de l'assemblée civile de la communauté des habitants.

Dans bien des cas l'arrivée de la notification et sa publication au prône de la messe du dimanche suivant n'ont pas permis de respecter le *délai* de huitaine prévu par l'article 24 avant l'assemblée électorale proprement dite, et par là même celui de quinzaine prévu (art. 38) entre l'assemblée préliminaire du Tiers du baillage du siège secondaire et l'assemblée générale des trois ordres

(12) Ruffec.

(13) Douadic, Migné, Rosnay.

(14) Chitray.

(15) Ciron, Lingé.

du baillage fixée elle-même au 16 Mars au plus tard. Aussi dans la plupart des cas (16) on procéda immédiatement après la lecture de la Lettre et du Règlement à la rédaction du *Procès-verbal* et du *Cahier* de plaintes et doléances ; dans la précipitation il arrive que le dénombrement des feux ou la vérification de la qualité des comparants soit omise.

Cette vérification de la qualité des comparants n'est pourtant pas sans importance. En effet on rencontre à la veille des Etats Généraux une agitation extrêmement vive dans le Tiers « un délire d'effervescence » (17) dans ses revendications ou son hostilité à l'égard des deux autres ordres privilégiés de la Nation. On a la conviction que les bourgeois des villes ne voulaient « ni ecclésiastiques, ni baillis ou procureurs fiscaux voire simples régisseurs, agents ou fermiers de seigneurs » ou riches officiers pour les représenter. Cette exclusive était inscrite dans le Règlement qui avait même dû prévoir des exceptions ; l'article 30 stipule en effet que « ceux des officiers municipaux qui ne seront pas du Tiers Etat, de même que les juges du lieu et autres officiers publics qui *présideraient* des assemblées de ville, de paroisse ou communauté dans lesquelles ils ne sont pas domiciliés n'auront aucune voix mais pourront être *élus* ». Signalons à titre d'exemple qu'à la vérification des pouvoirs des députés présents à l'assemblée préliminaire du Tiers Etat du siège de Poitiers « les commissaires désignés par le Lieutenant particulier en la Sénéchaussée de Poitiers n'ont pas trouvé réguliers ceux de M. de Bridieu... attendu qu'il

(16) Tous les cahiers étudiés ici.

(17) Duc DE CHAROST, A.N. Ba 24 ; cité par BRUNEAU.

est de condition *noble* » (18) ; par contre « Guy-Joseph-Henry de Fontaines, écuyer, seigneur de la Morandière, fut nommé *malgré sa noblesse* par ladite paroisse pour la représenter à l'assemblée du Tiers Etat » mais, « s'il ne fut pas récusé comme tel, comme M. de Bridieu c'est qu'il n'était pas présent lors de la vérification des pouvoirs » (19).

Les historiens citent habituellement le cas de Mirabeau qui, fils du marquis de Mirabeau connu par son adhésion à l'école des Physiocrates, repoussé de son ordre, se fit élire comme député du Tiers Etat de 1789. On doit penser que le Règlement ne fut pas appliqué partout avec la même exactitude, ou bien que Mirabeau présidait une assemblée du Tiers Etat dans la qualité prévue par le Règlement.

Le nombre des députés à élire par les paroisses, villes, bourgs et communautés de campagne, chargés de porter le cahier à l'assemblée du baillage secondaire est de 2 jusqu'à 200 feux, 3 jusqu'à 300, 4 au delà et ainsi de suite ; les villes désignent toujours 4 députés. Dans les villes baillagères mentionnées à l'état annexé au Règlement du 24 Janvier 1789, tel est le cas de Châteauroux et Bourges, Montmorillon et Poitiers, le vote se fait par corporation (art. 26). On a conservé de nombreux procès-verbaux d'assemblées de corporations et les cahiers dont certains n'ont pas été publiés. Notons que les habitants « n'appartenant à aucun corps, communauté et corporation » élisent eux aussi des députés (art. 27) qui votent à l'assemblée du Baillage (ou Sénéchaussée) prin-

(18) H. et P. BEAUCHET-FILLEAU, *Tiers Etat du Poitou*, pp. 67 et 68.

(19) *Id.* p. 89.

cial ; Paris seul députe directement aux Etats Généraux (art. 29).

Les cahiers de doléances

Les cahiers de vœux, doléances, plaintes, pétitions ou remontrances — la terminologie est multiple — sont des textes dans lesquels un groupe quelconque représentant des intérêts collectifs formule au Roi spontanément ou à sa demande un certain nombre de plaintes sur des faits de l'administration dont il aurait eu à souffrir ou dont simplement la réforme lui paraît désirable pour le bien commun du royaume.

La présentation d'un cahier est un droit, c'est même dans certains cas une obligation qui dérive du devoir de *conseil* qui pesait, on l'a vu, sur tous les vassaux, puis sur tous les sujets du Roi. Celui-ci, et la tradition est constante, ne prend de décision que lorsqu'il a obtenu l'assentiment de ceux qu'elle vise. N'est-ce pas en effet le meilleur moyen de la faire respecter ; il a ainsi les éléments nécessaires pour juger ce qui convient le mieux ; il s'en remet à la foi de son peuple lorsqu'il ne peut donner satisfaction à tous, encore qu'il soit toujours possible aux groupes de faire *opposition* au Conseil à telles décisions qui leur portent préjudice.

Remarquons que le cahier se distingue du *placet* qu'il est toujours possible de remettre directement au Roi ; il s'apparenterait plutôt à la moderne pétition, adressée au souverain actuel, le Parlement.

Des cahiers de doléances sont présentés par un nombre considérable de groupes d'intérêts : assemblées de notables, assemblées d'ordre, du clergé, de la noblesse, plus rare-

ment du tiers état, assemblée des trois ordres des pays d'Etat ou d'un groupe de sénéchaussées, assemblées de province, de langue d'oïl, de langue d'oc, assemblées de protestants, de communautés juives, villes, corporations, Université. Ce sont les cahiers de doléances des Etats généraux qui sont les plus connus.

Ils constituent une des principales attributions des Etats convoqués pour donner avis au Roi sur la politique qu'il veut tenir, fortifier ses décisions. Les députés des trois ordres pouvaient remplir leur devoir de Conseil soit par la bouche de leur orateur soit le plus efficacement par la présentation des cahiers. L'usage de ce droit ancien et traditionnel ne semble s'être systématisé qu'à partir de 1484, la procédure de rédaction ne variant pas sensiblement jusqu'aux Etats de 1789 ; voyons ce qui avait été prévu par le Règlement.

Rédaction. — Les assemblées de paroisses rédigeaient un cahier d'instructions qui est remis aux députés élus (art. 25) ; ceux-ci devaient les porter à l'assemblée du baillage secondaire du Tiers où après appel et vérification des pouvoirs une commission était nommée afin de procéder à la réduction des cahiers en un seul (art. 38) ; ce cahier était remis aux députés désignés par cette assemblée en nombre égal au quart des membres appelés à y siéger d'après les convocations, c'est ce qu'on appelle la *réduction au quart*. L'assemblée du baillage (ou sénéchaussée) principal procédait à la nomination des députés du tiers état aux Etats Généraux (art. 47) et rédigeait le cahier de l'ordre (art. 44). Si l'entente pouvait être réalisée, il était possible de rédiger un cahier unique pour les trois ordres (art. 43) ; à Bourges comme à Poitiers

chaque ordre rédigea séparément son cahier pour l'assemblée des Etats Généraux.

Notons encore que chaque assemblée devait dresser un *procès-verbal* où étaient consignées toutes les opérations prévues au Règlement pour la désignation des députés ; il portait la signature de chacun des membres.

Les cahiers de Baillage étaient *réduits* dans la chambre de chaque ordre aux Etats, lus, approuvés par vote ; le Cahier Général de l'ordre est ensuite remis au Roi qui est obligé d'examiner les remontrances ; ce ne sont que des vœux, ils ne deviennent obligatoires pour lui que lorsqu'il y a répondu directement sur le Cahier Général, ce sont les « articles répondus au Conseil » ou bien lorsque le Roi, à l'issue des Etats prend des Ordonnances de Réformation.

Pouvoirs des députés. — Le cahier d'une assemblée quelconque contenait les « pouvoirs » des députés ; en 1789, selon le vœu exprimé par le Roi dans sa lettre de convocation, ceux-ci étaient « généraux et suffisants, pour proposer, remontrer, aviser et consentir de la manière qui sera convenue par les Etats Généraux. En effet si l'on appliquait étroitement le mandat des députés, ceux-ci n'étaient pas libres d'exprimer leur propre sentiment, ils ne pouvaient que donner l'opinion de leurs commettants sur les points demandés par le Roi, mais si celui-ci sollicitait leur avis sur d'autres points nés de la discussion aux Etats ou qu'il avait réservés, les députés devaient retourner devant leur assemblée électorale, ils étaient liés par le contenu des cahiers. Que l'on songe aux lenteurs que cela suscitait au travail du gouvernement monarchique et aussi aux frais occasionnés, puisque le dépla-

cement des députés était directement à la charge de l'ordre qui les désignait (20).

Il a fallu aux Etats de Versailles toute l'influence personnelle de Sieyès pour dissiper les scrupules de beaucoup à ce sujet ; ce fait permit aux Etats de prendre le caractère d'assemblée représentative au sens moderne, le mandat des députés n'étant ni impératif ni limitatif : le principe fut posé définitivement par l'Assemblée Nationale Constituante dans sa séance du 8 Juillet 1789 ; les Etats Généraux avaient vécu.

La procédure en Poitou et en Berry

Pour illustrer les règles de la procédure de convocation des Etats Généraux, examinons brièvement son développement en Poitou et en Berry.

Le 14 Février 1789, par Ordonnance du Grand Sénéchal d'épée du Poitou, Lettre et Règlement royaux sont adressés aux baillis et sénéchaux du ressort ; en conséquence le Lieutenant Général de la Sénéchaussée de Poitiers Irland de Basoges et le 18 Février Gaudon de l'Héronnière Lieutenant Particulier assesseur criminel et premier conseiller en la Sénéchaussée de Montmorillon rendent une Ordonnance en vertu de laquelle la convocation aux Etats Généraux est notifiée par huissier royal aux villes, bourgs et communautés entre le 23 et le 28 Février 1789 ; du 1^{er} au 6 Mars ont lieu les assemblées de paroisse.

L'assemblée préliminaire des députés du Tiers se réunit le 9 Mars « en la chapelle du collège roial de Sainte

(20) Pour le Tiers, adjoint à la taille.

Marthe à Poitiers et dans l'église des Récollets à Montmorillon. Dans les deux cas on procède immédiatement à l'appel et à la comparution des députés, à la vérification des pouvoirs. Chacune des assemblées nomme ensuite une Commission de 25 membres pour dépouiller les cahiers des paroisses et rédiger le Cahier général, celui-ci est lu et adopté. C'est alors que l'on procède à la réduction des députés au quart soit 99 à Montmorillon et 300 à Poitiers qui se retrouvèrent le 16 Mars à l'assemblée générale des trois ordres à Poitiers où un nouveau cahier est rédigé et confié aux députés aux Etats de Versailles.

En Berry les opérations sont identiques : le 13 Février, Ordonnance du Bailli d'épée du « pays et duché de Berry », le comte de la Châtre, rendue par son Lieutenant général à Bourges Bengy de Puyvallée, et adressée aux 8 sièges (21) ou baillages particuliers du Baillage de Bourges, le 23 Février, Ordonnance du Lieutenant général du baillage de Châteauroux ; du 23 au 28 Février envoi des notifications par exploit d'huissier royal ; le 9 Mars eût lieu l'assemblée des députés du Tiers Etat du baillage de Châteauroux en l'église des Capucins, sous la présidence de Guymon de la Touche assesseur du baillage : cette assemblée procéda aux mêmes opérations qu'à Poitiers et Montmorillon. Enfin le 9 Mars eut lieu à Bourges en l'église des Carmes, l'assemblée générale des trois ordres du Baillage, qui n'ayant pu rédiger un cahier commun le firent par « chambre » et désignèrent leurs députés aux Etats Généraux ; ce sont (22), pour le *Clergé* :

(21) Bourges, Issoudun, Châteauroux, Dun-le-Roi, Concessault, Henrichemont (Principauté de Boibelle), Mehun. Vierzon.

(22) D^r FAUCONNEAU-DUFRESNE, p. 489 et DE LA ROQUE, *Catalogue des Gentilshommes en 1789*, II, 30.

Mgr de Puiségur, archevêque de Bourges — M. Poupart, curé de Sancerre — M. Villebannois, curé de St-Jean-le-Vieux — M. Yvernault, chanoine de St-Ursin.

pour la *Noblesse* :

Le comte de la Châtre, bailli d'épée — le marquis de Bouthiller — M. Heurtaut de Lamerville (23) — de Bengy de Puyvallée, lieutenant général du baillage (24).

pour le *Tiers Etat* :

MM. Boëry, président en l'élection de Châteauroux — Poya de l'Herbay, lieutenant particulier à Issoudun — Thoret, docteur-pharmacien de la Faculté de médecine de l'Université de Bourges, qui réunit l'unanimité des suffrages — Legrand, avocat du Roi au baillage de Châteauroux — Sallé de Chou, avocat du Roi à Bourges — Auclerc-Descôtes, médecin à Argenton — Beaucheton, avocat à Issoudun — Grangier, avocat à Sancerre. — MM. Gaigneau de Sainsoin et Rémond furent choisis comme députés suppléants.

(23) D'une famille de robe de Normandie.

(24) Désigné secrétaire de l'ordre de la Noblesse.

CHAPITRE PREMIER

L'ELECTION DU BLANC-EN-BERRY

L'élection du *Blanc-en-Berry*, située aux confins de la Touraine, du Poitou et de la Marche, occupait sensiblement le sud-ouest de l'actuel département de l'Indre et s'étendait sur les départements voisins, Vienne, Haute-Vienne et Creuse.

Elle formait l'une des 7 élections de la *Généralité* de Bourges (1), se trouvant voisine des généralités de Tours, Poitiers, Limoges et Moulins. Elle était également comprise en partie dans le *duché* de Berry, érigé en 1360 pour Jean de France, dans l'étendue duquel fut établi à la fin du XIV^e siècle pour lutter contre les Anglais un *Gouvernement* militaire de la Province de Berry, dont le siège était Bourges, comme pour l'Intendance et la Généralité. Ces deux circonscriptions, l'une financière, l'autre administrative et d'ailleurs plus récente, se trouvèrent finalement réunies à la fin de l'Ancien Régime. En 1789, en regard des 33 Intendants, les plus sûrs représentants de l'autorité royale et dont la compétence était très étendue, il y avait 27 Généralités (2). Aussi désignait-on habituellement la circonscription sous le nom « d'Intendance et Généralité » de Berry.

(1) Bourges, Issoudun, Saint Amand, la Châtre, Châteauroux, la Charité sur Loire. (RAYNAL, Tome I, LXXI) — Dupain-Triel, Atlas de la généralité de Berry.

(2) RAYNAL, *Histoire du Berry*, Tome I, LXXI.

Cette dernière comprenait alors 722 paroisses (3) et se trouvait un peu plus étendue que la province de Berry. La frontière de celle-ci rejetait en Touraine et en Poitou les paroisses de Migné, Rosnay, Douadic, Lingé, Pouligny, puis, traversant la Creuse en aval du Blanc laissait en Poitou les paroisses St-Etienne et St-Cyran de cette ville, Varenne, Courtioux, partie de Ruffec, et après un brusque crochet au midi, Mauvières, Bélâbre, Parnac, Bonnus (4).

En outre, l'élection du Blanc répartit ses paroisses entre les *Diocèses* de Limoges, Poitiers (5), Bourges (6) (archiprêtres du Blanc et d'Argenton). Le Diocèse de Bourges, qui occupait à peu près le même territoire que le département de l'Indre, était moins étendu que la province de Berry (7).

Ressort. — Le Blanc-en-Berry fit tout d'abord partie de l'élection de Poitou (1438) se trouvant par le fait même rattaché à la généralité de Poitiers. Il en est de même en 1470 « d'une vingtaine de localités (dont St-Génitour, Pouligny, Estourneau, Fontgombault, Bélâbre) qui semblent composer sa châtellenie » (8).

C'est le 18 Décembre 1479, que le Blanc qui était le siège du lieutenant de l'élu, devint siège d'une élection en Poitou. Les textes permettent de suivre sa trace en Poitou, puis en Berry ; le siège ne tardant pas à être rattaché définitivement à la généralité de Bourges. En effet,

(3) COUPAS, *Petite histoire du Berry*, p. 145.

(4) D'AMVILLE, *Cartes des Gouvernements Généraux*.

(5) Pouillé du diocèse de Poitiers, 1782, Arch. Vienne.

(6) Pouillé du diocèse de Bourges, abbé P. BARBIER, 1766.

(7) RAYNAL, *Histoire du Berry*, 1846, Tome II, carte.

(8) DUPONT-FERRIER, *Annuaire-Bulletin de la Sté d'H. de F.* ; 1928, p. 236.

d'après Raynal c'est un édit de Janvier 1557 qui crée au Blanc un siège d'élection dans cette généralité avec 107 paroisses (9).

L'élection se compose en 1703-1720 de 98 paroisses et totalisait 12.873 feux (10). « On compte... 144 nobles, 23 exempts... et 52.780 personnes taillables, qui portent ensemble la somme de 53 mille 910 livres, quand l'imposition générale de la Taille établie sur la Généralité de Bourges se trouve monter à la somme totale de 590 mille 160 livres » (11). A la veille de la Révolution, en 1781, elle comprend 114 *paroisses* dont nous possédons la liste exacte (12).

Le choix d'une élection, unité financière pour l'étude des cahiers de paroisses peut être apprécié diversement, étant donné que les opérations relatives à la convocation des Etats Généraux se font dans le cadre du baillage ou de la sénéchaussée, circonscriptions judiciaires. On répondra que ce sont les Etats de 1356, réunis après la défaite de Poitiers, qui créèrent les élus pour assurer la répartition des subsides qu'ils accordaient. Devenus officiers royaux en 1372, ceux-ci effectuaient dans l'élection la levée des aides, puis de la taille permanente (1439). Or, en 1789 c'est la qualité d'inscrit au rôle paroissial de la taille qui détermine l'aptitude à participer à l'assemblée qui désigne les députés.

(9) RAYNAL, Tome I, Introduction, LXXI.

(10) SAUGRAIN, *Le Nouveau Dénombrement...* 1735, p. 106.

(11) EXPILLY, *Dictionnaire historique*, 1762, p. 648.

(12) DUPAIN-TRIEL, *Atlas*, 1781. — GABILLAUD, *le Berry historique* p. 303. — *Catalogue... des paroisses de la généralité de Bourges*, 1774. — Le Président de l'élection est Louis FONTENETTES.

Cartographie. — Pour établir le croquis de l'élection, on a utilisé plusieurs cartes ; celle de JALLON (13) dressée en 1707, reproduit la plupart des paroisses, mais le ressort de l'élection est moins étendu toutefois (dans la direction d'Argenton et de Nuret-le-Ferron) qu'il ne résulte de « l'Atlas de la Généralité de Berry » (14), ce dont on a tenu compte. Notons que le tome IV de « l'Histoire du Berry » de L. RAYNAL contient une carte, elle donne encore un contour différent.

Pour déterminer le ressort des baillages ou sénéchaussées, lorsque les procès-verbaux sont défaillants, on a utilisé « l'Atlas des Baillages... » de A. BRETTE ; les cartes de CASSINI et de la collection d'AMVILLE (15), sont d'un précieux secours pour localiser les anciennes paroisses.

Sources des Cahiers de doléances

La conservation des cahiers est très inégale. Certains des cahiers présentés par les députés aux Etats Généraux ont fait l'objet d'une ou de plusieurs publications parfois à 500 exemplaires (16) comme le prouve une circulaire du Garde des Sceaux de Mai 1789 invitant les Lieutenants généraux de baillage à lui envoyer à Versailles des textes *imprimés* de cahiers (17).

L'original du cahier de paroisse était remis aux dépu-

(13) Archives de la Vienne.

(14) DUPAIN-TRIEL. (1781).

(15) Cartes des gouvernements généraux, Berry, Nivernais, Bourbonnais, n° 483, Poitou, n° 581, Marche, Limousin n° 602. (B.N. Salle de géographie).

(16) B. HYSLOP, *Répertoire critique des cahiers de doléances*, p. 12. — Procès verbal et *Cahier* de Tiers Etat de la Sénéchaussée de Limoges ; J. FARNE éditeur, 1789 A.N. Ba 47.

(17) B. HYSLOP, *op. cit.*, p. 10.

tés ; un double restait généralement avec le procès-verbal de la réunion, entre les mains de l'officier de justice ou du notaire qui avait présidé l'assemblée ; on peut parfois en trouver la transcription sur le Registre paroissial.

Indépendamment du procès-verbal et du cahier de doléances, il y a lieu de rechercher la *Notification* de la Lettre de convocation et du Règlement, faite par huissier royal aux officiers municipaux des villes et aux syndics des paroisses, les *assignments* individuelles pour l'ordre du clergé ou de la noblesse, ainsi que le mandat des députés lorsqu'il n'est pas inséré dans le cahier même.

A l'époque actuelle les recherches sont facilitées par une série de mesures. En premier lieu, l'échange des archives a permis de centraliser dans chaque département les textes relatifs aux Etats Généraux qui se trouvaient dispersés dans les Archives départementales voisines, greffes, bibliothèques, voire collections privées. D'autre part une Américaine, Mlle Béatrice Hyslop, fut chargée à la suite d'une circulaire du 13 Octobre 1930, adressée aux archivistes départementaux et à quelques sociétés savantes, de procéder au recensement des cahiers de 1789. Cette recherche avait été demandée au Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux Arts par la « Commission de recherche et de publication des documents d'archives relatifs à la vie économique de la Révolution » et par « le Comité des Travaux historiques ». Quelques années auparavant, en 1905, sur l'initiative de J. Jaurès et de Aulard, la « Commission de l'histoire économique de la Révolution » avait été constituée ; elle a publié un certain nombre de textes.

Mlle B. Hyslop, dans son *Répertoire*, indique pour chaque baillage les textes conservés (Procès-verbal, Cahier) pour les différentes assemblées électorales de cha-

cun des ordres, corporations, paroisses, en 1789 ; la référence du manuscrit et de ses diverses publications est indiquée (18).

Les Cahiers de Paroisses de l'élection du Blanc

Les 114 paroisses qui composent l'élection du Blanc sont susceptibles d'être rattachées à sept sièges judiciaires pour la convocation des Etats de 1789 ; la majeure partie d'une façon certaine grâce aux procès-verbaux des assemblées du Tiers du baillage ou de la sénéchaussée, c'est le cas pour *Poitiers* (9 paroisses) (19), *Montmorillon* (62 paroisses) (20) et *Châteauroux* (23 paroisses) (21).

Pour les autres, soit qu'elles n'aient pas constitué des unités électorales répondant à l'article 24 du Règlement, soit qu'elles aient comparu à des sièges éloignés ou pour tout autre cause, on doit faute de textes se contenter d'une certaine approximation (22).

C'est ainsi que l'on peut rattacher au Baillage principal de TOURS : *La Morinière* ou l'enclave (23) (C^{on} d'Azay-le-Ferron, Indre), à CHATEAUROUX, la paroisse de *Bonnus* (C^{on} de Cuzion, Indre), à MONTMORILLON : *Brosses* (C^{on} de Chaillac, Indre), l'enclave d'*Aingt*, *Etourneau* (C^{on} de St-Christophe-en-Bazelle, Indre), *Milloux* (C^{on} de Chaillac), *les Pérelles* (C^{on} de Chaillac), *Loessières* (C^{on} de Chaillac),

(18) « *Collection des Documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française ; Archives Parlementaires* », etc.

(19) H. et P. BEAUCHET-FILLEAU, *Tiers Etat du Poitou en 1789*.

(20) P.V. mns. Arch. Nationales, Ba 69.

(21) PV. mns., *in fine*, Archives Indre, B. 646.

(22) A. BRETTE, *Atlas des Baillages... ayant servi d'unité électorale en 1789*. Planches : 7, 8, 9, 16, 17.

(23) E. HUBERT, *Dictionnaire... de l'Indre*, p. 127.

la *Vaudieu* (C^{on} de St-Hilaire sur Benaize, Indre), *Maudrezat* (C^{on} d'Azerables, Creuse), Plaincourault (C^{on} de Mérigny, Indre), *Roussiers* ou Roussines (C^{on} de St-Benoît-du-Sault, Indre).

En outre, 4 paroisses sont comprises dans le ressort de la Sénéchaussée principale de LIMOGES : l'enclave du *Bourg* (Creuse), *Folles* (Creuse) (24), *la Souterraine* (Creuse) (25) et *Saint-Aignan de Vercillac* (Creuse) qui fit défaut à Montmorillon (26).

On peut rattacher à la Sénéchaussée principale de la Haute-Marche à GUÉRET, trois paroisses : *Gartempes* (Creuse) qui fit défaut à Montmorillon (27), *Naillac* (28) (Creuse) et *Prissac* (29) (Indre). La paroisse de *Dinsac* (Haute-Vienne) comparut au DORAT. Quatre autres enfin, n'ont pu être localisées d'aucune manière, ce sont : *Château Loinsac*, *La Lemette*, *Lauzarais* (Petit Luzerais (?), commune de Chalais, Indre) et *Lupac*.

Observons que dans l'énoncé qui précède on n'a pas réuni les doubles comparutions, ce qui forme un total de paroisses un peu supérieur à 114.

On ne conserve aucun cahier (30) pour les paroisses mentionnées ci-dessus. Il en est de même pour les 62

(24) Comparut à Limoges ; Députés : J.-B. Chabannaud, François de Rozier, Maurice Renard, marchand ; 260 Feux. (P.V. Limoges).

(25) Comparut à Limoges ; Députés : Jean François de l'Etang, avocat et juge, Jean-Baptiste Ribière de Lisière, Silvain Charles Dufour de la Prugne avocat, André de Gartempe de la Cour, Bourgeois.

(26) P.V. Montmorillon, A.N., B. III 124, p. 307 ; ne figure pas au P.V. de Limoges ou Guéret.

(27) Ne figure pas au P.V. de Guéret.

(28) Députés : Jean Caboche, Gabriel Dazat ; 80 Feux. P.V. Guéret.

(29) Députés : Laurent Dusellier, Jean Baptiste Augier ; 60 Feux. (P.V. Guéret).

(30) B. HYSLOP, *Op. cit.*

paroisses qui ont comparu au siège royal de Montmorillon. On signale bien un projet de cahier de Béthines (31), mais il a été impossible d'en retrouver la trace. Même absence pour les 9 paroisses comparues à Poitiers. En ce qui concerne les 23 paroisses comprises dans le baillage de Châteauroux, les Archives de l'Indre conservent 13 cahiers, les procès-verbaux d'assemblée, sauf celui de Nuret-le-Ferron et les notifications, sauf pour Chitray, Migné, Pezai-le-Joly, Ruffec-Alpinien et St-Nazaire.

La faible densité des cahiers conservés s'explique trop aisément : de nombreuses destructions, volontaires ou non, la mauvaise tenue des archives municipales et judiciaires à cette époque, la longue indifférence enfin des chercheurs, autant de causes qui ont été fatales aux cahiers de paroisses tout spécialement.

Citons à titre d'exemple, que dans la Sénéchaussée de Poitiers, qui comprenait sept sièges secondaires (32), les cahiers n'ont été conservés, au complet d'ailleurs, que pour la sénéchaussée de Civray (33). Le cahier de doléances d'une seule paroisse (Jouhet) (34) subsiste pour la sénéchaussée de Montmorillon.

Fort heureusement, les procès-verbaux de l'assemblée préliminaire du Tiers Etat des sièges secondaires de Montmorillon (9-11 Mars) (35), Châteauroux (9 Mars) (36),

(31) *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, (1934-35) Tome X.

(32) Civray, Saint Maixent, Fontenay-le-Comte, Lusignan, Montmorillon, Niort, Vouvant séant à la Châtaigneraie.

(33) BOISSONADE et L. CATHELINÉAU.

(34) J. VIGNAUD, *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, Tome X, pp. 138 à 168 (1934-35).

(35) Arch. Nationales, Ba 69 et B III 124.

(36) Arch. Indre, B. 646 — FAUCONNEAU-DUFRESNE, P. 463 et ss.

Poitiers (9 Mars (37) ont été conservés. Le cahier de doléances y est joint pour Poitiers et Châteauroux, quant à celui de Montmorillon en 56 articles (38), il n'en subsiste que des « fragments » (39) brièvement analysés dans le « Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest » (38) ; ce cahier paraît apocryphe par sa virulence partisane et aussi en raison de sa source privée.

Doubles Comparutions — Défauts

Le procès-verbal de l'assemblée préliminaire du Tiers Etat de Châteauroux contient, *in fine* (40), un tableau où figure en regard du nom des paroisses convoquées, le nombre de feux, celui des députés à élire et élus et enfin fait connaître les défauts.

Si l'on compare ce tableau au procès-verbal de la sénéchaussée de Montmorillon, on constate un cas de double comparution : la ville du Blanc, ou plus exactement la paroisse St-Cyran. Deux paroisses comparurent à la fois à Montmorillon et au DORAT (Sénéchaussée principale), ce sont : *Tersannes* et *Verneuil* (41).

Les défauts, par contre, sont plus nombreux. Les six paroisses de Concremiers, Mauvières, Bélâbre, Chalais, Nesmes, Prissac, qui d'ailleurs ne relevaient qu'en partie du baillage de Châteauroux, font défaut (40). Ces mêmes paroisses, à l'exception de Prissac, comparaissent pour le

(37) H. et P. BEAUCHET-FILLEAU, *Tiers Etat du Poitou*, P. 91 et ss.

(38) *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest* (1841-43), pp. 223 et ss.

(39) *Archives de la Vienne*, mélanges BONSERGENT.

(40) Arch. Indre, B. 646.

(41) H. COUTURIER, p. 121 et P.V. de la Sénéchaussée du Dorat.

tout à Montmorillon (42) ; *Prissac* comparut à Guéret, étant une *enclave* de cette sénéchaussée, dans celle de Montmorillon (43).

Le cas de la paroisse St-Pierre de *Poulligny* est assez curieux, elle fit défaut à Montmorillon (44), comparut à Châteauroux avec cinq députés, au lieu des quatre qui correspondaient aux 378 feux indiqués par le procès-verbal (45), ce qui satisfait le Règlement puisque le procès-verbal d'assemblée de cette paroisse mentionne 432 feux et l'élection de cinq députés comparus à Châteauroux. La comparution de Poulligny à Châtellerault est rapportée par M. H. Couturier (46), mais il semble que ce soit le fait d'une erreur, car Poulligny ne figure pas au procès-verbal de cette sénéchaussée (47).

Causes. — Ces défauts sont la conséquence de l'enchevêtrement des divisions financières, administratives, judiciaires, religieuses, des enclaves de tout ordre, de la variété des coutumes et de leur « détroit » sous l'Ancien Régime.

Dans bien des cas les contemporains n'étaient pas gênés par cette diversité même, qu'ils avaient contribué à créer, témoin l'opposition de l'assemblée du tiers état de 1321 à la réforme de Philippe V, tendant à l'unification des poids et mesures. La Monarchie voyait plus loin et s'efforçait peu à peu de systématiser et de simplifier ses

(42) P.V. Montmorillon.

(43) A. BRETTE, *Atlas...* Planche 8 — et P.V. de la Sénéchaussée de Guéret.

(44) P.V. Montmorillon, p. 307.

(45) P.V. Chateauroux.

(46) H. COUTURIER, *La préparation des Etats Généraux en Poitou*, p. 119.

(47) *Archives Nationales*, B. III 46, pp. 75 et 85 à 103.

rouages ; mais que d'intérêts particuliers enracinés par plusieurs siècles d'usage il fallait vaincre !

L'incertitude des ressorts judiciaires, cependant, était fort préjudiciable aux plaideurs. On dit même que les juges la favorisaient afin de perpétuer des conflits de juridictions dont ils profitaient.

En bref, l'enquête ordonnée par Louis XVI afin de déterminer les paroisses du ressort de chaque baillage et sénéchaussée se heurte à ces traditionnels obstacles. Il est impossible de connaître le chiffre exact des paroisses pour chacun, ou bien telle paroisse ne dépend que pour partie d'un baillage, on en a vu des exemples, citons encore celui de *St-Aignan de Vercillac* qui ne relève de Montmorillon que pour 38 feux « alors que 50 sont dans la Marche » et qui fit d'ailleurs défaut (48).

Certaines sénéchaussées revendiquent des droits sur tout ou partie d'une paroisse, celle-ci peut en effet « dépendre d'un siège pour les appels ordinaires et d'un autre pour les cas royaux » (48). Cette dernière compétence, d'après le Règlement du 24 Janvier 1789, qualifiait un baillage comme unité électorale. Ce même Règlement (art. 24) ajoutait un élément d'incertitude puisque la première assemblée du Tiers devait se tenir dans chaque « bourg, paroisse ou communauté ayant un rôle séparé d'imposition », et grouper les habitants assujettis à la taille. Cette dernière prescription notons-le avait été obtenue du Roi, par les éléments agissants et riches du Tiers auxquels elle assurait l'avantage d'une représentation numérique élevée puisque le nombre des députés variait en fonction de l'importance du collège électoral.

(48) H. COUTURIER, *op. cit.*, p. 66.

Quoi qu'il en soit, les officiers de justice, fidèles à leurs traditions, n'hésitèrent pas à convoquer des paroisses ou communautés dès qu'ils croyaient pouvoir les rattacher à leur siège par un lien quelconque ; le défaut n'est donc que rarement absolu, il est souvent le fait de *paroisses discutées*.

CHAPITRE II

A

ETUDE CRITIQUE DES CAHIERS

Longtemps méconnus, les cahiers de paroisses (1) furent traités d'une façon très inégale par les historiens. Pour les uns la valeur des cahiers est incontestable, la véracité de leurs affirmations certaine, ils seraient bien le miroir fidèle des abus de toutes sortes qui auraient existé à la fin du XVIII^e siècle. Dans cette catégorie on rangera des auteurs comme Alex. Onou, E. Champion (2) ; pour d'autres au contraire, Taine par exemple, les doléances ne correspondent que partiellement à des réalités, les cahiers auraient tous été copiés sur l'un « de ces *cahiers-types* répandus dans les campagnes et rédigés par quelques avocats et gens de loi travaillés d'ambitions politiques » (3). Se tenant éloignés des appréciations extrêmes où la politique n'est pas exclue, et évitant tout procès de tendance, on doit essayer de juger les cahiers de paroisses selon une méthode impartiale.

Préparation. — Dès que la convocation des Etats Généraux fut certaine, une forte propagande fut mise en

(1) 27.000 paroisses environ à la fin Ancien Droit, pour 38.000 communes en 1939.

(2) *La France d'après les Cahiers de 1789*, A. Colin 1897.

(3) J. VIGNAUD, *Le cahier de... Jouhet*, p. 142.

œuvre par ceux qui désiraient le plus ardemment des transformations dans l'ordre politique et social : les bourgeois des villes.

On incite les « généraux » de paroisse à préparer leurs doléances (4), les brochures, avis, instructions, pullulent. Ce sont les « Délibérations à prendre dans les assemblées de baillage » de Sieyès, les « Charges d'un bon citoyen de campagne » en Bretagne, et « l'Avis aux bons Normands » qui sont les plus connus. En Berry, c'est « l'Avis aux habitants des campagnes sur le choix de leurs députés » (5) ; un deuxième *Avis*, d'auteur inconnu, invite à écarter, comme députés du Tiers, les gentils-hommes, privilégiés, agents du seigneur... (5).

Dans le même but, à Montmorillon, « on avait la veille [de l'Assemblée préliminaire du Tiers] fait répandre dans la ville et dans les auberges plus de *cent Billets*... cela avait contribué à prévenir les esprits » (6).

En Poitou et en Angoumois, ce sont les « Vœux des officiers de la ville de Poitiers » du 15 Décembre 1788 (7), et les « Instructions à donner aux députés des paroisses » (8) qui circulent dans les campagnes.

Parallèlement, la noblesse du Poitou rédige des « Instructions à ses députés », tandis que celle du Berry ne témoigne d'aucun esprit de corps.

On voit donc qu'il y a eu de nombreux éléments susceptibles d'influencer les laboureurs, marchands, bourgeois,

(4) H. SÉE, *La Rédaction... des cahiers de 1789*.

(5) Arch. Cher, B 2866 et L ancien 861, cité par BRUNEAU.

(6) *Lettre au garde des Sceaux*, de P. COLLIN DE LAMINIÈRE. (13-3-1789) A.N., Ba 69.

(7) H. COUTURIER, *op. cit.* p. 44.

(8) H. et P. BEAUCHET-FILLEAU, *Le Tiers Etat du Poitou en 1789*, Introduction.

petits propriétaires, qui vont rédiger les cahiers, élire des députés. Mais ceux-ci les ont-ils bien rédigés eux-mêmes ?

Valeur historique des cahiers

La critique externe des cahiers permet de les classer en plusieurs catégories. Tous ceux dont l'ensemble des articles ou seulement quelques-uns sont identiques sont le fait d'un même auteur, le président d'assemblée, ou bien ils ont plus ou moins fidèlement reproduit un modèle ; on ne peut retenir leurs articles qu'avec circonspection. C'est le cas des cahiers de *Chitray*, *Oulches*, *Pezay-le-Joli* et *Rivarennés*, dont l'assemblée fut présidée par un certain Gabriel Arnoux « notaire Roïal en la Province de Berry au ressort du baillage Roïal de Châteauroux, en la ville de Saint Gaultier » (9), dont l'activité fut grande à la veille des Etats Généraux.

Les cahiers des quatre paroisses ci-dessus sont *identiques*, sauf une petite variante à l'article 5 du cahier de Paisay-le-Joli, l'écriture prouve qu'ils avaient été rédigés d'avance ; ils sont simplement signés par le syndic et les députés.

Pour d'autres, il y a eu discussion, le texte original a subi des ratures importantes, il y a eu désaccord entre le président et partie de l'Assemblée. On a pu citer des cas de formation d'une deuxième assemblée ou la rédaction d'un deuxième cahier.

Le cahier de la paroisse de *Migné* est composé de deux parties, la seconde par sa forme, la nature de ses termes, est d'origine populaire. Cette partie suit sur certains points le modèle rédigé vraisemblablement par le juge

(9) Cahier de Rivarennés.

président : Delacoux-Marivault, avocat en Parlement, juge ordinaire, civil et criminel de la châtellenie du Bouchet. Ce même Delacoux-Marivault préside aussi l'assemblée de *Rosnay* ; les deux cahiers présentent un synchronisme d'ensemble dans les revendications et vœux, le cahier de Rosnay cependant n'a pas reproduit en première partie le modèle présumé.

Les cahiers des paroisses de *Lingé* et de *Ruffec* sont précédés d'un prologue en huit articles qui est dû vraisemblablement au président de leurs assemblées. L'influence de ce A. Bernard, avocat en Parlement et bailli au marquisat du Blanc est certaine.

En fait une série d'articles sont communs aux deux cahiers, on les retrouve dans le cahier de *Saint-Nazaire*. Par ailleurs, un certain nombre d'articles des cahiers de *Douadic* et *Poulligny* sont conçus dans les mêmes termes que celui de *Ruffec*, de sorte que c'est le projet de ce cahier qui a sans doute servi de modèle et circulé entre les mains de ces présidents d'assemblée pour la plupart « avocats en Parlement » rattachés au baillage du Blanc et résidant dans la région. Le plus original de tous est celui de Ciron qui n'a qu'un nombre beaucoup plus restreint d'articles communs aux précédents.

Doit-on écarter tous ces cahiers en raison de leurs ressemblances ? Il semble que non. En effet, les textes répondent aux caractéristiques des cahiers originaux, de source populaire, par le style, l'orthographe, les nombreux vœux locaux, en outre dans peu de cas — les cahiers dus à Gabriel Arnoux mis de côté — la transcription des articles n'est identique, complète ni dans le même ordre, ce qui implique discussion, choix.

Si le modèle n'est suivi que sur les points approuvés

par l'assemblée, il en est de même de l'opinion des présidents ; dans le groupe des cahiers étudiés, beaucoup sont des officiers de justice, des avocats ; sans doute demandent-ils l'érection du siège du Blanc en baillage royal, ce qui devait leur offrir davantage de causes, mais ils ne peuvent empêcher l'insertion de réformes judiciaires, celle de la Procédure en particulier, qui leur sont défavorables. D'autres présidents sont juges seigneuriaux et cependant le cahier (10) demande la suppression des justices seigneuriales !

Ces cahiers méritent donc d'être retenus, mais seul un examen de fond permet de discriminer les articles selon leurs divers inspireurs.

Les revendications de classe : abolition des privilèges, du droit de franc-fief, libre accès aux charges et emplois, vues sur la forme du gouvernement, le régime des Etats Généraux, les réformes administratives, les appels à la « Raison », à l'égalité devant la loi..., sont le fait de l'élément instruit, « philosophe » du Tiers Etat, bourgeois actifs ou simplement ambitieux, qui, pendant la période précédant la réunion des Etats, répandit à profusion ces « libelles » destinés à créer un état d'esprit favorable à ses revendications ; influencer le tiers rural, lui faire inscrire des revendications qui ne sont pas les siennes, tel était le but. C'est pourquoi « il ne faut point juger les demandes du Tiers par les observations de quelques auteurs plus ou moins instruits des Droits de l'Homme », disait Sieyès peu suspect cependant de partialité (11).

Les vœux de caractère juridique seront le fait des officiers de justice ou de praticiens selon le cas, notaires, s'il

(10) Migné, Saint-Nazaire.

(11) E. CHAMPION, *op. cit.*, p. 224.

s'agit des droits de contrôle sur les actes, mais aussi de plaidants, les premiers intéressés à la célérité et au bon marché de la justice.

Beaucoup de revendications intéressent tous les membres du Tiers, voire les différents ordres de la Nation ; c'est ainsi que l'on se plaint unanimement de la multiplicité et du poids des impôts royaux. Néanmoins les doléances émanant surtout des laboureurs, tenanciers, marchands, petits propriétaires présentent un caractère économique et social. La faculté de rachat des droits seigneuriaux, l'abolition des banalités de four et de moulin, de la gabelle, des aides et traites, les réformes agraires ou d'assistance au moyen d'une partie des biens ecclésiastiques, les vœux relatifs à la milice, pour citer quelques exemples, proviennent de la population rurale.

Enfin de nombreux vœux particuliers, intéressant une paroisse ou un groupe de paroisses ayant des intérêts communs, permettent de mieux comprendre les multiples préoccupations et particularités locales à la fin de l'Ancien Régime.

Sous le bénéfice de ces observations on examinera les principaux vœux contenus dans les cahiers que l'on étudie.

B

VŒUX DU TIERS ETAT

I. — Bourgeoisie

Dans un premier groupe on placera les vœux généraux, de caractère politique ou philosophique; vœux dûs pour la plus grande partie aux hommes aisés, instruits du Tiers, nourris des doctrines des Philosophes du XVIII^e siècle. Ces doléances se trouvent dans les *modèles* et sont reproduites avec une certaine régularité, au début des cahiers tout spécialement.

Ces cahiers demandent en particulier : — « qu'il soit fait une charte qui constitue de la manière la plus formelle les droits du Roi et de la Nation » (1), — que « les *Etats Généraux* qui doivent s'assembler à Versailles le 27 Avril prochain, soient sans trouble et sans confusion et que chacun y porte des dispositions aussi favorables au Roi qu'à l'ensemble de la Nation » (2), « qu'ils soient libres et sans contrainte » (3), que les députés qui y seront appelés par une élection légale « opinent par tête et non par ordre » (4), que leur périodicité soit établie (5) de cinq (6) ou six ans (7) « dans la meilleure forme que les prochains Etats détermineront », — « que tout

(1) Saint-Nazaire.

(2) Douadic.

(3) Ruffec.

(4) Tous les cahiers.

(5) Poulligny.

(6) Douadic.

(7) Ruffec.

impôt soit réparti également sur tous les sujets du Roy sans distinction d'ordre, proportionnellement aux biens, facultés et industries de chacun » (7), « à ses propriétés, à l'état tenu », « à son aisance autant qu'elle sera connue » (8), en un mot qu'il ne soit plus tenu compte d'aucun privilège (9) ; que l'impôt soit consenti, « qu'il ne soit pas levé contre la loi » (10).

— que les ministres soient responsables de l'emploi des deniers fournis par le peuple (11).

— la suppression des dettes abusives de l'Etat, c'est-à-dire « qu'il soit formé un revenu suffisant tant pour les dépenses utiles de la Cour, que pour les intérêt de la dette nationale » (12) et en outre « la suppression des pensions de la Cour dues à l'intrigue, excessives et abusives », telles que celles des contrôleurs généraux qui ont exercé moins de dix ans ; Necker paraît ici visé directement.

— que les places de gouverneurs ou tout au moins leurs appointements soient supprimés (12).

— que chaque province ait ses *Etats provinciaux* (12) et que le Berry notamment soit constitué en pays d'Etat (13) comme le Dauphiné (14).

Plusieurs cahiers demandent — l'abolition des droits de franc-fief (15) ou leur réduction à « une année de revenu tous les 30 ans et à chaque mutation en collatéral

(8) Pouligny.

(9) Ciron, Douadic, Lingé, Rosnay, Saint-Nazaire.

(10) Ciron.

(11) Ciron, Douadic, Ruffec, Pouligny.

(12) Ciron.

(13) Ruffec, Saint-Nazaire.

(14) Douadic, Pouligny, Saint-Nazaire.

(15) Ruffec, Saint-Nazaire.

seulement » (16), — « la suppression de toute privilèges distinctive de condition » (17) et par conséquent « l'accès des places du clergé, de l'armée, de la magistrature, des Cours supérieures au Tiers comme les deux autres ordres » (18). Observons que ce vœu n'était fondé que pour certaines charges supérieures, et que l'Armée en particulier admettait dans la plupart de ses corps des « cadets » dépourvus de quartiers de noblesse, réserve faite de quelques restrictions apportées sous Louis XVI. N'est-ce d'ailleurs pas dans le Tiers que les Rois et en particulier les deux derniers Bourbons recrutent nombre de leurs collaborateurs ?

Un cahier (19) réclame encore dans le même ordre d'idées — que les Parlements et Présidiaux soient composés pour moitié d'ecclésiastiques et de nobles, de magistrats du tiers pour l'autre moitié.

D'autres cahiers demandent — que la *noblesse* ne soit pas héréditaire, qu'elle ne comporte pas d'avantages pécuniaires (20) et qu'elle ne puisse plus à l'avenir être acquise « à prix d'argent », que seuls « le militaire et le citoyen d'un mérite distingué, au service de l'Etat, auraient le droit d'y prétendre ». « L'agriculture, la magistrature, les arts et le commerce demandent que les annoblis depuis cent ans leur soient rendus » (21) Remarquons en effet que ces carrières étaient fermées à la noblesse, spécialisée en quelque sorte dans le métier des armes ; étant privée des bénéfices pécuniaires qui sont le monopole du

(16) Pouligny.

(17) Ciron, art. 4.

(18) Ruffec, Lingé.

(19) Ciron.

(20) Lingé.

(21) Ciron, art. 10.

Tiers, la noblesse jouissait tout naturellement d'exonérations d'impôts tels que la taille. Le noble qui veut exercer un métier dérogeant doit subir les charges fiscales du Tiers ; il est cependant fait exception pour le maître verrier de même que pour la pratique du commerce maritime puis de gros, les offices de judicature en Bretagne, l'exploitation de la ferme-gentilhommière. Le vœu du cahier de Ciron, qui correspond à la très ancienne distinction des « ordres » dans la nation, est intéressant à relever en Mars 1789.

Un cahier seulement demande la disparition des *lettres de cachet*, chacun sait d'ailleurs combien a été déformé le rôle de cet acte de pouvoir ; l'article (22) qui en demande la suppression paraît dû au président d'assemblée ; sans doute les habitants de Ruffec sont-ils semblables à ceux de cette paroisse où l'on « ne connaît les lettres de cachet que par ouïe dire » (23).

II. — Justice

Il est assez malaisé de distinguer les véritables intéressés aux réformes de caractère judiciaire ou juridique inscrites dans les cahiers. C'est ainsi que l'érection en siège royal, du tribunal *voisin*, le Blanc ou St-Gaultier, suivant les cas (24) intéresse les avocats et plaideurs de la campagne, il en est de même de la création dans chaque province d'une Cour statuant en dernier ressort (25).

(22) Ruffec, art. 5.

(23) Daniel MORNET, *Les Origines intellectuelles de la Révolution*, p. 454.

(24) Ciron, Chitray, Lingé, Ruffec.

(25) Chitray.

La suppression des offices des « jurés-priseurs vendeurs de biens meubles » (26) révèle de petites rivalités entre huissiers et notaires. La fixation à trente ans au lieu de trois (27) du délai d'opposition aux lettres de ratification prises par les acquéreurs de biens immobiliers, délai établi par un édit de 1771 qui créa le Bureau des hypothèques, est inspiré aussi bien par les propriétaires que par les gens d'affaires. Un notaire se plaindra de l'impossibilité de faire enregistrer les contrats ailleurs qu'aux sièges royaux (28). Relevons encore le vœu d'une procédure (29) simple et rapide « dont la forme n'en emporte pas le fond » (30), la fixation des honoraires des juges, procureurs et huissiers (31) des justices unifiées dans leur compétence et dans leur ressort. Plusieurs cahiers demandent la réforme des ordonnances des eaux et forêts, l'atténuation des dispositions des ordonnances civiles et criminelles de 1667 et 1670 (31) (32). Le cahier de Pouligny demande en outre qu'on ne puisse être incarcéré « qu'en vertu des Lois du Royaume », mais cela visait surtout la suppression de la contrainte par corps en matière d'impôt.

III. — Tiers rural

Parmi tous les impôts dont le poids ou l'existence est le plus mal supporté du *tiers rural*, la *gabelle* est sans doute le premier, tous les cahiers sans exception en de-

(26) Ruffec, Lingé.

(27) Ciron, Migné, Pouligny.

(28) Migné.

(29) Douadic, Ruffec, Lingé.

(30) Pouligny.

(31) Douadic, Saint-Nazaire.

(32) Ruffec, Lingé, Saint-Nazaire, Pouligny.

mandent la suppression ; il est juste de dire que le voisinage du Poitou, pays rédimé, augmentait la sévérité de la répression, déjà extrêmement dure contre les « gabelous ».

Le cahier de Ciron demande l'allègement des impôts qui pèsent d'autant plus lourdement sur le Tiers que ses membres aisés s'y soustraient en raison de la vénalité de la noblesse.

Les cahiers demandent : la suppression des *banalités* de four et de moulin et « que la rétribution des meuniers et fourniers soit acquittée en argent et non en nature, seul moyen de remédier aux fraudes et abus » (33), — le remplacement des *aydes* par un autre impôt unique et que l'on ne soit plus contraint à recevoir la visite des préposés à leur levée, « à subir les vexations de commis de l'impôt », — le versement à une caisse provinciale, sans passer par des mains intermédiaires, des sommes provenant de l'impôt (34).

Plusieurs cahiers souhaitent — que « les propriétaires soient imposés dans tous les lieux de la situation de leurs biens » (35), — la contribution du commerce et de l'industrie aux charges du Royaume (36), — la liberté du commerce à l'intérieur, c'est-à-dire la suppression non seulement des péages, mais de la juridiction des *Traites foraines* de province à province (37), et le renvoi aux frontières de la perception des droits, au moins pour certaines marchandises. L'unification des poids et mesures,

(33) Ruffec, art. 14, Lingé, Poulligny, Saint-Nazaire.

(34) Ruffec, Migné, Ciron.

(35) Ruffec, Saint-Nazaire, Poulligny.

(36) Ruffec, Douadic.

(37) Tous les cahiers.

une même loi (ou coutume) (38), un même impôt sont assez généralement souhaités (39).

La *Féodalité* fait l'objet de quelques articles qui demandent son abolition « en conservant aux seigneurs leurs droits honorifiques et en remboursant à leur juste valeur « à dire d'experts » ou à une valeur fixée par les Etats Généraux les droits, banalités... » (40). Selon le même principe les habitants des paroisses demandent — la possibilité d'effectuer « le rachat de rentes foncières sur leurs héritages sur le pied de leur principal » (41), — « la justification par titres, un mois avant la récolte à l'issue de la messe, des droits des seigneurs et propriétaires » (42), — la suppression des juridictions seigneuriales (43); — la simplification des droits domaniaux, — l'extinction de la solidité des rentes seigneuriales... (44), — l'obligation pour les « seigneurs de se faire rendre tous les 20 ans des déclarations nouvelles des tenures par non tenants et aboutissants » ce qui, dit le texte, doit « couper la racine des trois quarts des procès et surtout dans les campagnes » (45), — la disparition de l'obligation de payer solidairement cens et rentes sur différentes tenures (46), — la confusion des « dixmes, terrages et champarts dus par la paroisse en un seul (impôt) » (46).

On trouve encore dans les cahiers des vœux tels que — la création de tribunaux pour les litiges des paysans

(38) Lingé, Poulligny, Rosnay.

(39) Poulligny.

(40) Ciron, Poulligny, Migné, Rosnay.

(41) Lingé, Rosnay.

(42) Lingé.

(43) Saint-Nazaire, Migné.

(44) Ciron.

(45) Poulligny.

(46) Lingé.

entre eux et avec leurs maîtres (45), — l'existence d'un juge de police résident ; « dans toutes les villes seigneuriales un juge de police autre que le juge du lieu et le procureur fiscal (47), — la réparation des chemins vicinaux de la paroisse (48). Le cahier de Pouligny demande la création d'une brigade de maréchaussée (à St-Gaultier) et celui de Lingé, la possibilité de contraindre des propriétaires voisins à vendre de la marne pour fumer les terres dont l'amélioration s'impose, ainsi que le droit de s'approvisionner en tabac, en corde et non en poudre.

Examinons maintenant les revendications qui mettent en jeu les *biens ecclésiastiques*. Les cahiers de Ruffec et de Ciron demandent que les biens de main-morte des abbayes et prieurés rentrent dans le commerce, que l'on puisse les aliéner, le rendement des terres étant entravé par les baux à ferme, à vie seulement, qui sont de règle dans ce cas. En outre, le surplus de la vente, non utilisé pour l'entretien du clergé « pourrait servir à l'acquittement des dettes de la nation » (49).

D'une façon générale les cahiers qui traitent de la question demandent que les curés et vicaires jouissent d'un revenu qui leur permette de « vivre conformément à la dignité de leur état » (50), le montant souhaitable de la « portion congrue » est même fixée à 1000 Livres dans l'un d'eux (51), en contrepartie on supprimera les casuels, en outre un « fonds de fabrique pris sur le revenu des abbés et prieurs décimateurs » assurera l'entretien des

(47) Pouligny, Ruffec, Saint-Nazaire.

(48) Lingé, Douadic, Migné.

(49) Ciron, art. 17.

(50) Ruffec, Lingé, Ciron.

(51) Saint-Nazaire.

cierges (52), l'église et le presbytère étant entretenus de la même façon.

Plusieurs cahiers réclament la création d'un « Bureau de charité » pour infirmes et vieillards, constitué au moyen des biens ecclésiastiques, par l'application des lois de l'Eglise qui prescrivent la fixation de la « portion des pauvres » (53). Le cahier de Poulligny demande qu'il soit possible de « constituer aux pauvres des rentes foncières ou constituées » sans grands frais.

Un cahier demande que l'on évite la modification trop fréquente des uniformes militaires ou de la constitution des corps qui, dit-il, « dégoûte le soldat, le porte à la désertion » et se trouve très dispendieuse (54). Les habitants de deux paroisses demandent la création d'une caisse provinciale pour payer les engagements des jeunes gens en remplacement de la *milice* si l'on ne peut la supprimer ; on sait que les milices provinciales, réserve de l'armée royale, étaient recrutées par voie de tirage au sort dans les paroisses (55).

IV. — Vœux particuliers des paroisses

La suppression de la *gabelle* prend dans la région de la Creuse un caractère tout particulier ; comme un écho, les cahiers des paroisses voisines de la frontière du Berry, pays de grande gabelle, et du Poitou, pays rédimé, répètent l'accusation portée contre cet « impôt du peuple des campagnes », qui entraîne une partie de la population, pous-

(52) Lingé.

(53) Ruffec, Lingé, Douadic.

(54) Ciron.

(55) LEPOINTE, *Petit Vocabulaire d'Histoire du Droit*.

sée par l'appât du gain, à une véritable guerre civile, sème la division parmi les citoyens, les expose à l'emprisonnement et prive ainsi l'agriculture et le commerce de bras utiles et de plus est l'école des scélérats, la source des crimes... (56).

Les termes des cahiers de Chitray, Nuret, Oulches, Pezai-le-Jolly sont extrêmement vifs. Il en est de même à Ciron, point où la frontière des deux provinces atteint la Creuse, venant de la direction de Parnac par Luzeret, pour la suivre jusqu'à la ville ancienne du Blanc qu'elle sépare en deux parties (57). Les habitants de *Ruffec* demandent le remplacement de la gabelle par une « subvention qui sera supportée également par toutes les provinces sujettes au dit impôt », toutefois les parties poitevines de la paroisse qui étaient exemptées désirent conserver ce bénéfice, soit le *Bourg de St-Alpinien* de Ruffec, la maison voisine de *Lafont*... (58), le cahier de Lingé forme le même vœu. Plus généreux sans doute sont les habitants de Pouligny, St-Nazaire et Douadic puisqu'ils sont prêts à renoncer à leur privilège même dans le cas où la gabelle serait remplacée par un autre impôt, à défaut ils désirent être maintenus dans leurs « franchises ». Le cahier de Migné demande lui aussi la suppression de la gabelle, celui de Rosnay est silencieux sur ce point ; sans doute cette paroisse possède-t-elle un *dépôt de sel* pourvu du bénéfice de rachat ; il en est de même de Lingé, Douadic, Pouligny, Le Blanc, Bélâbre, St-Benoît du Sault, Dun-le-Palleteau aux limites du Poitou et de la Marche, provinces qui se rachetèrent en 1553.

(56) Chitray.

(57) D'AMVILLE, feuilles 483, 581, 602.

(58) Ruffec, art. 8.

Les dépôts établis en *Pays de gabelle* permettaient aux populations riveraines d'acheter le sel à prix réduit, au lieu de se fournir aux *greniers à sel*, ce qui atténuait la contrebande. Pour citer un exemple, le prix du « minot » de sel (50 litres environ) revenait à 10 ou 12 livres en ville haute du Blanc, tandis qu'il était de 70 livres en Berry. La vente actuelle du *tabac de zone*, au voisinage des frontières et des « zones franches » répond à la même préoccupation.

Ils sont multiples les vœux et doléances d'intérêt local ; les habitants de Migné, Rosnay affirment leur appartenance à la province de *Poitou*, c'est à Montmorillon et au Présidial de Poitiers qu'ils veulent députer, au cahier de cette ville qu'ils adhèrent, aux Etats futurs de cette province qu'ils veulent être rattachés, une série de précédents appuie ces dires ; en fait, ces paroisses comparurent à Châteauroux, siège judiciaire dont elles relèvent.

L'unanimité des cahiers est encore réalisée pour demander la construction d'un *pont* sur la Creuse *au Blanc* (détruit en 1530 par une crue ainsi que les ponts en amont), tant pour l'intérêt de la paroisse que pour le transit par « la grand Route de Blois à la Rochelle, de Bourges à Poitiers » (59), « l'approvisionnement de la ville de Paris en gros bestiaux qui se tirent de la province de Limousin, du Périgord, de la St-Onge et aultres lieux voisins » (60). Les habitants de Rosnay demandent qu'il soit en outre construit un pont sur la Vienne à Chauvigny pour faciliter leur commerce en bestiaux. Notons que les travaux du pont au Blanc commencèrent en 1812 mais ne furent terminés que plusieurs années après, en 1822.

(59) Ruffec, *Lingé*.

(60) Ruffec, art. 19.

Le cahier de Ciron demande que la Creuse soit rendue navigable pour favoriser le commerce et que les commis de la gabelle ne retirent pas au soleil couchant leurs embarcations aux bateliers « ce qui occasionne très souvent que beaucoup de personnes sont privées des offices divins et d'autres retardées dans leur voyage » (61). L'établissement d'un bac de jour et de nuit est également souhaité par les habitants de Ciron, ceux-ci demandent en outre aux Etats de prendre en considération la création d'une « succursale » sur la partie qui est du côté de la rivière opposé à l'église » (62). Le cahier de *Lingé* demande qu'il soit permis de couper les joncs sur les rives des étangs pour couvrir les maisons et étables, la tuile étant rare et onéreuse ; d'autre part qu'une partie des étangs de cette région (la Brenne) soit asséchée pour étendre les cultures, ou bien que les propriétaires contribuent aux charges au prorata des revenus qu'ils en tirent.

(61) Ciron, art. 7.

(62) Ruffec, art. 21. Cf également, abbé GIRARD, *Ruffec-le-Chateau*, Imprimerie Centrale, Chateauroux. 1936.

CHAPITRE III

APPRECIATION

S'il est permis de porter un jugement sur les « vœux et doléances » des cahiers que l'on a étudiés, ce sera pour reconnaître leur modération.

Sans doute le tiers rural n'y apparaît pas comme vivant dans une large aisance, mais on ne rencontre pas de ces cahiers qui étalent à nos yeux la misère des campagnes, à l'instar de la classique description de La Bruyère qu'il convient également d'apprécier dans son cadre historique. Toutefois, un cahier, celui de Nuret-le-Ferron, semble faire exception ; les habitants de cette paroisse, dit en substance le syndic Fauconneau (1) qui rédigea seul le cahier, étaient dans une si grande misère qu'ils n'osaient venir à l'assemblée du dimanche, par crainte des collecteurs de gabelles, taille, dixième, impôt sur les chemins.

Il convient d'accueillir avec quelque réserve les termes excessifs ; Lenotre rapporte (2) le cas de la paroisse de Nouans (élection du Mans) dont le cahier avait été rédigé avec pessimisme par le curé ; or, à la fin de sa vie, l'auteur reconnaissait au contraire la grasse opulence de toute sa paroisse en 1789 !

Il eût été curieux de connaître l'opinion du grand voya-

(1) Sans doute, parent de Pierre Fauconneau sieur Dufresne, bourgeois notable de Chitray.

(2) LENOTRE, *La Vie à Paris pendant la Révolution* ; « Revue des Deux Mondes », 1935, Tome XXX p. 787.

geur Arthur Young (3) ; il se borne à donner une description flatteuse de la vallée de la Creuse à Argenton et poursuivant son voyage par Ruffec, Poitiers, Châtellerault et Tours, il ne fournit pas de renseignements notoires sur l'état des campagnes de cette région, au reste l'observateur est souvent peu avisé et partial.

On sait d'après l'abbé Expilly qu'« il y a dans l'élection du Blanc beaucoup de bois, des forges et une très grande quantité d'étangs, où le poisson est abondant. La rivière de Creuse sert à porter le bois au Port de Piles, où on le jette à bois perdu. Les environs du Blanc sont fertiles en vin et dans toute l'Election, la volaille et le gibier abondent autant qu'on puisse le désirer » (4).

L'examen des cahiers ne fait nullement présager, à la fin de cet hiver rigoureux de 1788, une révolution prochaine ; aucun ne met en jeu d'une façon explicite le principe de la monarchie. En effet, que demande le Tiers rural : la réforme des *abus* du régime, l'abolition des vestiges féodaux, des privilèges, fiscaux en particulier, l'égalité juridique. Sur ces derniers points, il rencontrait le programme de ceux que l'on peut appeler les « bourgeois éclairés » qui, on l'a vu, en diffusant leur programme, en l'étendant à quelques revendications du tiers rural avaient essayé d'en faire l'avocat de leurs propres ambitions.

Cette affirmation se vérifie au cours de l'assemblée préliminaire du Tiers du baillage secondaire ; très peu de députés ruraux sont désignés par la « réduction au quart » pour assister à l'Assemblée de Baillage qui députe aux Etats Généraux. De plus, les cahiers de paroisses sont à peine pris en considération dans le cahier rédigé par

(3) ARTHUR YOUNG, *Voyage en France*, Traduction H. Sée, p. 93.

(4) EXPILLY, *op. cit.*, 1762, p. 648.

l'assemblée préliminaire qui adopte presque intégralement le cahier de la ville siège secondaire, tel fut le cas à Châteauroux, à Montmorillon (5) où de plus la Commission de vingt-cinq membres chargés de réduire les cahiers de paroisse en un seul comprend vingt citoyens.

Prévoyant sans doute semblable éventualité, les habitants de la paroisse de Ciron chargent leurs députés « de faire insérer leurs volontés, doléances, plaintes et remontrances dans les cahiers de Châteauroux et Bourges ».

On comprend que dans ces conditions si les Etats de Mai 1789 avaient pris le loisir d'examiner les cahiers de bailage et de rédiger les Cahiers Généraux de chaque ordre, pour les présenter au Roi, celui du Tiers n'eût que faiblement traduit les vœux des ruraux.

En effet, si les deux éléments du Tiers sont d'accord sur un programme commun : l'égalité juridique par la disparition des privilèges, ils diffèrent profondément sur les moyens de les réaliser. Le Tiers des campagnes s'en remet au Roi dont il souhaite un accroissement des pouvoirs (6), aussi ce fut une profonde déception lorsqu'au début de la réunion des Etats l'indécision et l'inaction de Louis XVI permit l'agitation politique de la bourgeoisie.

Celle-ci en effet, nourrie des théories de J.-J. Rousseau sur les « droits innés » de l'individu, ne songeait qu'à la conquête du pouvoir (7) par l'acquisition de la liberté politique individuelle substituée aux « libertés » qui résultaient de l'appartenance à des corps privilégiés par le Roi et dont l'existence s'imposait à lui. Dès lors, la souveraineté

(5) P.V. Montmorillon, A.N. Ba 69.

(6) Ruffec, Pouigny art. 6, *Nuret-le-Ferron*.

(7) LOUIS MADELIN, *La Contre Révolution*, « Revue des deux Mondes », 15 mars 1935, pp. 325 et 326.

populaire de la masse des citoyens dont la bourgeoisie pensait s'assurer le monopole, avec la complicité de quelques éléments étrangers à elle, devait par une pente toute naturelle se substituer à l'autorité du Roi. Que le but ait été entrevu ou non, c'est un « ordre nouveau » qui apparaît.

Chose singulière, par certains de ses actes, la Monarchie qui n'avait pas attendu 1789 pour entreprendre les réformes demandées par les cahiers, s'est fait en quelque sorte l'artisan avisé mais parfois aveugle de cette transformation.

Notons ici l'influence de ministres étrangers aux traditions de la monarchie et parfois du pays, tel le Genevois Necker.

Dès 1674 le Roi rachète les justices seigneuriales de Paris, par un édit de 1779 il supprime gratuitement non seulement les traces de servage, mais tous les *droits et justices féodaux* dans le domaine royal qui était très étendu. Louis XVI exprime le regret, dans un édit de 1788, de ne pouvoir, faute de moyens financiers, étendre la mesure à tout le royaume. Il aurait fallu racheter les droits de ceux qui en jouissaient et le Roi se faisait un devoir de respecter les privilèges quels qu'ils soient.

En fait, ces droits très anciens : cens, dîme, champart... n'avaient plus qu'une faible valeur à la suite des nombreux amenuisements monétaires intervenus depuis le Moyen Age. Quant au lien de dépendance entre le cultivateur serf ou roturier et le seigneur, il était très voisin de celui qui existe dans le fermage ou mieux le métayage. Ajoutons que les serfs proprement dits ne subsistaient qu'en très petit nombre dans la région de St-Claude (Jura).

Ce sont donc les vestiges du système féodal échappés à

l'action monarchique, que les ordres privilégiés sacrifièrent dans la nuit du 4 Août 1789, suppression qui ne fut d'ailleurs approuvée que par la loi du 23 Juin 1790.

L'unification des *coutumes* de droit privé rendue possible par leur rédaction ordonnée au XVI^e siècle par l'autorité royale, est poussée très activement. Colbert, le Chancelier d'Aguesseau, par leurs Ordonnances légifèrent pour l'ensemble du Royaume et codifient des portions de plus en plus amples du Droit. Parallèlement, des jurisconsultes tels que Guy Coquille et ensuite Pothier firent beaucoup pour l'unification du droit privé ; sans aucun doute la Loi source unique du droit et d'application générale était un des buts de la monarchie. En outre, la voie est ouverte pour les rédacteurs du Code Civil sous le Consulat, et certains d'entre eux, rompus aux disciplines de l'Ancien Droit, lui firent de larges emprunts.

Un édit de 1749, dû au chancelier d'Aguesseau réglemente l'existence des *biens de mainmorte* qui suscitaient les vives critiques inscrites dans certains cahiers. L'idée d'un *impôt* faisant abstraction de privilèges avait reçu un commencement d'application par la capitation et le vingtième, mais devant l'opposition des ordres, ces impôts n'avaient pas tardé à perdre ce caractère. On a déjà mentionné l'impôt présenté aux Notables en 1787 ; c'était un impôt moderne qui substituait la contribution individuelle consentie à celle des corps, comme le fit observer le Parlement de Paris dans sa résistance.

L'édit de Juin 1787 dotant les paroisses qui en étaient encore dépourvues d'une organisation municipale uniforme (assemblée de paroisse restreinte, cens exigé), prépare la vaste réforme administrative de la Constituante.

Les *réformes judiciaires* étaient non moins difficiles à

réaliser. Cependant, on peut dire qu'à la fin de l'ancien droit par le système des « bourgeois du Roy » puis des « cas royaux », des « appeaux volages » (8), de la « prévention », la justice royale avait absorbé la plus grande partie de la compétence des justices seigneuriales et par les « cas privilégiés » et la pratique avait laissé aux tribunaux ecclésiastiques leur seule compétence exclusive selon le Droit Canon ; ou s'achemine vers l'unité de juridiction. Quant à la décision, malgré la création des Présidiaux (Bourges, 1551), elle est encore extrêmement lente à obtenir, la procédure compliquée ; le Roi se heurtait dans cette réforme aux corps les plus organisés et qui tiraient profit de cette complexité même.

Par sa politique extérieure, la Monarchie préparait les premières et faciles conquêtes de la Révolution, en particulier sur le Rhin, dont les populations auraient pu être assimilées aisément à cette époque.

La fusion des langues provinciales (9), la concentration du pouvoir, autant d'éléments qui tendaient, à la fin de l'Ancien Régime, à réaliser cette unité française qui s'opéra devant le péril extérieur. L'expression de cette communauté de sentiments qui avait déjà eu plusieurs fois l'occasion de se manifester n'était pas sans laisser subsister de nombreuses particularités régionales. On a pu constater que les cahiers demandent la constitution ou la reconstitution d'Etats provinciaux dans leurs Pays, une cour de

(8) *Appeaux volages* en Vermandois : OLIVIER-MARTIN, *Le Roi et les mauvaises coutumes*, « Zeitschrift des Savigny Stiftungs », 1938 ; (partie allemande), Fondation Savigny.

Cte M. DE SARS, *Le Laonnois Féodal*, Tome I, Introduction ; Champion 1924.

(9) PEYRE (Henry), *La Royauté et les langues provinciales*, Paris 1933. Thèse de Droit.

justice souveraine, ainsi que la garantie de tous leurs privilèges ; les ministres de la monarchie, au contraire, ne réalisaient qu'imparfaitement ces vœux ; les réformes de Necker, Calonne, Loménie de Brienne instituant dans les Pays d'élection et d'imposition des assemblées provinciales (10) créant des assemblées de district et de paroisse, faisaient plutôt œuvre de décentralisation administrative, donnant à ces organismes des pouvoirs limités selon un type unique.

La suppression des corporations, qui échoua il est vrai, constituait une forte atteinte à l'armature de l'Ancien Régime.

Il ne s'agit pas ici de porter un jugement sur l'opportunité de ces réformes, mais de montrer qu'elles atteignaient une organisation qui avait fait ses preuves ; lui enlever quelques éléments c'était préparer la destruction de l'ensemble alors qu'il eut sans doute été possible de l'adapter à des besoins nouveaux et réels.

La nuit symbolique du 4 Août parachèvera ces réformes destructives et contradictoires, abolissant avec les corps et les privilèges de toute nature, les organismes dont le Roi se faisait l'arbitre naturel. Leurs droits vont en quelque sorte se déplacer sur la tête des individus désormais isolés qui les composaient ; la souveraineté populaire est née de la nécessité pour les citoyens de se substituer à la protection du Roi qui assurait auparavant le libre exercice de leurs droits collectifs. Désormais la place est libre pour les bâtisseurs de systèmes, la Révolution peut s'accomplir, si elle n'est pas déjà faite.

Or, il se trouve que par un curieux retour de l'Histoire,

(10) BERRY, créée par arrêt du Conseil du 12 juillet 1778 ; Réforme de NECKER.

ceux-là mêmes qui avaient été entraînés à détruire tous les corps de la Nation les reconstituèrent peu à peu à leur profit. Bien plus, avec les années, ces principes que l'on avait cru immuablement fixés par la « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen » (11) sont battus en brèche. Il n'est pas douteux que si une consultation populaire était réalisée actuellement, indépendamment des plaintes relatives au poids des impôts qui sont de tous les temps, elle ferait sans nul doute apparaître quelques-uns de ces mêmes abus de la fin de l'Ancien Régime que l'on stigmatise habituellement avec une particulière vigueur et un retour à certaines formes juridiques d'organisation des activités, analogues à celles de l'Ancien Droit. C'est ainsi que l'égalité fiscale est remise en question par certaines lois qui font apparaître des *classes* particulières de contribuables ; la propriété individuelle absolue, cette conquête de la Révolution, a subi bien des atteintes, que ce soit par la théorie de « l'abus du droit de propriété », ou par les lois sur la propriété commerciale. La multiplicité des juridictions de tout ordre n'est pas à démontrer, le dogme de l'unité et de la suprématie de la Loi est ébranlé, la coutume réapparaît par l'intermédiaire de la jurisprudence nécessaire à l'application souple de cette Loi même ou d' « Usages locaux » (12) juridiquement reçus. La législation a permis la formation de groupements professionnels, de syndicats, associations, à la capacité de plus en plus étendue ; désormais certains intérêts collectifs ont la possibilité de s'organiser en face de l'Etat. Il s'agit là d'un phénomène en quelque sorte humain qui ne préjuge

(11) 26 Août 1789.

(12) « Usages Locaux », (anciennes et nouvelles coutumes), tels qu'ils résultent de la décision du Conseil Général de l'Indre (25 avril 1911). Librairie Badel, Chateauroux, 1912.

en rien de la forme politique du gouvernement. Il n'y a pas jusqu'à la liberté des citoyens, celle de la presse ou des échanges qui n'ait subi de sérieuses restrictions ; l'Etat, pressé par les multiples nécessités auxquelles il doit faire face, de plus en plus absorbe les droits des individus à son profit.

N'est-ce pas là comme un écho de certaines revendications des cahiers, particulièrement de celles qui sont inspirées par les éléments agissants du Tiers et dont il n'est pas question — on doit le souligner — de mettre en doute la sincérité et la légitimité des opinions lorsqu'elles s'expriment dans les cahiers des villes ou des corps mais dont il fallait signaler l'influence dans des textes qui auraient dû être exclusivement rédigés par le tiers rural.

Conclusion

Il ne faut pas demander aux cahiers de vœux et doléances des paroisses ce qu'ils ne peuvent pas donner ; ils n'expliquent pas toutes les origines de la Révolution ; en particulier, on y chercherait en vain les grands « Principes de 1789 » dont l'influence se fait encore sentir sur l'organisation politique, sociale, voire économique du Pays. La lecture des cahiers de paroisses, pour qui sait faire la part d'influence de chacun des éléments du Tiers, aide sans nul doute, à mieux comprendre et à revivre les préoccupations de nos devanciers à la veille de parcourir une des plus importantes étapes de notre Histoire.

TEXTES

LETTRE DU ROI POUR LA CONVOCAION DES ETATS GENERAUX A VERSAILLES LE 27 AVRIL 1789

De par le Roi.

Notre amé et féal, nous avons besoin du concours de nos fidèles sujets pour nous aider à surmonter toutes les difficultés où nous nous trouvons relativement à l'état de nos finances et pour établir suivant nos vœux un ordre constant et invariable dans toutes les parties du Gouvernement qui intéressent le bonheur de nos sujets et la prospérité de notre Royaume. Ces grands motifs nous ont entraînés à convoquer l'assemblée des Etats de toutes les provinces de notre obéissance tant pour nous conseiller et nous assister dans toutes les études qui seront mises sous ses yeux, que pour nous faire connaître les souhaits et les doléances de nos peuples ; de manière que par une mutuelle confiance et par un amour réciproque entre le souverain et ses sujets, il soit apporté le plus promptement possible un remède efficace aux maux de l'Etat et que les abus de tout genre soient réformés et prévenus par de bons et solides moyens qui assurent la félicité publique, et qui

nous revaut à nous particulièrement le calme et la tranquillité dont nous sommes privés depuis si longtemps.

A ces causes nous vous avertissons et signifions que notre volonté est de commencer à tenir les Etats libres et généraux de notre Royaume au lundi 27 Avril prochain en notre ville de Versailles, où nous entendons et désirons que se trouvent aucuns des plus notables personnages de chaque province, baillage et sénéchaussée. Et, pour cet effet, vous mandons et très expressément enjoignons qu'incontinent la présente reçue, vous ayez à convoquer et assembler en notre ville de (Poitiers ou Bourges) dans le plus bref temps que faire se pourra, tous ceux des trois Etats ou baillage (ou sénéchaussée) d... pour conférer et pour communiquer ensemble tant des remontrances, plaintes et doléances que des moyens et avis qu'ils auront à proposer en l'assemblée générale de nos dits Etats et ce fait élire, choisir et nommer... sans plus de chaque ordre tous personnages dignes de confiance par leur intégrité et par le bon esprit dont ils seront animés : lesquelles convocations et élections seront faites dans les formes prescrites pour tout le Royaume, par le Règlement annexé aux présentes lettres ; et seront les dits Députés munis d'instructions et pouvoirs généraux et suffisants pour proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'Etat, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'Administration, la prospérité générale de notre Royaume et le bien de tous et de chacun de nos sujets ; les assurant que de notre part ils trouveront toute bonne volonté et affection pour maintenir et faire exécuter tout ce qui aura été concerté entre nous et lesdits Etats, soit relativement aux impôts qu'ils auront consentis, soit pour

l'établissement d'une règle constante dans toutes les parties de l'administration et de l'ordre public ; leur promettant de demander et d'écouter favorablement leurs avis sur tout ce qui peut intéresser le bien de nos peuples et de pourvoir sur les doléances et propositions qu'ils auront faites, de telle manière que notre Royaume et tous nos sujets en particulier ressentent pour toujours les effets salutaires qu'ils doivent se promettre d'une telle et si notable assemblée.

Donné à Versailles le vingt-quatre Janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf.

Signé : LOUIS.

CAHIERS DE PAROISSES

A. — BAILLAGE DE CHATEAUROUX

LE BLANC

I.

Le Blanc-en-Poitou — La Ville ancienne. (1)

Paroisses : St-Etienne et St-Cyran.

Diocèse : Bourges (2).

Notification : « Au maire et échevins de la ville haute du Blanc » (3) [néant].

Huissier Royal : Bonnin.

Procès-verbal d'assemblée : 2 Mars 1789 (3) [néant].

Députés (3) (à Montmorillon) : *Jean Dubrac de la Salle*, Dr en médecine (4).

Pierre Génitour *Dubuisson de Lage*, avocat en Parlement, échevin de la ville ancienne.

Pierre *Collin de Laminière*, président honoraire de l'élection du Blanc.

Antonin Joseph *Chatillon*, avocat.

Feux : 288 (3).

Cahier : [néant].

(1) *La Montagne* (an II), la ville haute.

(2) Pouillé de Bourges, 1766, p. 21.

(3) P.V. sénéchaussée de Montmorillon, A.N. B III 124, p. 215.

(4) Elu maire de la ville haute le 7 février 1790, et de la municipalité unique le 12 décembre 1790.

II

Le Blanc-en-Berry — Ville Neuve. (5)

Paroisses : St-Génitour (et St-Cyran).

Diocèse : Bourges (2).

Notification : [néant].

Procès-verbal d'assemblée : 1^{er} Mars 1789 (6) [néant].

Députés (à Châteauroux) : P.F. *Turquet de Mayerne*, médecin (7).

Fr. Ar. *Gastebois*, fils.

André-Laurent *de Validet*, échevin de la ville basse.

Louis-Edmond *Collin de Souvigny*, Procureur du Roi
en l'élection du Blanc.

Feux : 700 (8).

Cahier : [néant].

CAHIERS

Aucun cahier ne subsiste pour le Blanc ; cependant l'article 1^{er} de la section III du cahier du Tiers (9) du baillage de Châteauroux reproduit le vœu particulier de la ville du Blanc et des paroisses de Pouigny, Douadic, Lingé, Rosnay, Migné... qui demandent que, lors de la

(5) *Réunion* (an II), la ville basse.

(6) Dr FAUCONNEAU-DUFRESNE, p. 465.

(7) Elu maire de la ville basse en mars 1790.

(8) P.V. Châteauroux, *Archives de l'Indre*.

(9) Dr FAUCONNEAU-DUFRESNE, *Histoire de Déols et Châteauroux*, I, p. 474. — *Archives de l'Indre*, B. 646.

suppression de la gabelle, l'on ait égard dans l'impôt supplétif « à la franchise dont elles jouissent comme faisant partie des provinces de Poitou et de la Marche rédimées ».

D'autre part l'article 9 du cahier de Ruffec se réfère à l'article 7 de celui de « la paroisse St-Génitour de la ville du Blanc », d'après lequel les habitants de cette paroisse accepteraient de se soumettre à l'impôt de remplacement de la gabelle, à laquelle ils semblent être assujettis puisque cette paroisse est située en Berry.

NOTICE EXPLICATIVE

La ville du Blanc en 1762 est composée de quatre *communautés* : « 1° la *Ville* où l'on compte 226 feux... 2° le château de *Naillac*, ancien fief, ... où l'on compte 92 feux ; 3° *St-Cyran* et *St-Etienne* situés à la gauche de la Creuse et de 950 feux ; 4° *St-Génitour*, à la droite de la Creuse et de 600 feux : en tout 1858 feux et environ 10.000 âmes » (10). Selon l'abbé Expilly, dont l'autorité cependant est parfois contestée, ces quatre communautés, « quoique séparées par les impositions ne forme qu'une seule et même ville » (10).

Au point de vue administratif, le Blanc était formé en 1789, par deux villes dont la Creuse constituait sensiblement la limite, l'une, la ville ancienne située sur la rive gauche comparut à Montmorillon, l'autre, la ville basse à Châteauroux. Ce sont bien *deux* villes ayant une organisation municipale avec maires et échevins distincts. La convocation aux Etats Généraux ne fut-elle pas notifiée

(10) EXPILLY, *Dictionnaire historique...* 1762 p. 647.

« au *maire* et échevins de la ville haute du Blanc » (11), alors que de son côté le procès-verbal de Châteauroux mentionne la *ville du Blanc* (12).

Le cahier de Pouligny demande « qu'il soit édifié un pont sur la rivière de Creuze » pour assurer « la communication des *deux villes* qu'elle sépare ».

Cette double organisation municipale semble remonter à l'édit de 1692, les archives cultuelles ont conservé les noms de deux « maires électifs » (13) à cette époque, en 1692 et 1693. En 1735 et en 1762, seule la ville haute (St-Etienne et St-Cyran) avec ses 930 feux est baptisée *ville*, St-Génitour du Blanc avec ses 600 feux cependant n'est qu'un *bourg* (14) primitivement administré par la ville ancienne. Quoiqu'il en soit, l'édit de 1765 étend le régime uniforme des « Corps de ville » institué par l'édit de 1764, aux villes et *bourgs* de population même inférieure à 4500 habitants, ce qui est le cas ici. On connaît en 1789 le nom des échevins des deux villes, l'existence du maire de la ville ancienne est certaine, on l'a vu, quant au maire de la ville neuve il était en 1787, A. Delacoux (13).

L'assemblée des habitants de chacune des deux parties du Blanc désigne quatre députés, comme le prévoit l'article 31 *in fine* du Règlement, pour les villes. Si les habitants avaient voté selon le régime des paroisses rurales et communautés, le nombre des députés eût été de sept en ville basse et de trois en ville haute. Ajoutons que les lettres patentes du 14 Décembre 1789 suppriment les anciens

(11) P.V. Montmorillon, A.N. B III 124, p. 215 et ss.

(12) P.V. Chateauroux.

(13) Mns, MALLET, II 546 ; *extrait des archives cultuelles*.

(14) SAUGRAIN, *le Nouveau Dénombrement...*, 1735, p. 106 et EXPILLY, *Dictionnaire historique...* 1762, p. 648.

organismes municipaux, pour leur substituer le régime prévu par la Constituante et que c'est un arrêté du Département de l'Indre du 26 Septembre 1790 qui réunit les deux municipalités du Blanc (15).

L'examen des procès-verbaux des deux assemblées du Tiers à Châteauroux et à Montmorillon, montre que les habitants d'une paroisse celle de St-Cyran auraient participé aux deux assemblées de ville, répondant à leur convocation par le baillage de Châteauroux et la sénéchaussée de Montmorillon.

Origines. — A l'époque féodale la place forte du Blanc tout entière située sur la rive gauche de la Creuse, à l'emplacement du « castrum » romain d'*Oblincum* se compose de deux châteaux et châtellenies, le puissant *Donjon des Hautes Tours* et son ouvrage avancé, les *Bordes* du Donjon. La seigneurie, dite du « Blanc-en-Poitou », comprenant les paroisses de *N.-D. du Donjon* et de St-Cyran, relevait de la grosse tour de Maubergeon à Poitiers. Le prieuré et la paroisse Saint-Etienne situés dans le voisinage sont bien du Poitou, l'église fut saccagée pendant la Révolution et remplacée par l'actuelle église St-Etienne des *Récollets* (16).

La rive droite de la Creuse appartient au Berry, mais sur la rive gauche, sur un deuxième coteau se trouve la *terre commune* (17), dans la *Marche* du Berry et du Poitou ; c'est dans cette partie que se trouvaient, à l'intérieur d'une enceinte fortifiée primitivement distincte de celle de la ville ancienne, l'église et la paroisse St-Cyran, tandis

(15) GAUDON, p. 49.

(16) Chapelle du couvent de ce nom, établi au voisinage du Donjon en 1619.

(17) RAYNAL, Tome IV, 540. On n'a pû retrouver les traces d'une condition juridique particulière à cette Marche.

que dans les *Grands Faux bourgs* du Blanc sur la rive droite s'édifie la ville neuve, autour du prieuré et de l'église St-Génitour.

Or il arriva qu'Alphonse comte de Poitou, frère de Saint Louis, partant à la croisade avec Guillaume de Chauvigny, lui fit donation, le 12 Novembre 1267, « de tout ce qu'il avait à Oblinc » (18) à charge de foi et hommage, sauf « le fief du Donjon et appartenances ». Bientôt cette donation passe aux mains des Naillac, possesseurs de fiefs sur la rive droite de la Creuse, ainsi que de la paroisse *St-Génitour*. Les Naillac acquièrent ainsi la plus grande partie de la paroisse St-Cyran, dans le voisinage de laquelle ils durent construire le château de *Crissé-Naillac* (XIV^e) assis en « terre commune ». Cette châtellenie relevait avec ses dépendances en ville basse, de la baronnie de Châteauroux, « le château et forteresse est jurable et rendable aux seigneurs dominans à grande et petite force, en temps de paix et de guerre » (19) ; l'ensemble est constamment désigné dans les titres par la qualification du « *Blanc-en-Berry* » (20).

L'histoire féodale du Blanc permet ainsi de mieux comprendre la formation des quatre communautés d'habitants, leur groupement et leur organisation municipale. Sur la rive gauche, la *ville* du Blanc s'est formée autour du Donjon, tandis que les paroisses de *St-Etienne* puis de *St-Cyran* s'établissent à proximité ; *Château Naillac* se crée, on l'a vu, aux dépens de cette dernière et au XVIII^e siècle devient le marquisat du Blanc. L'ensemble devait de réunir sous une même organisation municipale. Quant

(18) A.N. J 313.

(19) EXPILLY, *op. cit.*, 1762, p. 648.

(20) RAYNAL, Tome IV, 540.

au bourg et communauté de *St-Génitour*, il se développe et s'administre peu à peu librement sur la rive droite de la Creuse. L'examen des vestiges de tours et remparts que l'on a effectué à l'aide d'un plan dressé vers 1740 par Gaillet, géographe du Roy (21), confirme encore cette évolution.

Notons que d'autres fiefs situés en terre commune, avaient été cédés par Alphonse de Poitiers, tels les Ages, Beauregard, Courtieux, Varenne ; ce fait explique que ces terres, ainsi qu'une partie de la rive gauche de la Creuse au Blanc, soient demeurées dans les attributions spirituelles de la paroisse *St-Génitour*, alors qu'avant leur cession aux Naillac, elles dépendaient de la ville ancienne ; au XVIII^e siècle, elles sont rattachées à la province du Poitou. Il est d'ailleurs assez malaisé, par suite de la diversité des aveux, de connaître exactement la liste des fiefs de la mouvance de Châteauroux et de Poitiers.

Il résulte de ces remarques qu'à la veille de la Révolution, la ville ancienne, composée des deux paroisses de *St-Etienne* et de *St-Cyran* (22) (23), se trouve en Poitou, en suit la coutume, possède un rôle séparé de la taille et dépend au judiciaire de la sénéchaussée siège royal de Montmorillon, demembrée du Présidial de Poitiers en 1740, tandis que la paroisse *St-Génitour* et toute la rive droite de la Creuse suit la coutume de Berry et dépend du baillage de Châteauroux, qui néanmoins, par tradition historique et par zèle, convoque, en 1789, la paroisse *St-Cyran* comme étant de son ressort.

(21) *Archives municipales de la ville.*

(22) N.-D. du Donjon, avait été annexée à Saint-Cyran.

(23) Lettre de BUSSON DELAGE, échevin de la ville ancienne, du 28 avril 1789, au Garde des Sceaux ; A.N. dossier Ba 69.

Les incertitudes qui ont amené la double comparution de cette paroisse ne devaient pas durer plus longtemps ; l'Assemblée Constituante créa un *district* (Février 1790) au Blanc, rattachant les deux villes fusionnées au nouveau département de l'Indre et au Bas-Berry.

CHITRAY

Notification : [néant].

Procès-verbal d'assemblée : 7 Mars 1789.

Président : Gabriel Arnoux, Notaire Roïal « en la province de Berri, au ressort du baillage Roïal de Chateauroux ».

Syndic : Philippe Torset, vigneron.

Députés : François Tournois, Philippe Torset.

Feux : 50.

PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE. (1)

Aujourd'huy Samedi Sept mars mil sept cents quatre vingt neuf, trois heures après midy, au réquisitoire de françois torset, Sindic del aparoisse de Chitrai, demeurant à la Jacquetrie paroisse de Chitrai, Nous Gabriel Arnoux, Notaire Roial, enla Province de Berri, au Ressort du Baillage Roïal de Châteauroux, residant en la Ville de Saint Gaultier, Soussigné, Sommes transporté au devant de la principale porte Et entrée de l'église paroissiale de la dicté paroisse de Chitrai, Les habitants de la ditte paroisse, Se sont assemblés au son de la Cloche en la maniere accoutumée, es personnes de M^e pierre fauconneau Sieur Dufresne Bourgeois, françois Tournois marchand, Jean Perrin Laboureur, phillipes Torset tixerant Et Vigneron, françois Torset Vigneron, Jacques lardeau Vigneron,

(1) Donné à titre d'exemple.

françois Iardéau Laboureur, Barthelemy Beaujan Laboureur, René Torset Vigneron, phillipes hubert Vigneron, Silvain Dalancon Marchand fermier, Silvain Torset vigneron, pierre Leferre Vigneron, Blaise Proteau Laboureur, René Tournois Vigneron, françois Torset Vigneron, phillipes Lardeau, Denis Septier Laboureur, Jacques Tournois Vigneron, françois Collin Vigneron, Tous nés françois, agés de Vingt cinq ans, compris dans Les Rôles Des impositions, habitans en la ditte paroisse de Chitrai, composée de Cinquante feux ; Les quels, pour Obéir aux ordres de Sa Majesté, portés par Ses lettres données à Versailles, Le vingt quatre Janvier mil Sept Cent quatre Vingt neuf, pour la Convocation Et tenüe des états Généraux de ce Royaume, Et Satisfaire aux Dispositions Du Reglement y annexé, ainsi qu'à l'Ordonnance de Monsieur le Lieutenant Général au Baillage Roïal de Châteauroux, dont ils nous ont Déclaré avoir une parfaite Connaissance, tant par la lecture qui vient de leur en être faite, que par la Lecture Et publication Ci Devant faite au prône de la messe de paroisse, par Monsieur Le Curé, Le premier Duprésent mois. Et par la lecture Et publication, et affiches pareillement faites, Le même jour, à l'issüe de laditte Messe de paroisse, audevant delaporte principale de l'église, Nous ont déclarés qu'ils allaient D'abord s'occuper de la redaction de leur Cahier de D'oleances, plaintes et remontrances ; Et En effet, y ont Vacqué, ils nous ont Representé Ledit Cahier, qui a été signé par Ceux des dits habitans qui sçavent signer, et par nous, après l'avoir Coté par première Et Dernière page, et paraphé ne varietur au Bas Dicelles.

Et Desuite, Les dits habitans, après avoir mûrement Délibéré sur le Choix des Deputés qu'ils sont tenüs de

Nommer, en conformité des Dittes Lettres du roi Et Reglement y annexé ; Et Les-Voix ayant été par nous Reccensées en la manière accoutumée, la pluralité des suffrages, s'est réunie en faveur desdits françois Tournois et phillipes Torset qui ont accepté la ditte Commission, Et promis de s'en acquitter fidèlement.

La ditte Nomination des Députés ainsi faite, Les dits habitans ont, en notre présence, Remis aux dits françois Tournois et phillipes torset Leurs députés, Le Cahier, affin de le porter à l'assemblée qui Setiendra Lelundi Neuf du Courant, huit heures du matin, Devant Monsieur Le Lieutenant Général du Baillage Roïal de Châteauroux, en la Salle du Palais Roïal dudit Lieu, Et Leurs ont donnés tous pouvoirs requis Et Nécessaires, à l'effet de les représenter en la ditte assemblée, pour toutes les Oppérations prescrites par l'Ordonnance susditte de Monsieur Le lieutenant Général Du Baillage Roïal de Châteauroux, comme aussi de Donner pouvoirs Généraux Et Suffisans, de proposer, Remontrer Et Consentir tout ce qui peut concerner Les Besoins de l'état, La Réforme des abus, L'établissement d'un Ordre fixe et Durable, Dans toutes Les parties de L'Administration, La prospérité Générale du Roïaume, Et Le Bien de tous et de Chacun des Sujets de Sa Majesté.

Et Deleurpart, Lesdits Députés se sont présentement chargés du Cahier des Doléances de la ditte paroisse de Chitroi, Et ont promis de le porter à laditte assemblée, et de se conformer à tout ce qui est prescrit Et ordonné par les dittes lettres du Roi, Reglement y annexé, et ordonnance sus-dattée. Desquelles Nomination De Deputés, Remise de Cahier, pouvoir Et Declarations, Nous avons à tous, Les susdits comparus, Donné acte, Et avons signé

avec ceux Des dits habitans qui scavent signer, et avec Lesdits Députés, Notre présent procès-verbal, ainsi que le présent Duplicata que nous avons presentement remis aux dits Deputés, pour constater Leurs pouvoirs, Et L'original Du present sera Déposé aux Archives de cette paroisse de Chitrai. Le tout fait et passé Les dits jours, Lieu, heures, mois et an que Dessus, enprésence de etienne Ausan maître perruquier, Et de Jean Sarra, serrurier, demeurant tous les deux en la ditte Ville et paroisse de Saint Gaultier, temoins, Ledit sarra a déclaré ne scavoir signer, de ce requis, et a le dit Ausan signé avec Nous Notaire, lecture faitte. + présent etc. L'original etc. approuvé pour Valloir Les deux renvois ci-dessus, et pour nuls six mots Rayés dans le cours des présents.

fauconneau Dufresne, f. tournois, fransois torcet,
philippe torset, Silvan torset, étienne Ausan.
Arnoux N^{re} Royal.

CAHIER

*Des Doléances plaintes et Remontrances des habitans de
la paroisse de Chitray au Ressort du Baillage Roïal de
Chateauroux,*

Demendent quil plaise a Sa Majesté.

1° Supprimer La gabelles. Cet impot dépeuple Les Campagnes, Laisse sans culture Les terres Les plus fertilles, une Devision parmis Les Citoiens Et Rempli toute La partie du Berri, qui est arosée par La Creuse, de libernages, de Debauches, de Brigandages et de Meurtres.

2° Lextinction des aides, qui fournissent Matière a
Baucoup de fraudes, peut de Revenû, pour Les Coffres
du roi, a cause du grand nombre de Commis, Chargés d'en
faire La perception.

3° La liberté du Transport des Marchandises Dans
Linterieur du Roïaume, Sans païer aucuns droits, Et les
Bureaux des traites Recullés aux Barrières de létat.

4° des etats provinciaux, qui feront eux mêmes La
Reparticion des impots Sur les propriétés Et Lindustrie
dun chacun, sans distinction de Rang et détat.

5° un arrondissement de Justice, pour chaque Ville
être justiciables de la prévotée Roïale de Saint Gaultier,
Ville La plus près de leur Paroisse, Et une Cour Sou-
veraine dans chaque Province qui décidera définitivement
de toutes les affaires qui y seront portée, Cet ordre dans
La juridiction, offre aux Malheureux, un Moïen facile de
se faire Rendre prompte Justice Et amoins de frais.

6° un Reglement qui établisse d'une Manière Simple,
Claire Et fixe Les droits de Contrôlles ; dans La percep-
tion actuele de ce droit il sy Commet Baucoup dinjustice.

7° Letablissement d'une Brigade de Maréchausé a Saint
Gaultier.

Les habitants de la paroisse de Chitray Espèrent de la
Bonté Et de la Justice de Lauguste Monarque qui Les
Gouvernes Et de son immortelle ministre, des Regards
favorables a Leurs plaintes.

fauconneau Dufresne

f. tournois

François torcet

philippe torset · Silven torset

Arnoux

OULCHES.

Notification : [néant].

P.V. d'assemblée : 7 Mars 1789.

Président : Gabriel Arnoux.

Syndic : Joseph Chabin, marchand.

Députés : Joseph Chabin, Thomas Marandon.

Feux : 48.

CAHIER

[identique à celui de Chitray]

.....

Signé : Reynaud, Thomas marrandon, arnoux.

PEZAY-LE-JOLY (1)

Notification : 27 Février 1789.

Huissier royal : André Bottard.

P.V. d'assemblée : 7 Mars 1789.

Président : Gabriel Arnoux.

Syndic : François Lemaire, marchand fermier.

Députés : François Lemaire, Jean Tillier laboureur.

Feux : 30.

CAHIER

[identique à celui de Chitray]

.....

Variante : Article 5 : « un arrondissement de justice, pour chaque ville être justiciables de la prévotée Roïale de Saint Gaultier, ville la plus près de la paroisse, et un Bail- lage dans chaque province qui décidera définitivement jusqu'à concurrence de trois mil Livres... ».

Signé : Lemaire Sindicq, J. Tillier, Arnoux.

(1) Réuni à Oulches le 24 Mai 1821 ; C^{on} de Saint-Gaultier. (Arch. Dep. Indre. Série Q, p. 91).

RIVARENNES.

Notification : [néant].

P.V. d'assemblée : 3 Mars 1789.

Président : Gabriel Arnoux.

Syndic : Jacques Lardeau, marchand huilier.

Députés : Gabriel Chambland, marchand fermier, Jean
Vincent, marchand.

Feux : 177.

CAHIER

[identique à celui de Chitray]

.....

Signé : ...Etienne Bouchaud, Antoine Vincente, Jean
Vincent, etietemon, françois Marchand, Denest,
Chamblant, Claude Pellerin, Vincent, françois renaut,
Arnoux.

CIRON

Paroisse : St-Georges.

Notification : 26 Février 1789.

Huissier Royal : André Bottard.

Procès-verbal d'assemblée : 5 Mars 1789.

Président : René Belleau, avocat en Parlement, expédiant pour le Bailly juge ordinaire civil et criminel de la Baronnie de Cors.

Syndic : Pierre Perrin « demeurant à Romefort ».

Députés : Louis David ; Robert Delabrosse, bourgeois.

Feux : 117.

CAHIER

Des Doléances plaintes Et remontrances du bourg et paroisse de St George de Ciron.

Lesdits habitans penetrés de la plus vives Reconnoissances de pouvoir Expliquer avec liberté les moyens d'alléger le fardeau des impots que l'ordre du tiers état portoit seul et qui sappesentissait dautant plus sur la classe indigente que ceux de cet ordre qui acquerrait des richesses trouvoient dans la vénalité de la noblesse un moyen assuré de se soustraire a la forte portion qu'ils auroient été obligés de payer,

Desirants répondre aux vûes bienfaisantes de Sa Magesté, chargent ceux quilz ont Elus de représenter a Lassemblée du baillage de Chateauroux ce qui suit :

1° Demander que les dettes de létat soient réglées de

manière qu'on supprime celles qui seront regardées abusives,

2° Représenter que les Ministres et leurs agens tant dans L'Administration que dans la finance ont Souvent Etablis des impôts contre les loix et sans le Consentement de la nation, qu'à l'avenir on ne pourra en lever aucuns s'ils n'ont été accordés par les Etats généraux et qu'en outre lesdits Ministres Soient responsables des sommes qu'ils auroient entre les mains et même de leur Conduite à d'autres Egards

3° Consentir qu'il soit formé un revenu suffisant tant pour les dépenses utiles de la Cour que pour les interest de la dette Nationale que le fardeau en soit suporté par chaque individu portionnant à ses facultés

4° Demander la Supression de toute privilèges distinctive de condition Et qu'aux États Généraux les délibérations soit par Voyes et non par ordre

5° Etablir dans chaque province du royaume des Etats provinciaux ou le tiers état soit représentés comme aux généraux et leur accorder l'enregistrement des impôts

6° Que les Parlements presidiaux et autre juridiction superieur soit composé moitié Ecclesiastique et Noble moitié du tiers Etats et la justice rapprochée des justiciables

7° Demande la Suppression de la Gabelle — 1° Comme revoltante a l'humanité en ce que des citoyens s'égorgent entreux 2° Comme prejudiciable à la population car ce que le prix Excessifs du Sel privent les Malheureux de Leur meilleur nourriture 3° Comme Nuisible a la griculture en ce quelle lui ôte des bras qui seroient Essentiellement nécessaires 4° parce-qu'elle Est l'école Des scelerats et la source du Crime

Enfin qui sensuit un abus des Plus Préjudiciable étant contre le droit naturel formant la plus grande genes au Commerce, Voyageur, domicilliés et a la facilité la plus prompte qu'on doit apporter au Soulagement des malades tant au spirituel qu'au temporel qui Est l'obligation de la part de tous batteliers sur la creuse de remettre leurs batteaux a soleil couchant, Entre les Mains des Commix de Gabelles pour par Eux les remettre au soleil levant Mais qu'il arrive que les gens pour la plupart ne peuvent qu'avec beaucoup de risque conduire les batteaux même ne pouvant plus le faire lorsqu'il arrive la moindre crû ce qui occasionne très Souvent que beaucoup de personne sont privé des offices divins Et d'autre retardé dans leur voyage

8° Labolition des traites comme Entraves du Commerce interieur du royaume

9° Que les droits domaniaux soient simplifiés et rendus certains affin que chaque citoyen puisse connôître ce qu'il doit

10° Lagriculture la magistrature les arts et Le Commerce demandent que les annoblis depuis Cent ans leurs soient rendûs qu'a L'Avenir on ne puisse accorder la noblesse a prix d'argent c'est l'avillir que de la donner a ce titre le Militaire et le Citoyen d'un mérite distingué auroient seul Le droit di pretendre Lon aime a croire que l'encienne et bonne Noblesse verra avec plaisirs ses privilèges N'estre plus prodigués

11° Que les aides ou autres droits Connûs Sous le nom d'aides seronts reduits a un seul droit si elles ne sont pas supprimées

12° Abolir la féodalité sans prejudicier aux interêts des Seigneurs en leurs Conservants tous les droits honorifiques

et en leur remboursant selon leur juste valeur a dire dexperts les droits onéreux au peuple et Nuisibles a lagriculture tel que la banalité et La corvée en nature etc

13° Demander une seule et même loix une seule mesure un seul poids et s'il est possible un seul impôts dans tous les cas en simplifier La perception.

14 Supprimer les pensions de la Cour qui N'ont été accordées qu'a la faveur et L'intrigue et toutes autres Excessives et abusives telles que celles accordées aux Controlleurs généraux des finances qui n'ont point administré avec distinction au moins L'espace de dix ans

15 Représenter qu'il seroit de la Meilleure Economie de supprimer les places de gouverneurs de provinces a l'intérieur du Royaume ou au Moins les appointements

16 Ne point accueillir avec autant de facilité qu'on le fait les differents projets qui tendent a changer les uniformes et la composition des troupes les changements ne servent qu'a dégouter le Soldat et porte a la desertion. Ces changements sont en outre très dispendieux.

17 Demander que les biens fonds des Ecclesiastiques soient a lienés et mis au nombre des propriétés des deux autres ordres comme chose utile a létât et comme Essentielle au bien general, prealablement sur le principal des dites alienations des Revenüs assignés selon l'utilité, la qualité, le Rang et la dignité de chaque individu dudit ordre Ecclesiastique util a l'étât, en ce que le surplus du principal des alienations pouroit Servir a L'acquittement des dettes de la nation Essentielle au bien general en ce que les Maisons sont inhabitées et ne produisent aucun revenû Et a charge a raison des Raparations qui tombent en pure perte et en ce que les domaines susceptibles de culture ne produisent qu'a peu près moitié de ce qu'ils

produiroient si les améliorations Etoient faites comme dans les propriétés ordinaires mais dont seront toujours privés les Biens des gens de Main morte quand ce ne seroit qu'a cause de l'incertitude de l'exécution des baux a ferme qui ne sont qu'à vie

18° faire observer l'avantage que le Berri et bien des provinces trouveroit si lon portoit son attention a Rendre Navigable la riviere de Creuse ; pays depourvu de toute branche de Commerce ce qui Est nuisible a la griculture Entretien l'indigence Source de tous Maux

19 L'on voudrait que les Seigneurs Ecclesiastique ou à leur défaut les Seigneurs laïc soient tenus de subvenir au besoin des fabriques — choses usité dans la majeure partie des paroisses mais non reçu généralement ce qui ajoute aux charges dont le Malheureux sans tout le poids.

20 Demander pour l'honneur de la Religion que le Casuels des Curés soit abolies

21 On desirerait que les opositions que lon forme au lettre de ratification prise par Les acquéreurs aux bureaux des hypoteques En Vertu de l'édit de 1771 durassent trente ans au lieu de trois, ce trop cour délai favorisse les fraudes des debiteurs Et Constituent En frais les créanciers

Charge Enfin Lesdits habitans de faire inserer Leurs volontés doleances plaintes Et remontrances dans les cahiers de Chateauroux Et Bourges

fait et arrêté dictés Ecrit par Nous Soussignés Le quatre Mars de Lan de grace Mil sept cent quatre vingt neuf./.

Cartier, Delacoux, Vacherie, Lemoine,
Lemaire, DeLaBrosse, DeLaBrosse, Damycoux,
Epinasse, David, Perrin sindic,
Belleau f^t p^t L'absence de M Le Bailly de Cors.

DOUADIC.

Paroisse : Saint-Ambroise.

Notification : 28 Février 1789.

Huissier Royal : André Bottard.

Procès-verbal d'assemblée : 1^{re} Mars 1789.

Président : Jean Belleau, avocat en Parlement, sénéchal, juge ordinaire, civil et criminel de la haute justice de Douadic.

Syndic : Antoine Barbarin.

Députés : Michel Ravot du fresne, bourgeois ; Joseph Destreilles, marchand.

Feux : 185.

NOTIFICATION (1).

L'An mil sept cent quatre vingt-neuf, le vingt huitième jour du mois de février — à la requête de M^r le procureur du Roi du baillage de chateauroux pour lequel domicile est élu au Greffe dudit Siège, j'ai André Bottard huissier royal reçu et immatriculé au baillage royal de Châteauroux et demeurant paroisse de Saint André — soussigné, certifié et laissé copie au sieur sindi de la paroisse de Douadic y demeurant même paroisse en son domicile où je me suis transporté en parlant à sa personne.

1° — Des Lettres du Roi données à Versailles le 24 Janvier 1789 pour la convocation et tenue des Etats Généraux du Royaume.

(1) Donnée à titre d'exemples.

2° Du Règlement y joint 3° De l'ordonnance de M^r le Lieutenant général dudit Baillage de Châteauroux, rendue en conséquence, le tout imprimé sur papier libre, collationné et certifié véritable à ce qu'ils n'en ignorent et aient à s'y conformer en faisant par lesdits *syndi* publier Dimanche prochain au prône de la Messe de paroisse, par le Curé (ou Vicaire) d'icelle, lesdites lettres du Roi, le Règlement y joint et ladite ordonnance, en les faisant également lire, publier et afficher à l'issue de la Messe de paroisse, au devant de la porte principale de l'Eglise et en convoquant au son de la cloche, en la manière accoutumée, l'assemblée des habitants pour par lesdits habitants et Communautés tenir leur assemblée, dresser leur cahier de doléances, plaintes et remontrances et nommer leurs Députés dans le nombre et la manière prescrits par l'article XXXI du Règlement, SAVOIR :

deux députés à raison de deux cent feux et au dessous, trois au dessus de deux cent feux, quatre au dessus de trois cent feux, ainsi de suite.

Faire exécuter et exécuter chacun à leur égard et de point en point tout ce qui est prescrit et ordonné par les dites lettres du Roi, le Règlement y joint et l'ordonnance susdatés.

et encore pour que la dite assemblée soit tenue ainsi et dans la forme portée au Règlement de Sa Majesté et ordonnance susdite sous lapeine qu'il appartiendra leur notifiant que l'assemblée a laquelle devront se trouver les dits Députés a été indiquée par M^r le lieutenant-Général dans la ville de Chateauroux le lundì neuf mars mois prochain ou ils porteront leur cahier, à l'effet de quoi je leur ai, audit domicile et parlant comme dessus, laissé la susdite copie imprimée a la

suite de laquelle est copie de mon présent exploit, ainsi qu'une autre copies dudit imprimé desdits jour et an, et il m'a été payé pour la presente signification douze sols.

Bottard le jeune.

CAHIER

contenant les demandes des habitans de laparoisse de Saint Ambroise de Douadic.

Les dits habitans, pleins de reconnaissance de ce que le roi a bien voulu les assembler pour lui faire connaitre leurs vœux et les meilleurs moyens de remédier aux abus qui se sont glissés dans toutes les parties, ont en conformité des lettres de convocation de sa Majesté du Reglement qui y est joint et de l'ordonnance de Monsieur le lieutenant général du bailliage royal de Chateauroux en date du 23 février 1789 procédé à leursdites demandes et remontrances ainsi qu'il suit :

— Que les Etats généraux qui doivent s'assembler à Versailles le 27 avril prochain, soient sans troubles, sans confusion, et que chacun y porte des dispositions aussi favorables au roi qu'à l'ensemble de la nation ; que les députés qui y seront appelés par une élection légale opinent par tête et non par ordre ;

Qu'il y soit déterminé que les mêmes états généraux auront lieu au moins tous les cinq ans, dans la meilleure forme que les prochains états détermineront :

Que tout impot soit réparti également sur tous les sujets du roi, sans distinction d'ordre, proportionément aux biens et facultés de chacun ; qu'il ne puisse à l'avenir

être fait aucune taxe ni établi aucun impot sans le consentement de la nation duement représentée par ses députés, librement et légalement élus ;

Que les ministres du roy et ceux qui auront la charge des finances soient garants et reponsables à la nation de leur administration et emploi.

Que l'impot désastreux de la gabelle soit aboly et remplacé en une subvention qui sera supportée également par toutes les provinces, sans égard aux droits, privilèges et rachat dont qu'une voudroient se prevaloir, déclarant lesdits habitans qu'ils renoncent en ce cas au privilège résultant du rachat de la province du Poitou, dont ils font partie, et dans lequel néanmoins ils demandent à etre maintenus, si de trop puissantes considérations et les dettes de l'état différoient ou éloignoient un si grand bien.

Que les ordonnances de 1667 et de 1670 et celle des eaux et forets soient rectifiées en ce qu'elles ont de défectueux ou de trop rigoureux ;

Que les formes de la procédure soient simplifiées et le temps du jugement des proceslimités, qu'efin il soit rendu un réglement sage pour fixer les droits des juges, procureurs et huissier

Que les droits des francs fiefs soient supprimés, comme tout impot distinctif des ordres, et qui ne tend qu'a humilier le tiers ordre.

Que toutes les banalités, tant des moulins que des fours soient éteintes, et que les rétributions des meuniers et fourniers soit acquittée en argent, et non en nature, seul moyen de remédier aux fraudes.

Que chaque propriétaire soit imposé dans tous les lieux de la situation de ses biens.

Que le commerce et l'industrie payent aussi autant que faire se pourra leur portion des charges de l'état, que les droits de traites foraines soient abolis dans l'intérieur et portés aux frontieres

Que toutes les provinces soient mises en états gouvernés et régis comme celles du dauphiné, qu'il soit établi en cette paroisse un bureau de charité ou les viellards et les infirmes trouvent une subsistance qu'ils ne peuvent se procurer par leurs bras et qu'à cette fin les loix qui fixent la portion de pauvres sur les biens ecclésiastiques soient mises en vigueur.

Qu'il soit reconstruit un pont sur la riviere de Creuse pour la communication des *deux villes* du Blanc qu'elle sépare et pour l'intérêt général du commerce.

Qu'il soit pris les mesures les plus justes pour prévenir toutes vexations de la part des préposés à la levée des impots et que l'argent soit versé directement à la caisse de la province sans passer par des mains intermédiaires. Qu'enfin il soit accordé à cette paroisse une somme suffisante pour réparer les chemins vicinaux qui sont impraticables pendant la majeure partie de l'année.

Tels sont les vœux et demandes que forment lesdits habitans. S'ils sont accueillis favorablement, ils rendront d'éternelles actions de grace à l'immortel ministre qui partage ses sollicitudes paternelles et ses travaux.

Fait et délibéré aujourd'hui le premier mars mil sept cent quatre vingt neuf.

F Fleury ; Destreilles, Rabault, Aufrere, Pierre Pain,
Maubois, Barbarin, syndic ; Belleau.

LINGÉ

Paroisse : Saint Sulpice.

Notification : 28 Février 1789.

Huissier Royal : André Bottard.

Procès-verbal d'assemblée : 6 Mars 1789.

Président : André Bernard, avocat en Parlement et au baillage et marquisat du Blanc « faisant pour l'absence de M^r le Bailli juge ordinaire des dicts Baillage et Marquisat ».

Députés : Jean Durand, marchand fermier et syndic.
Claude Rigollet, chef et notable de la dite paroisse.

Feux : 180.

CAHIER

Rédigé par Les habitants De la paroisse De Lingé pour faire parvenir aux Etats Generaux qui doivent s'assembler à Versailles le 27 avril, Leurs vœux Et Remontrances

Les Dits habitants considerant que Le Roy, par son Regle-
metn pour L'Exécution de sa Lettre de Convocation des
Etats Généraux a voulu que ses sujets fussent tous appellés
a concourir aux Elections Des Deputés qui doivent former
cette auguste et solennelle assemblée, que sa Majesté a deli-
vré que des Extremités de son Royaume Et des habitations
Les moins connües chacun fut assuré de faire parvenir
jusqu'a Elle ses vœux Et ses Reclamations, que Sa majesté
ne peut souvent atteindre que par son amour à cette partie

de ses peuples que L'Etendue de son Royaume Et L'appareil du throne semblent Eloigner d'Elle Et qui hors de la portée De ses Regards se fie néanmoins a la protection de Sa majesté et aux soins prévoyants de ses Bontés.

Considérant que les Ministres du Roy par le Resultat de son Conseil du 27 Dbre 1788 ont avoué au nom de Sa majesté Les droits imprescriptibles de la nation En déclarant

1° Que sa volonté Est non seulement de Ratifier La promesse quelle a fait de ne mettre aucun impot sans le consentement des Etats Généraux du Royaume, mais Encore de n'en protéger aucun sans cette condition,

2° D'assurer le Retour Successif Des Etats Generaux En les consultant sur L'intervalle qu'il faudroit mettre Entre les Epoques de leur convocation Et en Ecoutant favorablement les Representations qui lui seront faites pour donner a ses dispositions une stabilité durable

3° Que Sa Majesté veut prévenir de la maniere La plus efficace Les désordres que L'inconduite ou L'incapacité de ses ministres pourroit introduire Dans les finances En concertant avec les Etats Généraux les moyens les plus propres d'atteindre à ce But,

4° Que Sa Magesté veut que dans le nombre des Depenses Dont elle assure La fixité on ne distingue pas mêmes Celles qui tiennent plus particulièrement à Sa personne.

5° Que sa Majesté veut aller au devant du vœu Légitime de ses sujets En invitant les Etats Généraux à Examiner Eux mêmes La grande question qui s'est Elevée sur Les Lettres de Cachet.

6° Que Sa Majesté Est impatiente de Recevoir L'avis des Etats Généraux sur la mesure de la liberté qu'il con-

vient D'accorder a la presse, à La publicité des ouvrages Relatifs à l'administration au Gouvernement Et à tout autre objet public

7° Que Sa Majesté préfère avec Raison aux Conseils passagers de ses administrés les délibérations Durables des Etats Généraux de son Royaume

8° Que Sa Majesté a formé Le projet de former des Etats provinciaux, Et D'Etablir par ce moyen Un Lien Durable Entre L'administration particuliere de chaque province Et La Législation Générale

Expriment Leurs vœux pour les intérêts Du Roy Et De la nation Et pour leurs intérêts personels pour les demendes qui Suivent :

*Vœux Des Dits habitans
pour les intérêts du Roy Et De La nation*

1° Les dits habitans assemblés Déclarent se Refferer pour leurs vœux Generaux à ceux de la province De poitou du gouvernement de laquelle ils Dependent

2° Lesdits habitans demendent dans Leurs vœux particuliers que les impositions soient Egallement supportées par tous les ordres En proportion de Leurs facultés

3° Que Lors de L'assemblée des Etats généraux il Soit opiné par teste Et non par ordre

4° Que comme faisant partie du Gouvernement Du poitou ils soient intégralement conservés Dans les droits de franchise Dont ils jouissent Et que dans le cas de la Suppression de la Gabelle Et D'un impôt pour y suppleer, ils soient Exempts D'y contribuer,

5° Que pour une plus prompte Expedition Des affaires il soit Etably a leur proximité un Siège Royal

6° Qu'il soit avisé à la Reforme du Code Civil Et Criminel Et qu'il En soit fait un pour une plus prompte Et moins dispendieuse procédure

7° Que les charges d'huissiers priseurs et vendeurs de Biens meubles soient supprimées attendû qu'elles Entretiennent après Elles des abus et des vexations Enormes pour les mineurs, parce que Leurs operations Exigent un notaire Et leur presence ce qui se fait aggraver les frais tandisque par un huissier ordinaire il ne faut que deux Experts qui suivent sont des amis et Gens connoisseurs qui le font Gratuittement.

8° Qu'il Est interessant pour leur paroisse et les pays circonvoisins qu'il soit construit un pont En la ville du Blanc sur la Riviere de Creuse tant pour leurs intérêts particuliers a cause des Relations qu'ils ont avec cette ville que pour le Bien Général resultant de la Route qui se pratique de Blois a la Rochelle qui passe par lad. ville

9° Que les traites soient supprimées comme Etant Des Entraves au Commerce, Et quelles soient Recullées sur les frontieres

9° Qu'il n'y eut qu'un même poid et une mesme mesure Dans le Royaume

10° Qu'il leur soit permis de Rachepter les Rentes foncieres sur leurs heritages sur le piéd de leur principal

11° Qu'ils ne puissent Etre Contraints Solidairement au payement des Cens de Rentes dûes sur differentes tenües

12° Qu'ils ne puissent Etre Contraint à la banalité Des fours et moulins Et généralement à aucune servitude

13° Que La noblesse ne soit plus que la Récompense Des Services Rendus a L'Etat. Et qu'elle ne soit plus héréditaire et que les privilèges pécuniers soient supprimés

14° Que le tiers ordre ou tiers Etat Soit admis En les premieres places charges et Emplois de l'église de la magistrature et du militaire concurament avec les autres ordres.

15° Que les Reparations des Eglises et maisons presbiterales ne soient plus qu'à la charge des abbés et prieurs décimateurs des paroisses

16° Qu'il Soit Etably dans leurs paroisses un Bureau de Charité pour le soulagement des malheureux qui s'y trouvent Et que les fonds En Soient pris sur les dits abbés et prieurs decimateurs

17° Qu'il soit pris sur les Revenus du Clergé une somme quelle Conque pour ajouter aux Revenus De leur curé qui par ce moyen ne pourra plus Exiger de Retributions pour les Baptêmes, Mariages Et Sepultures.

18° Qu'il Soit avisé aux moyens de Rendre praticables les chemins de leur paroisse Et qu'il soit fait avec des madriers des Espèces de pont sur les Ruissaux des Etangs qui separent les chemins

19° Que les droits de Contrôle soient simplifiés Et qu'il y ait des proportions a la valleur des actes et des Engagements et à l'Etat et qualité des parties de manière que chacun puisse connoître par le tarif Les droits auxquels il est sujet et pour qu'il ne soient plus dorénavant pris a la volonté des commis

20° Qu'il soit Encore pris une somme quelconque sur les Revenus des dits sieurs abbés Et prieurs Decimateurs

de cette paroisse pour former un fond de fabrique qui puisse servir à L'Entretien Des ornements et Sierges pour leur Eglise.

21° Que les differents droits de dixme terrage et Champare qu'ils sont obligés de payer dans La majeure partie de la paroisse soient Réunis En un seul droit et que les Seigneurs qui s'en disent propriétaires soient tenus d'enjustifier par des tytres autantiques qui seront lus tous les ans un mois avant La Récolte a l'issue de la messe paroissiale par quelques préposés des dits seigneur afin que chacun d'Eux puisse Reconnoitre La quotité des droits qu'il doit payer. Et des lieux ou ils sont situés.

22° Qu'il Leur soit permis de couper les jons Et Parois (1) qui croissent sur les Rives des Etangs pour leur servir de Littières et de couvertures pour leurs maisons Et Etables, moyens qu'ils sont obligés d'Employer pour se mettre à couvert des intemperies des saisons, tant par la difficulté qu'ils ont de se procurer de la thuile que par la misère des habitans du Lieu qui ne leur permet pas d'en faire la dépense. Ce qui leur Est Refusé par les fermiers du Seigneur malgré Lusage ou ils ont Eté de tout temps de les couper

23° Que leur paroisse Est composée de Cent quatre vingt feux, que les terres cultivées qui La composent ne sont que d'une très modique production, que la majeure partie est Reduite En Lacs et Etangs qui appartiennent à differents seigneurs qui par cette Raison ne peuvent Etre cultivées et ne donnent de Revenus qu'à ces mêmes seigneurs ; que le cultivateur s'en trouve privé et Est néanmoins chargé de toutes les Impositions. Et qu'ils

(1) Parelles ou Prèles.

demandent pour obvier a de pareils malheurs que les propriétaires de ces mêmes Etangs supportent une partie de ces charges proportionnée au Revenu qu'ils En tirent.

24° Qu'il soit déffendu aux seigneurs, fermiers et propriétaires des Etangs d'y élever leurs chaussées (2) Et de laisser les Plas de leurs dits Etangs Libres pour obvier aux différents inconvenians qui En Resultent, inconvenians d'autant plus préjudiciables qu'ils inondent En Refluant les Bleds qui les avoisinent, Et Empeschent La culture des terres qui ne sont pas travaillées Et La production de celles qui le sont.

25° Qu'ils demendent à Etre conservés dans L'usage ou ils Etoient de s'approvisioner de tabac En corde et non en poudre tel qu'est celui qu'on Leur fournit aujourd'huy qui se donne de La plus mauvaise qualité et nuisible a La salubrité de ceux qui s'en servent.

Tels sont les vœux.

26° Que les terres de leur paroisse Exigent De grandes améliorations ; que celles qui Leur seroient les plus propres et Les plus convenables seroit La marne ; qu'il y En a dans quelques cantons de leur paroisse mais que les propriétaires des lieux dans lesquels elle se donne s'opposent a ce que les particuliers qui En ont Besoin puissent En faire usage qu'il Est cependant interessant pour le Bien public que les marnières ouvertes fussent communes a tous ceux qui En ont Besoin moyennant une certaine Retribution Et qu'en conséquence ils demendent que les proprietaires y soient contraints.

Tels sont Les vœux et doléances des habitans de cette

(2) Digue retenant les eaux d'un étang à l'extrémité la plus profonde de la cuvette et percée au centre par une bonde.

dite paroisse sans cependant vouloir imposer des conditions a ceux qui sont chargés de les presenter comtant au surplus sur leur Bon Esprit et sur la justice du melieur des Roys et Les vertus de son ministre

fait Et arrêté En L'Eglise paroissiale de Lingé d'une voix unanimes par les dits habitans qui ont déclarés ne scavoir signer sauf Les soussignés le six mars mil sept cent quatre vingt neuf

Durand, C Rigolet, Guillemain, Claveau,
Poupignon, Roche, Villeret, rejynault,
Poupignon, a rignault

paraphé *ne varietur* par nous soussigné pour L'absence de M. Le Bailli du Baillage et Marquizat du Blanc Le six mars 1789

Bernard, Royer commis Greffier.

MIGNÉ.

Paroisse : Saint-Pierre.

Notification : [néant].

Procès-verbal d'assemblée : Mars 1789.

Président : Antoine Jérôme Delacoux-Marivault, Avocat en Parlement.

Syndic : Michel Travers.

Députés : Nicolas Pasquin, chirurgien ; Melaine Naudin, marchand.

Feux : 200.

CAHIER

de Plaintes doléances Et Remontrance Redigée le Cinq Mars mil sept cent quatre vingt neuf par les habitants de la Paroisse de St Pierre de Migné diocaiçe de Bourges, Gouvernemant de Poitou Baillage de Chateauroux d'après le démenbrement fait En mil sept cent quarante, Et de la Sénéchaussée de Monmorillon, Et du Presidialle de Poitiers, les dits habitans s'étant assemblés pour obeir aux ordres de Sa Majesté porté par ses lettres donné a Versailles le vingt quatre Janvier mil sept cent quatre vingt neuf.

Lesdits habitans se Pleignent — Premièrement Destre surchargé d'impôt Et de contributions En tous genres,

— Segondement de L'Arbitraire de la perception des droist de Controlle sur les Contracts et les Acts,

— troisièmement destre Contraint a recevoir les visites des Commis preposé pour la régie des aydes.

— Quatrièmement des abus qui seront introduit dans L'administration de la justice

— Cinqièmement de la féodalité Et des droits de dimes Et terrages,

— Sixièmement de lé dits de mil sept cent soixante Et onze En ce qu il ne permet Lanregistrement des contract qu aux Siège Royaux, Et quil purge les Rentes fontières Représentative de fonds immeubles Et pour lesquelles les fonds immeubles ont Eté aliénés

— Septièmement de ce que En la ville du Blanc lieu Principale ou il font leur affaire Et leur commerce, il ny a pas un Baillages Royal Et de seque En la ditte ville il ny a pas un ponds sur La Riviere de Creuse,

— huitièmement desce que les poids Et mesure ne sont Pas Conformes Et des Entraves pour les droits Des foraines Et des Péages des seigneurs,

— Neuvièmement de la Milice par la voy du sort comme Elle a Eté levée Rigoureusement jusqu'à ce jours

Les dits habitans Demandans qu'ils soit fait droits sur toute leurs Plaintes qu'il viennent dexprimer demande au Etâts Généraux une repartitions Egalles de tous Les impos sens aucunes Exemption pecuniaire Pour le clergier, Et la noblesse, Les Ecléastiques, Et ces nobles devant Estre compris au Rolle Des impositions araison de ce que chacun Posséde.

Que les droist de controlle soit tellement simplifiée que les notaire Et les parties sachent dune manière Positive le droit qu'ils auront a paier sur les contracts Et les actes.

Que les aides soit suprimé pour la campagne que la justice civil Et criminel soit mieux administrée que chaque

citoyent jouisse de sa liberté naturelle, ainsy que la gabelle soit suprimée

Que les Proprietaire Et Cultivateur soit admis a se redimé toute les fois qu'il le pourront des devoirs dus au seigneur en païant outre les arrérages qui pourais Estre due, les capiteaux desdits devoirs suivant qu'ils seront Estimé à dirre despers.

Que lesdits de Mil Sept Cent Soixante Et onze Pour les hipotéque soit interprété pour que les contracts sur les quels les acquéreur voudront obtenir des letre de ratification soit lue et Publié Pendant quatre dimanche consécutive au prônes de paroisse De la situation des Biens vendus Et soit affiché au porte des Eglises des ditte paroisse, que les Rente fontière pour les quelles, les immeubles ont Eté transporté ne puisse Estre purgé,

Que la justice soit Raprochée des justiciables Et cette Paroisse soit comprise comme Etant Regis par la coutume du poitou dans le ressort du Baillage qui Est sollicité pour lerection En Etre fait En ville du Blanc Et que la justisse seigneurialle soy suprimé.

Que le Commerce ne soit plus assujetty a des Pesblystions de Peage Et de traite Et que le Passage des riviére soit rendu facile surtout celle de la Creuse au Blanc En y construisant des ponts, que tous les Chemains Vissinots soit Randu commode,

Que dans la province il soit fait une Caisse dont les fond seront Employé pour Payer Les Engagement des jeunes gens que les Paroisse fourniront En remplasement de La Milice,

Les dist habitant déclare actuellement que Pour ce qui Concerne les Besoins de letâts Et Prospérité générale du royaume il donne Leur adhaizion à ce qui sera aresté au

cahier des député du tiers Etâst à Poitiers. Les dits habitans qui sont du gouvernement Et Regis par la coutume du Poitou reste attaché a la province de poitou pour jouir de ses immunité Exemption Et Privilége et Protestent Contre toute attainte qui y serait données a leur préjudice.

fait arrêté unanimement ce dit jour Et an pour tout les habitans assemblé Et a le Present Cahier Eté signé de tous ceux qui le savent à Migné ce cinq mars mil sept quatre vingt neuf :

plat, Villet, Guiault députés, Pasquin
Neraud, Naudin député, pierre Cailleron,
Travers Sindiq.

Paraphé *ne varietur* en conformité de notre procès verbal de ce jour par nous Antoine Gérome Delacoux Marivault Seigneur de Nervaux, de la bordrie et de bousé avocat au parlement sénéchal juge ordinaire civil et criminel et de police des châtellesies du bouchet Migné et dadé membre de la duché de Mortemar ne faisant avec ledit duché qu'une même seigneurie justice de Migné le Cinq Mars Mil sept cent quatre vingt neuf.

Delacoux Marivault.

NURET-LE-FERRON

Notification : 28 Février 1789.

Huissier Royal : André Bottard.

Procès-Verbal d'assemblée : 1^{er} Mars 1789 [néant].

Président : Jean Guymon de Latouche assesseur civil et criminel au baillage royal de Châteauroux, faisant à cause de la maladie survenue au sieur le Lieutenant Général.

Syndic : Fauconneau.

Députés : Jean Fauconneau ; Jean Jary, marchand.

Feux : 127.

CAHIER

Au jourd'hui Dimanche premier mars 1789 a été fait la publication de la présente ordonnance par Monsieur Le Curé au prône de l'église paroissiale Et moy Fauconneau Sendique de Nuret-le-Ferron a près avoir lu et publié Et affiché à la porte de l'église paroissiale suivant la dite ordonnance a près la dite publication fait nous avons requis le peuple des habitants qui se sont trouvés de faire leurs représentations à la dite ordonnance. Il leur a répondu qu'ils n'ont pas à se déclarer Et qu'ils n'ont rien à répondre est-ce qu'ils vous le bien ce conformément à la Volonté de leur prince,

Ci-joint dire à Samagaté qu'il est fort difficile de faire une assemblée dans ladite paroisse amoindrant quel préjudice de quinze jours ou trois semaines de devant je peux dire que nous avons quatre collecteurs qui sont chargés de leus

raule qui sont gaBel talle disiem et celui des chemein qui setrouve tou les joure de dimanche Et faiste ala porte de leglis paroissial qui fait que Les Cheffre de famil naus y paroître. ou les Collecteur sont auBlige de poursuivre ces maleureux a vest rigeur par des contrente qui sont En voïyé par mesieur Les receveur qui font de grosses Et qui ogmant Les impaux des maleureux. Tous miseraBle quil Sont il veul Bien payyé a Sa mageste Ce quil leur sera ordonne.

Ci jauset dire a Samageste le santimant des maleureux Ces quil demandres la Supresion de lagaBel que les Celle soit commun oulaccé a unpri mediocre car onpeux dire que cest une alimant qui ne peux estre prodigué ni maimé faire un mauvès usage Les personne sant inductionent ne peuve croire comme on peux refuser au peuBlique un alimant qui est Cinesser au Corre heumen. Ci jauset dire a Samageste avec verite que nous avons des malleureux qui sont La moitié delanné sant pouvoir manché au cune soupe faute de Selle Et qui seret lamelieur deleur nouritur, ces ce qui les condui aun fausaunage de fausaunage au li Bertinage a une vi tout deregle Et qui fai que ses maleureux font untres mauves paint.

Ci jauset faire un detal a Sa majesté de lamiser de la dit parois paruntres mauves terrein qui est mal cultivé qui aute le gout de la culture Ce sont les dime terrage Et tant autre drois que nous somme auBliché de payer a nos seigneur qui Enporte tous le travalle des maleureux Il sont ci antré dans la miser Et cimal vetu quil sont ler De Sauvage il est Etonnan com il peuve payye les inpaux quil sont auBliché de payer.

les ter y sont dun cimauvès rapor que la par du meteyé

et cel dumaitre nes pas sufisant pour nourire les meteyer, les domaine y sont ci peux devaleur que lon Ensemans que trant a quarant Boisaux de Ble et tous Segle par meteri.

je peux dire quil nia au ceun fourage et que les Bois y sont Dun tres mauves rapor. Ci jauset represante avec preuve que nous avont des proprieter qui ont aBandonne leur domaine Et laise tonBe les Batimant a ruine tant parapor au inpaux que au peux de revenu quil santire Et dautre qui dunmeteri Enfont un Bordri qui fay que parti des Bien y sont plus a charge que profitable. Et tous les Bestiau y sont dune tres mauves nature... je peux faire opservé que nous avont deux forge a faire qui vien cherche les mine dans la parois qui font un grant dega par les mullet de voiture car on peux dire quil font manche les pacage et cantite de Blé qui cause de grant dispeute. Nous sommenasé tous les joure — menase par les maleureux du feux ou de la caceu. Ce nes pas que nous voulont refusé demaine au Seigneur a qui apartien les forge mes le peuBlique demandret que les Maistre des forges fur responsaBle des damage Et accident qui pouret Enresulté.

fauconneau Sendique Denuret le ferron

La fragnot, L. Geoffrion.

POULIGNY

Paroisse : Saint-Pierre (1).

Notification : 27 Février 1789.

Huissier Royal : André Bottard.

Procès-Verbal d'assemblée : 1^{er} Mars 1789.

Président : Pierre Génitour Busson-Delage, avocat en Parlement, « faisant les fonctions de juge de la haute justice de la Mitandière et des Tessonnières réunis en la dite paroisse ».

Syndic : Jean Besnoit.

Députés : Louis-François Fontenettes de Ruffect (2), bourgeois ; Jean Besnoit ; Jean Chapu ; Silvain Aubier, Antoine Cadon, laboureurs.

Feux : 432.

CAHIER

des plaintes, doléances demandes et remontrances des habitants de la paroisse de Saint pierre de Poulligny diocèse de Bourges.

Les ... dicts habitants de la paroisse pénétrés dela plus vive reconnaissance de ce que Sa Majesté a bien voulu les faire assembler pour lui faire connaitre leur vœu et leurs doléances pour la réforme des abus en tous gens et de le prévenir par de bons et solides moyens qui assurent la

(1) A.-F. AUDE, *Monographie de Poulligny-Saint-Pierre*, Paris, Jouve et Cie, 1925.

(2) Sans doute l'Elu du Blanc (cf. note p. 26).

félicité publique en n'avons rédigés leur cahier ainsy qu'il suit en conformité des lettres de convocation de Sa majesté, du réglement y annexés du vingt quatre janvier dernier et de l'ordonnance de M^r le lieutenant général de chateauroux du 3 février aussi dernier.

Les dits habitants demandes très humblement aux Etats-Généraux qui doivent commencer à Versailles le vingt sept avril prochain, que les voix des députés soit comptées par tête et non par ordre

Que les mêmes états généraux soient assemblés par la suite au temps déterminé par les dits Etats.

Que tout impôt soit imposé sans distinction sur toutes les propriétés des personnes de tous les ordres et en proportion de leur produit, et que les personnes qui n'auront point de propriété ou dont la propriété ne compose pas leur fortune soient imposées relativement à l'Etat qu'ils tiendront à son aisance autant qu'elle sera connue

Qu'aucune partie de leur propriété ne puisse leur être enlevée par des impôts s'ils n'ont été préalablement consentis par les Etats généraux du royaume composés ainsi que le veut la raison et la voix des députés librement élus par les habitants de tous les lieux du royaume sans aucune exception et chargés de leur pouvoir.

Que suivant les instructions du roy manifestées dans le résultat de son Conseil au vingt sept décembre mil sept cent quatre vingt huit. Les ministres soient à L'avenir responsables de l'employ de toutes les mesures levées sur le peuple

Qu'atendu que les impôts non consentis n'ons étés payés Jusquicy que par la crainte de l'emprisonnement arbitraire. Les d. habitants ne puissens être emprisonnés pour autre motif que en vertu des Lois (droits) du royaume.

Que la gabelle qui entretient une guerre civile entre les sujets de sa Majesté les entrennes par lappas du guin à contrevenir à ses ordres et par là les Expose à la perte de leur liberté à gemir dans les fers, et trop souvent à mourir dans l'infâmie, qui enlève enfin une multitude de bras à la griculture et au commerce, soit detruite et abolie pour jamais que le remplacement de cet impot désastreux porte le nom de sa naissance déclarant les d. habitants qu'ils renoncent volontiers pour cela aux avantages du pays rédimés qu'ils habitent mais sans cela qu'ils soient maintenus dans cet avantage et ainsi des autres privilèges ou indemnités qui leurs sont communs, avec la province de poitou.

Que si Les Justices subalternes n'étaient pas supprimées que le Juge réside sur le Lieu et qu'il soit fait un arrondissement des différentes justices dont relève lad. paroisse. icy il y en adix qui ne connaissent pas leurs limites ; il n'en est que deux Exerçantes dans la paroisse et qui tiennent leurs audiances à peine tous les trois mois il est inutile d'En marquer icy les inconvenients.

Que les affaires des gens de la campagne Cultivant les terres par leurs mains entre eux ou avec leurs maitres soient sommaires et jugées à bref d'elay.

Que la solidité des rentes seigneuriales soient eteinte et que les tenanciers en puissent faire le remboursement à quel denier les Etats généraux le jugeront à propos à la reserve du deniers de cens.

Que les seigneurs se fasse rendre tous des vingt ans des déclarations nouvelles des tenues par non tenants et aboutissants.

Ces deux derniers articles coupe la racine des trois quarts des procès et surtout dans la campagne.

Que le code criminel soit adouci.

Que les lois civiles soient simplifiées la procédure abrégée, que la forme n'En emporte pas le fond, que les frais en soient diminués et le temps des Jugements fixé.

Que les personnes du tiers Etat qui possèdent des fiefs ne soient obligées qu'à payer une année du revenu desd. fiefs tous les trente ans et à chaque mutation en collatérale seulement. que les dix sous pour Livré qui y ont été joints et qui à toutes les mutations autour les vingt ans le font monter à une année et demie soit supprimé comme contraire aux Edits qui ont établi led. droit ayant fixé à une du revenu seulement

Que les Lettres de ratification qu'obtiennent les acquéreurs en vertu de l'Edit de 1771 portant création des conservateurs des hypothèques ne purgent point les rentes foncières comme tenant lieu de la propriété du fond.

Que la Bannalité des moulins soit éteinte absolument

Que tous les propriétaires soient taxés dans tous les lieux où ils possèdent au prorata de leur propriété.

Qu'il n'y ait dans le royaume qu'un seul poid, une seule mesure et une seule coutume.

Que les provinces soient mises en état tels que aux du dauphiné.

Qu'il y ait dans toutes les villes seigneuriales un juge de police autre que le Juge du lieu et le procureur fiscal.

Que les lois de l'Eglise qui établissent la portion des pauvres et des Eglises dans les biens ecclésiastiques soient exécutées.

Que l'on puisse donner aux pauvres des rentes constituées ou foncières sans frais considérables aux domaines.

Que la Jurisdiction des traites foraines soit supprimée et que la perception des droits soit renvoyée au frontière.

Qu'il soit édifié un pont sur la rivière de Creuze dans la Ville du Blanc pour la communication des *deux villes* qu'elle sépare pour le Bien Général du commerce.

Que les réformes provenant des impôts soient portées à la caisse de la province directement et sans passer par des mains intermédiaires.

Si ces graces Nous sont accordée par les Etats généraux nous serons à Janvier heureux et nous vouons au meilleur des rois et aux representans digne de la confiance de la nation des sentiment aussy durable d'amour de respect et de reconnaissances.

Guillaume Aubier, S Rigollet,
Brunet, estienne Barois, Jean Fleury,
Berthommier, J. Benoist, Berton, f. Berthommier
Silvain Blanchard, Cadon, J. Blanchard,
Mordelet, Gabillon, Pierre Riquermacque,
Jean Guidault, Busson Delage.

[paraphé *ne varietur*]

ROSNAY.

Paroisse : Saint-André.

Notification : 28 Février 1789.

Huissier Royal : André Bottard.

Procès-Verbal d'assemblée : 5 Mars 1789.

Président : Antoine-Jérôme Delacoux-Marivault, « Seigneur de Nervault, de la Borderie et de Bousay, avocat en Parlement, Sénéchal, Juge ordinaire des châtellenie du Bouchet Migné et Dadé, membre de la duché pairie de Mortemart ne faisant avec laditte duché Pairie qu'une même justice et seigneurie. Conformément au lestre patente du Roy duement au maulogué et enregistré au Parlement ».

Députés : Louis la Porte, marchand ; Louis Poupignon, syndic.

Feux : 175.

CAHIER

de Plainte doléance et de remontrance redigé Par les habitants de La paroisse de St André de rosnay diocesse de Bourge gouvernement de poitou Baillage de Chateauroux ayant Eté demanbré De la senechaussée de Montmorillon presidial de poitiers En Execution de la Lettre de convocation du roy du 24 Janvier dernier et du reglement de Sa Majesté annexée En Lassemblée tenue par les dits habitants au lieu tenu a la maniere acoutumée Ce jourduy 5 Mars 1789 dix heure du matin

Les Dits habitants qui scavent que Lors de la redaction de la coutume de poitou monsieur de rochechouard sei-

gneur de cette paroisse comparu au procès verbal de la ditte redaction et Etablir que les terres du Bouchet, Migné et dadé situé paroisse de douadic, pouligniy, Lingé, rosnay et Migné avoient toujours Eté regis et gouverné par Les Lois et usage des poitevins que depuis la ditte redaction La ditte terre et paroisse de douadic, pouligny, Lingé, rosnay et Migné ont toujours Eté regis par La coutume de poitou Ont dit quetant sous Le gouvernement et faisant Essentiellement partie de la province de poitou puisqu'il jouissent avec ladicte province de lafranchissement de Limpot de la Gabelle ils ne peuvent et doivent portés Leurs vœux aux Estats généraux qu'avec La province de poitou et ne reconnaître pour Eux de représentant Legitime aux Etats généraux que Les représentant qui auront Eté Envoyé pour la province de poictou et chargé par tous Les Electeurs de ladicte province d'un pouvoir spécial pour deffendre et soutenir Les privilèges immunités et Exemption dont Le poitou a Le droit de grenier.

Les dits habitans s'étant Expliqué pour qu'ils soient conservé au poitou demandent instament et sollicitent que sil, il est formé un Estat provincial En poistou Ledit Estat provincial ait pour district toute Letendue du gouvernement de poitou et tout le payie regit par la Coutume de poitou a l'effet que les terres du Bouché Migné, dadé et des paroisse cy dessus dénommées fasse avec la ville du Blanc et Les paroisses voisinnes de la ditte ville un arrondissement pour le dit Estat provincial. En ce qui concerne Les Bezoins de L'Estat La reforme des abus Le rétablissement d'un ordre fixe et durable dans toutte Les partie de L'administration Et la prospérité general du Royaume

Les dits habitants declarent quil s'En raportent sur la demandes affaire sur tout les objets important aux Caïer

qui sera redigé par les députés du tiers Etat assemblés à poitiers En vertu de La Lettre de convocation de Sa Majesté du Vingt quatre Janvier dernier donnant Les dits habitant des apresent Leur adhesion audit Cayer comme sil Eut Eté discuté et redigé En leur presence

Les Dits habitant comparoisteront par leur députés sur l'assignation qui leur a Eté donnée par L'Exploit de Botard Le jeune huissier Le 28 fr dernier a La requette de M. Le procureur du roy du Baillage de Chateauroux a L'assemblée du tiers Etat devant M^r Le Lieutenant general dudit Baillage. Mais ils observent que si La province du Berry avoit des Demandes a former contraires a celles qui seront formé par le tiers Etat En poitou ils ne pourront y aderer. Les dits habitants suppliant actuellement Pour Leur interest personnel font les demandes qui suivent a Lassemblée qui sera tenue a Châteauroux :

Primo. ils sollicitent La diminution des impots auxquels ils sont assugetis et demandent que La taille, les impositions accessoires et Les Contributions pour les chemains soit Egallement suportés par Le Noble, L'eclesiastique et Le roturier aproportion de ce que chacun possède En sorte quil ny ait à Lavenir aucune Exemption pecuniaire Entre Les differents Estats.

Secondo. ils demandent et sollicitent pour faciliter leur Commerce En Bestiaux et poisson qu'il soit construit deux ponts L'un sur la rivière de Creuse au blanc Lautre sur la rivière de Vienne a Chauvigny

Tertio. Que Les droits de Control soit simplifié pour que Les notaire et Les partie sachent presisement Le droit qui sera persu sur chaque contrat ou acte.

Quarto. Que Les chemains de La paroisse soit reparé et rendu solide.

Quinto. Que Les rentes foncières qui sont stipulées inna-

mortissable puissent Estre amorties par ceux qui Les doivent à ceux à qui Elles sont dûes, au prix principal des dites Rentes.

6° Que ceux desdits habitants dont Les propriétés sont grevées de rente seigneuriale de terrage et disme soit quant ils Le voudront dechargé desdist devoir En vers Les dits seigneurs tant Laiques quEquelesiastique En payant a prix d'argent et a dire dexpert La somme pour les quels Les dites rente terrage et dimes auront Eté Estimés valoir En fond.

Septio — Qu'il ne puissent y avoir dans tout Le royaume qu'un même poit et une même mesure

Octavo Que si il Est indispensable de substistuer La milice, La province fasse un font En argent pour que chaque année Les hommes dont sa Majesté aura besoin pour que ses troupes soit Completté Soit achetté et fournis par la Province.

fait et aresté unanimement Par tous Les dits habitans assemblés Les dits jours et an... Le present Cayer a Eté signée par ceux qui scavent signer

Poupignon des Bour, Sindic, H..., Louis Laporte,
Courault, Bernard, Blondeau, Porcheron,
Gillet, H..., Brault.

paraphé *ne varietur* par nous Antoine Jerome Delacoux Marivaux Seigneur de Nervaux la borderie et de bossé, avocat en parlement Senechal juge ordinaire civil et Criminel des terres et Châtelenie du bouché Migné et dadé membre de la duché pairie de Mortemart ne faisant avec la ditte duché pairie qu'une même seigneurie et justice (au désir) de notre procès verbal de ce jour à rosnay ce cinq mars mil sept Cent quatre vingt neuf.

Delacoux Marivaux.

RUFFEC-ALPINIEN

Paroisse : Saint-Alpinien.

Notification : 26 Février 1789.

Huissier Royal : André Bottard.

Procès-verbal d'assemblée : 5 Mars 1789.

Président : Etienne Bernard, bailli, juge ordinaire civil et criminel en la prévôté de Ruffec.

Syndic : Pierre Mesnard.

Députés : Bernard Bailly, Vezien de forges.

Feux : 114.

CAHIER

rédigé par les habitants de la Paroisse de Saint Alpinien et Ruffec pour faire parvenir aux Etats Généraux qui doivent s'assembler à Versailles le 27 avril, leurs vœux et leurs remontrances.

Lesdits habitants considérant que le Roi par son Règlement pour...

[Première partie, voir cahier de Lingé]

Expriment leurs vœux pour les interets du roi et de la nation et pour leurs interets personnels par les demandes qui suivent :

Vœux des dits habitants pour les Interêts du Roi et de la nation.

1° Les dits habitants assemblés déclarent se Reférer pour

Leurs vœux Généraux a ceux de la Province de Poitou Et a ceux De La province De Berry.

2° Que les Etats Généraux qui doivent s'assembler à Versailles le 27 avril prochain soient Libres et sans contrainte, que tous les députés qui y seront Envoyés par une Election Légale De toutes Les villes Et paroisses du Royaume opinent par teste et non par ordre,

3° Qu'il y soit Déterminé que les mêmes Etats Généraux s'assembleront tous les 5 a 6 ans Dans la meilleure forme que les Etats prochains aviseront.

4° Que La province du Berry soit mise En province d'Etat et Régie sur les mêmes principes que les autres villes du Royaume ou seront Etablis des Etats Généraux, et qu'il soit Etably dans les villes du second ordre des Etats particuliers qui correspondront avec Les Etats Généraux de leur province.

5° Que tout impôt soit Reparty Egallement sur tous les sujets du Roy sans distinction D'ordre proportionnément aux Biens facultés et Industrie De chacun.

6° Qu'il ne puisse a lavenir Etre Etably aucun impôt ny fait aucune taxe sans Le consentement de la nation duement Représentée par ses députés Légalement Et librement Elus.

7° Que les ministres du Roy et ceux qui auront La charge des finances soient Garants Et Responsables a la Nation de leur administration Et Employ.

8° Que L'impôt désastreux de la Gabelle soit aboly Et Remplacé pour ce qui Rentre net Dans les Coffres du Roy par une subvention qui sera supportée Egallement par toutes les provinces sujetes audit impôt, sans que Les parties de cette paroisse qui sont de la province de poitou (pays Redimé) puissent y Etre assujettis, lesquelles par-

ties de la province de poitou sont le Bourg de Saint Alpinien de Ruffecq, les maisons voisines Lafont, les métairies qui dépendent de la Dite seigneurie de lafont, Le village de Sevolle, Lepineau, Le village de la Roüere, le village D'andienne, le village de la poiriere La métairie du Riau, pelchavant, La Musardiére et les chateaux de peulorge, Les minés, Le Cloud et L'emplacement de L'ancien chateau de la place. »

9° Déclarent les dits habitans pour ceux qui sont De la province de poitou Le conserver dans Les Droits Et privilèges de la province de poitou et derogent quant a ce a L'article 7 du cahier des doléances de la paroisse de St Genitour de La ville du Blanc, pour dans tous les cas jouir des droits Et privilèges de la dite province de poitou.

10° Qu'il soit Etably un siège Royal En la ville du Blanc comme chef Lieu de leur paroisse Et Election ou toutes les affaires desdits habitans seront portées, Et des parlements dans les villes Capitales.

11° Qu'il soit Etably dans le Bourg de leur paroisse un officier de justice pour veiller à la sureté commune des habitans de toute La paroisse lequel sera indépendant des seigneurs Et n'aura a Rendre compte de sa conduite qu'aux juges supérieurs.

12° Que les ordonnances civiles Et criminelles ainsi que celles des Eaux Et forêts soient Recües et Rectifiées En ce quelles ont de défectueux ou de trop Rigoureux, que les formes de la procédure soient simplifiées Et le temps des jugements des procès limités, qu'enfin il soit Rendü un sage Réglement qui fixe invariablement Les Régles Et Les formes avantageuses de la procédure.

13° Que les droits de francs fiefs soient abolis comme

Etant un droit distinctif des ordres Et qui ne tend qu'à humilier le tiers.

14° Que toutes les Banalités Et contraintes aux fours Et moulins soient Eteintes et que La Rétribution des meusniers Etourniers soient acquittées En argent Et non En nature seul moyen de Remedier aux fraudes et abus.

15° Que chaque propriétaire soit imposé dans tous les lieux de la situation de ses biens et qu'il soit avisé aux mesures a prendre pour faire contribuer le commerce et L'industrie de tous Et chacuns les sujets aux charges de L'Etat.

16° Que les droits des traites foraines soient abolis dans L'intérieur du Royaume Et que Les droits sur les objets qui En seront jugés susceptibles soient percus aux frontières,

17° Qu'il soit Etably En cette paroisse un Bureau De charité où les Infirmes et les vieillards qui ne peuvent plus se procurer par Leurs bras les secours nécessaires puissent y trouver leurs subsistance Et qu'a cette fin il soit ordonné que les biens Ecclesiastiques contribueront à cet Etablissement conformément aux Loix de L'Eglise qui fixe la portion des pauvres sur les dits Biens.

18° Qu'il soit donné un Revenu suffisant aux curés et vicaires perpetuels pour vivre conformément a la dignité de leur Etat et qu'ils ne persoivent plus à l'avenir aucune Retribution pour les Baptêmes, mariages et sépulture.

19° Qu'il soit Reconstruit un pont sur la Rivière de Creuse dans la ville du Blanc tant pour l'avantage de leur paroisse que pour celui du commerce et du public et pour la facilité de la grande Route de Blois a La Rochelle, de bourges a poitiers et autres villes et Lieux circonvoisins Et pour L'approvisionnement de la ville de paris Des gros

Bestiaux qui se tirent de la province Du limousin du perigort de la St Onge et aultres Lieux voisins.

20° Qu'il soit pris par les Etats généraux Les plus sures précautions pour prévenir Dorénavant toutes vexations de la part Des préposés a la levée des impôts et que L'argent qui en proviendra soit versé Directement dans la Caisse de la province sans passer par des mains intermédiaires.

21° Que leur paroisse Etant divisée par la Riviere de Creuse, ils demandent qu'il soit pris En considération par les Etats généraux Le Besoins qu'ils ont pour la partie qui Est du côté de la Rivière opposé a L'Eglise Et au presbitère une succursale qui seroit desservie par un vicaire qui seroit donné à la dite paroisse et dont l'honoraire seroitourny aux frais du clergé.

22° Que les Eglises Et presbiteres de leur paroisse soient Etretenus aux frais du clergé.

23° Que le Bateau qui sert pour La communication desdits habitans et qui sert aussy aux Etrangers soit Entretenu et Servy Exactlyment tant de jour que de nuit sous les offres qu'ils font de payer les droits dus pour ledit passage ainsy qu'ils y sont assujettis.

24° Que les droits d'aydes soient supprimés et qu'ils soient substitués par un autre impôt Equivalent.

25° Que les Biens des gens de main morte des abbays et prieurés soient aliénés et Rentrent dans le commerce comme Les autres Biens du Royaume.

26° Que les places dans le clerge, dans le militaire dans la magistrature et Cours Supérieures puissent Etre Remplies Egallement par des personnes du tiers Etat comme par ceux des deux autres ordres.

27° Que les offices de jurés priseurs vendeurs de Biens

meubles soient supprimés En ce que L'Exercice de ces offices Est très onéreux au public.

tels sont les vœux et demandes des dits habitans de cette paroisse de Ruffecq que leurs députés feront valloir En L'assemblée de Châteauroux et celle de Bourges qui se tiendra le seize du présent soit par Eux même ou par ceux qu'ils auront Elus et tous ceux des dits habitans qui scavent signer ont signés :

Vesien desforges, Bigot, Prunget, françois Brunet

Camus, rené tété, Jean frémy, Prunget,

B..., Bernard et Royer commis greffier.

SAINT NAZAIRE. (1)

Notification : néant.

Procès-verbal d'assemblée : 6 Mars 1789.

Président : Louis-Edmond Collin de Souvigny, avocat en Parlement, procureur en l'élection du Blanc, faisant pour la vacance de l'office de Sénéchal de la Justice châteltenie de la Commanderie de St-Nazaire.

Députés : François Boursier, bourgeois ; François Bonneau, laboureur.

Feux : 90.

CAHIER

des demandes plaintes et doléances des habitants de la paroisse de Saint Nazaire, diocèse et généralité de Bourges.

Lesdits habitants, pénétrés de la plus juste reconnoissance pour la bonté du roi qui veut bien leur permettre de s'assembler pour lui exprimer leurs vœux et aviser aux meilleurs moyens de remédier aux abus qui se sont glissés dans les différentes parties de l'administration, ont en conformité des lettres de convocation de sa Majesté du règlement qui y est annexé, et de l'ordonnance de Monsieur le lieutenant général du bailliage de Chateauroux en date du 23 février dernier, procédé a leursdites demandes, plaintes et doléances, ainsi qu'il suit :

(1) Bois-Brion (an II) canton de Bélâbre, réuni à Oulches le 24 Mai 1821. (Arch. Dep. Indre. Q. p. 92)

1° Que les députés aux Etats généraux opinent par tête et non par ordre.

2° Qu'il soit fait une charte qui constitue de la manière la plus formelle les droits du roi et ceux de la nation.

3° Qu'il soit déterminé qu'il sera tenu des états généraux à des époques fixes et dans toutes les circonstances où les besoins de l'état l'exigeront.

4° Que tout impôt distinctif des ordres soit supprimé et que ceux qui seront arrêtés par lesdits états généraux soit supporté indistinctement par tous les sujets du roi, proportionnellement aux biens et facultés de chacun.

5° Qu'il ne puisse à l'avenir être levé aucun subside s'il n'a préalablement été consenti par la Nation dûment représentée par des Députés qu'elle aura librement élus.

6° Que les ministres du Roi et ceux qui auront la garde des Finances soient responsables à la Nation de leur administration et de l'emploi des fonds.

7° Que l'impôt désastreux de la gabelle soit aboli et remplacé en un impôt qui sera également supporté par toutes les provinces du Royaume sans avoir égard aux droits, privilèges et rachat dont quelques unes pourroient se prévaloir, déclarant lesdits habitans qu'ils renoncent en ce cas au privilège de franchise résultant du rachat de la province de Poitou dont ils font partie ; et dans lequel néanmoins ils veulent être maintenus si de trop puissantes considérations ou les dettes actuelles de l'Etat diffèrent et éloignent la suppression de la Gabelle.

8° Que les Juridictions Seigneuriales soient supprimées ou qu'au moins il y ait dans chaque Bourg un officier de Police résidant pour maintenir le bon ordre, régler les différends des habitans amiablement et sans frais que cet

officier n'ait à rendre compte de sa conduite qu'au Juge royal le plus prochain.

9° Que les Ordonnances civiles et criminelles ainsi que celles des eaux et forêts soient rectifiées en ce qu'elles ont de defectueux ou de trop rigoureux que la procédure soit simplifiée et le temps du Jugement des procès limité qu'enfin il soit fait un sage règlement pour fixer invariablement les droits des Juges, Procureurs et Huissiers.

10° Que les droits de francs fiefs, impots distinctifs des ordres, et qui ne tend qu'à humilier le tiers soient supprimés.

11° Que toutes les Bannalités des moulins et fours soient éteintes et que la rétribution des meuniers et fourniers soient acquittée en argent et non en nature seul moyen de parer aux abus et fraudes.

12° Que chaque propriétaire soit imposé dans tous les lieux de la situation de ses biens et que l'on avise aux moyens de faire contribuer le Commerce et l'industrie aux Charges de l'Etat.

13° Que les Droits de Traités de province à province soient abolis et portés aux frontières du Royaume sur les marchandises qui en seront jugés susceptibles.

14° Qu'au lieu et place de l'administration actuelle de la province du Berri cette province soit mise en état sur les principes de celle du Dauphiné.

15° Que la portion congrue du curé de cette paroisse soit portée à la somme de mille livres pour qu'il puisse vivre conformément à la dignité de son état et remplir gratuitement toutes les fonctions du ministère.

16° Que les lois qui attribuent une portion des biens ecclésiastiques aux pauvres soient mis en vigueur et que le Seigneur Commandeur de cette paroisse soit tenu de

concourir avec les autres propriétaires à la subsistance des vieillards et des infirmes.

17° Qu'il soit reconstruit un pont sur la rivière de Creuse pour la communication des *deux villes* du Blanc qu'elle sépare et pour l'intérêt général de plusieurs paroisses circonvoisines.

18° Enfin qu'il soit pris les mesures les plus justes pour prévenir toutes vexations de la part des préposés à la levée des impôts qui seront consentis et qu'il soit directement versés à la caisse de la province sans passer par des mains intermédiaires.

Tels sont les vœux que forment les habitants de la dite paroisse de St Nazaire, s'ils sont accueillis favorablement ils en rendront d'éternelles grâces au meilleur des Rois et à l'immortel Ministre qui partage ses sollicitudes paternelles et ses travaux.

Signé : Bourciere, Collin de Souvigny.

B. — SENECHAUSSEE DE MONTMORILLON. (1)

AINGT : 27 Février 1789, Notification de la convocation aux Etats Généraux par exploit de Bonnin, *huissier royal*, au *syndic* de la paroisse ; Procès-verbal d'*assemblée* du 3 Mars ; Députés : Charles Gautier, Pierre Remerain. 120 Feux (2).

ANTIGNY (N.-D.) : 24 Février, exploit de Bonnin ; P.V. du 8 Mars ; Députés : Fleurent Chatenet, Silvin Genet, Silvin Brejonneau. 84 Feux.

AZERABLES : 28 Février, exploit de Brissaud ; P.V. du 5 Mars ; Députés : Pierre Aloncle, Silvain Patureaux, Silvain Grandpré. 300 Feux.

BAUNEUIL : 24 Février, exploit d'Auclair ; P.V. du 7 Mars ; Députés : Jean Pittoux, Silvain Aucay. 50 Feux.

BEAULIEU : 27 Février, exploit de Maréchal ; Député : François Daviel. 45 Feux.

BÉLLABRE : 27 Février, exploit d'Auclair ; P.V. du 3 Mars ; Députés : Jean Perisse, François Aumerle. 137 Feux.

BÉTHINES (St-Pierre de) : 24 Février, exploit de Bonnin ; P.V. du 5 Mars ; Députés : Jean de May, Laurent-Pierre Ducellier, François Joyeux ; 145 Feux.

CHAILLAC (le bourg de) : 25 Février, exploit d'Auclair ;

(1) P.V. de l'assemblée préliminaire du Tiers Etat ; A.N. B. III 124

(2) D'après le P.V. ou « l'Etat » du nombre des Feux établi à la demande du Garde des Sceaux, par lettres aux syndics et curés, en mars-avril 1789. A.N. B. III 124, p. 328 et ss.

P.V. du 1^{er} Mars ; Députés : Baptiste Jolivet, Miault, Silvain des Coutures, J.-B. Losellier, Pierre-Nicolas Dubreuil. 400 Feux.

CHALAIS : 28 Février, exploit d'Auclair ; P.V. du 6 Mars ; Députés : Jean Perisse, François Aumerle. 127 Feux.

CHAMBORAND (3) : 26 Février, exploit de Jouanet ; P.V. du 6 Mars ; Députés : Leonard Jaunnet, d'autre n'ayant voulu accepter. 112 Feux.

CHATEAU-GUILLAUME (4) (St-Martial de) : 28 Février, exploit d'Auclair ; P.V. du 5 Mars ; Députés : Gabriel Pinault, Silvain Marde. 50 Feux.

CONCREMIER : 26 Février, exploit de Bonnin ; Députés : Joseph Courtoix, Pierre Coullaud. 200 Feux.

COLLONGES : 24 Février, exploit d'Auclair ; P.V. du 5 Mars ; Députés : J.-B. Le Noir, René Aubrau. 110 Feux.

CROMAC : 24 Février, exploit de Naude ; P.V. du 1^{er} Mars ; Députés : Claude Aubrun, Silvain au Petit. 175 Feux.

DUNET : 27 Février, exploit d'Auclair ; P.V. du 1^{er} Mars ; Député : Michel Duparc.

FONTCOMBAULT : 27 Février, exploit de Dromain ; P.V. du 1^{er} Mars ; Députés : Guy Dion, Jacques Giberthon. 60 Feux.

FROMENTAL : 27 Février, exploit de Mariot ; P.V. du 5 Mars ; Députés : Augustin Toureau, Busson de Lage. 194 Feux.

(3) Comparait à Bellac ; Députés : Jean Crouzaud de la Touche, avocat. Antoine Vincendon, Bourgeois. (P.V. de Bellac).

(4) Chateau fortifié, hameau, C^{en} de Bélâbre, Indre.

ST-PIERRE DE FURSAC : 28 Février, exploit de Deslinière ;
P.V. du 4 Mars ; Députés : André Savy de Touconaguay,
Michel Bornier.

INGRANDES (N.-D.) : 24 Février, exploit de Bonnin ; P.V.
du 8 Mars ; Députés : Martial Lemoine, Claude Thomas
de Lerpinière. 80 Feux.

JOVARD, JAUVAC, JAUVARD : 28 Février, exploit d'Auclair ;
Députés : Silvain Bloux, André Caillaux. 100 Feux.

JOUAC : 23 Février, exploit de Naude ; P.V. du 6 Mars ;
Députés : Jean Duplaud, Léonard Mayaud. 100 Feux.

LA BUXIÈRE-RAPPY (5) : 27 Février, exploit de Mariot ;
P.V. du 5 Mars ; Députés : Léonard Pecqueux, Jean
Toulloux. 32 Feux.

LUREUIL (la ville de) : 27 Février, exploit de Dromain ;
P.V. du 7 Mars ; Députés : François Villeret de la
Motte, Alexi Michau. 132 Feux.

MONT ST-SAVIN (St-Vincent du) : 25 Février, exploit de
Dromain ; P.V. du 1^{er} Mars ; Députés : François Bou-
lette, Antoine-François Pennetier de la Minière. 62 Feux.

L'ENCLAVE DE DARNAC-LA-POSTE : 24 Février, exploit de
Mariot ; P.V. du 1^{er} Mars ; Députés : Mathurin du
Royer, Pierre Clément. 84 Feux.

L'ENCLAVE DE CHATEAU-POINSAC : 27 Février, exploit de
Mariot ; P.V. du 4 Mars ; Députés : Pierre Perrigord,
Jacques Dupuy. 80 Feux.

(5) Fait défaut au Dorat, pour 55 Feux et deux députés ; P.V. du
Dorat.

LES CHÉZEAUX : 28 Février, exploit d'Auclair ; P.V. du 6 Mars ; Député : Mathias Aufort. 50 Feux.

LIGNAC : 27 Février, exploit d'Auclair ; P.V. du 7 Mars ; Députés : Louis Rochier, André Servenon. 149 Feux.

LUSSAC-LES-ÉGLISES (le bourg et le village de) : 28 Février, exploit d'Auclair ; P.V. du 4 Mars ; Députés : Louis Mathieu Ducoudray, Pierre Benoit, Louis Chareaux, Silvain André. 250 Feux.

MAILLAC : 24 Février, exploit de Naude ; P.V. du 2 Mars ; Députés : Jean Bonnet, Jacques Luquet.

MAUVIÈRES : 26 Février, exploit de Bonnin ; P.V. du 7 Mars ; Députés : Jean Chillonet, Jean Gautron. 100 Feux.

MORTEROLE : 27 Février, exploit de Mariot ; P.V. du 4 Mars ; Députés : François Rivault du Rivault, ancien gendarme, Jean-Baptiste Gaillard, notaire royal. 105 Feux.

MOUHET : 28 Février, exploit de Brissaud ; P.V. du 6 Mars ; Députés : Pierre Perrot, Gabriel Chatelut. 160 Feux.

MOUTIERS et VERNEUIL (6) : 23 Février, exploit d'Auclair ; P.V. du 6 Mars ; Députés : Jean Bouchaud, Antoine Massonneau. 67 Feux.

NAILLAC : 27 Février, exploit de Puygasotte ; P.V. du 1^{er} Mars ; Députés : Martial Dardanc, François Dairon. 65 Feux.

(6) Verneuil comparait au Dorat avec Thersanne pour 19 Feux et 2 députés ; P.V. du Dorat.

NAILLER (St-Hilaire de) : 24 Février, exploit de Dromain ;
P.V. du 8 Mars ; Députés : Jacques Reneault, Antoine
Texier. 114 Feux.

NESMES (St-Fiacre) (7) : 28 Février, exploit d'Auclair ;
P.V. du 14 Mars ; Député : Louis Thomas. 7 Feux.

ST-SAVIN (N.-D.) (La ville de) : 24 Février, exploit de
Dromain aux officiers municipaux ; P.V. du 6 Mars ;
Députés : Jacques-Pierre Savin Dorfond, Dr en médecine,
René le Large, notaire royal, Louis Jacques cuisinier,
Jacque Martin de la Fond, juge de la justice de
St-Savin. 291 Feux.

PAISAY-LE-SEC (St-Hilaire de) : 25 Février, exploit de
Dromain ; P.V. du 8 Mars ; Députés : Jean Pruneau,
Gabriel Bouniou. 120 Feux.

PARNAC (le bourg de) : 27 Février, exploit d'Auclair ;
P.V. du 4 Mars ; Députés : André Faussia de Chatre,
Gabriel de Louche de Boisremond. 250 Feux.

PREUILLY (la ville) : 27 Février, exploit de Dromain ;
P.V. du 1^{er} Mars ; Députés : Jean Fleury, Jacques
Remoudeau. 82 Feux.

SACIERGES (St-Martin) : 27 Février, exploit de Guillemet ;
P.V. du 1^{er} Mars ; Députés : Jean Valadoux, Jean
Guillerot. 160 Feux.

SAUZELLES : 26 Février, exploit de Dromain ; P.V. du 4
Mars ; Députés : Jean Aubier, Antoine Laurier. 125
Feux.

(7) Nepmes, hameau, C^{on} de Bélâbre, Indre.

ST-ACGNY : 25 Février, exploit de Bonnin ; P.V. du 2 Mars ;
Députés : René de Forge, Jacques de Pierrin. 80 Feux.

ST-BENOIT-DU-SAULT : 28 Février, exploit d'Auclair ; P.V.
du 4 Mars ; Députés : René du Brac, Autier et Charles
de la Fond. 250 Feux.

ST-GEORGES-DES-LANDES : 24 Février, exploit de Naude,
huissier audiencier ; P.V. du 1^{er} Mars ; Députés : Michel
du Plaue, Jean de la Fond. 119 Feux.

ST-GERMAIN-LES-ST-SAVIN : 24 Février, exploit de Dromain ;
P.V. du 1^{er} Mars ; Députés : Antoine Moreau, René
Boyard. 136 Feux.

ST-HILAIRE-DE-BENAIZE : 26 Février, exploit de Bonnin ;
Députés : Jean Rousseau, Silvain Bernard. 180 Feux.

ST-LÉGER DE LA FA-BRIDIEREIX (8) : 27 Février, exploit de
Puygasotte ; P.V. du 1^{er} Mars ; Députés : Guillaume
Guigaud, Simon Perot. 84 Feux.

ST-MARTIN-LE-MAUX : 24 Février, exploit d'Auclair ; P.V.
du 7 Mars ; Députés : Jean Jouvü, Léonard de Lhomme.
52 Feux.

ST-MAURICE : 28 Février, exploit de Delinière ; P.V. du
5 Mars ; Députés : André Jananet, André Marselet,
Mathurin Dubois. 218 Feux.

ST-PIERRE DE NOT (9) : 27 Février, exploit de Puygasotte ;
P.V. du 6 Mars ; Députés : Juluy Fort, Silvain Petit.
65 Feux.

(8) Commune de Saint Léger-Bridereix, Creuse.

(9) Commune de Noth, C^{en} de la Souterraine, Creuse.

ST-PRIEZ-LA-FEUILLE : 27 Février, exploit de Puygasotte ;
P.V. du 4 Mars ; Députés : Gabriel Gros, Pierre Lagrange,
syndic. 227 Feux.

ST-SULPICE-LES-FEUILLES : 24 Février, exploit de Mariot ;
P.V. du 1^{er} Mars ; Députés : Claude Dubrac, notaire
royal, René Bonnet, Jacques de Dupuy Ferat, notaire.
150 Feux.

TERSANNES (et INSAC) (10) : 26 Février, exploit d'Auclair ;
P.V. du 3 Mars ; Députés : Louis Coronet, Jean Boujon.
80 Feux.

THILLY : 24 Février, exploit d'Auclair ; P.V. du 6 Mars ;
Députés : Pierre Imbert et Jean Bienvenu. 107 Feux.

THOLET : 25 Février, exploit d'Auclair ; P.V. du 8 Mars ;
Députés : Philippe Servenon de Chambord, Louis Boues-
set, marchand. 80 Feux.

TOURNON (St-Martin) : 27 Février, exploit de Bonnin ;
P.V. du 1^{er} Mars ; Députés : Paul Lambayre, Antoine
Chiriaux, Pierre Chiriaux, Pierre Boireaux.

VAREILLE : 24 Février, exploit de Mariot ; P.V. du 1^{er} Mars ;
Députés : Etienne de Brac, Georges Augay. 150 Feux.

VOUHET (11) : 27 Février, exploit d'Auclair ; P.V. du 1^{er}
Mars ; Députés : Philippe Ladrou, Fleurand Maillasson.
26 Feux.

(10) Dinsac comparait au Dorat pour 79 Feux et 2 députés ; P.V.
du Dorat.

(11) Bas-Vouhet, hameau, commune de Dunet, C^{en} de St Benoît-
du-Sault.

C. — **SENECHAUSSEE ET COMTE DE POITOU.** (1)

ANGLE (St-Martin d') : Procès-verbal d'assemblée de paroisse du 4 Mars 1789 ; Députés : Pierre Doré, avocat et sénéchal, Pierre l'Héritier de Chezelle, notaire roïal, Jean Riou des Fosses, procureur fiscal, Pierre-André-Claude Riou, notaire roïal. 271 Feux.

CREMILLÉ (St-Pierre de) (2) : Procès-verbal du 2 Mars ; 2 Députés ; 50 Feux.

LA BUXIÈRE (St-Pierre de) : P.V. du 3 Mars ; 193 Feux ; a comparu avec Angle.

LURAI (N.-D.) : P.V. du 2 Mars ; 2 Députés.

MAILLÉ (St-Pierre) : P.V. du 2 Mars ; Députés : M^e François Fournet, avocat, le Sieur Jean-François Dousset chirurgien. 173 Feux.

MAILLÉ (St-Phelle) (3) : P.V. du 3 Mars ; Députés : les sieurs Silvain Auzanneau, Silvain Guillemain, Christophe des Touches. 300 Feux.

NÉONS-S/CREUSE (St-Vincent de) : P.V. du 2 Mars ; Députés : le sieur Pierre Giroult et François Serrein. 175 Feux.

(1) Procès verbal de l'assemblée préliminaire du Tiers Etat, publié par H. et P. BEAUCHET-FILLEAU, *Tiers Etat du Poitou en 1789*, p. 9 et suivantes.

(2) Hameau, C^{on} de Pleumartin.

(3) Actuellement, simple chapelle.

PLUMARTIN : P.V. du 3 Mars ; Députés : les sieurs Gabriel Fort, Leonard Courtaud et François Hennetaux.

VICQ-S/GARTEMPE (St-Léger de) : P.V. du 4 Mars ; Députés : Honoré Parent, Pierre Robin, François Le Clerc, Jean Robin. 306 Feux.

MÉRIGNY (St-Sulpice de) : « Voir Montmorillon ». Ne figure pas cependant au P.V. de Montmorillon.

PREUILLY-LA-VILLE : « Voir Montmorillon ».

SOURCES

I. — Manuscripts.

Cahiers de doléances des paroisses du Baillage de Châteauroux ; Archives de l'Indre, B.646.

Cahier du Tiers Etat du Baillage de Châteauroux ; Arch. Indre, B.646 (publié par le D^r Fauconneau-Dufresne).

Procès-verbal de l'assemblée préliminaire du Tiers Etat du Baillage secondaire de *Châteauroux*. Arch. Indre, B. 646.

Procès-verbal de l'assemblée préliminaire du Tiers Etat de la sénéchaussée de Montmorillon ; Archives Nationales, Ba 69.

Lettres et documents relatifs à cette assemblée ; Archives Nationales, Ba 69.

Transcription du Procès-verbal ; Archives Nationales, BIII 124.

Cahier du Tiers Etat de la Sénéchaussée de Montmorillon (fragments) ; Archives de la Vienne, Mélanges Bonsergent, carton 14, pièce 114.

Procès-verbal de l'assemblée particulière du Tiers Etat de la Sénéchaussée de *Limoges* (Haut-Limousin) et Saint-Yriex ; 17-21 Mars. A.N. Ba 47.

(1) E. HUBERT, *Inventaire...* p. 360, Résumé des cahiers du baillage.

Procès-verbal de l'assemblée préliminaire du Tiers Etat de la Sénéchaussée Principale du *Dorat* (Basse-Marche), 11-15 Mars. A.N. Ba 38 liasse 10.

Procès-verbal de l'assemblée préliminaire du Tiers Etat de la Sénéchaussée de *Bellac*, secondaire du *Dorat*, 11-15 Mars. A.N. Ba 38 liasse 10.

Procès-verbal de l'assemblée du Tiers de la Sénéchaussée de la Haute-Marche à *Guéret* (24 Mars). A.N. BIII 68.

Procès-verbal de la Sénéchaussée de *Châtellerault*, assemblée générale des trois ordres (16 Mars). A.N. BIII 46.

Pouillé du diocèse de Bourges, abbé Pierre Barbier, chanoine de Mezières-en-Brenne (1766) ; Arch. Indre.

Catalogue des villes, paroisses et collectes qui composent la généralité de Bourges avec indication des élections et subdélégations, dont elles dépendent ; « *patientia omnia vincit* », 1774, Arch. Indre.

Archives de la période révolutionnaire, Série L ; Arch. Indre.

Louis MALLET, *Histoire du Blanc*, 4 livres ; Archives privées de M. Aude, Bénavent, Indre.

II. — Imprimés. (1)

BERRY

Marcel BRUNEAU, *Les débuts de la Révolution dans les départements du Cher et de l'Indre* ; Hachette, 1901.

(1) On peut consulter la plupart de ces ouvrages à la Bibliothèque Nationale, ou aux Archives de l'Indre et de la Vienne.

- H. CHRÉTIEN, *Etudes d'Histoire locale* ; Châteauroux, Typographie A. Majesté, 1885.
- J. COUPAS, *Petite Histoire du Berry* ; Bourges, Imprimerie Centrale, 5, rue de l'Arsenal, 1891.
- DUPAIN-TRIEL J.-L.), *Atlas de la Généralité de Berry* ; Paris, rue des Noyers près St-Yves, 1781.
- D^r FAUCONNEAU-DUFRESNE, *Histoire de Déols et de Châteauroux*, tomes I et II ; Châteauroux, A. Nuret éditeur, 1873.
- Ch. GABILLAUD, *Le Berry historique* ; Paris, 1928.
- D^r GAUDON, *Histoire du Blanc* ; Châteauroux, Aupetit, 1868.
- abbé GIRARD, *Ruffec-le-Château* ; Châteauroux, Imprimerie Centrale, 1936.
- Abbé GUIDAULT, *Histoire du Blanc pendant la Révolution. Le Blanc*, Dupin, 1913.
- HUBERT (E.), *Dictionnaire historique, géographique et statistique de l'Indre* ; Châteauroux, 1889.
- HUBERT (E.), archiviste honoraire du département de l'Indre, *Inventaire des Archives Communales de Châteauroux*, 1938.
- de NICOLAY (N.), *Description générale du Païs et Duché de Berry et diocèse de Bourges*, l'an MDLXVII ; Châteauroux, Aupetit, 1883.
- THOMAS DE LA THOMASSIÈRE, *Histoire du Berry*, nouvelle édition, 1867 ; Bourges, Jollet fils.
- RAYNAL (Louis), *Histoire du Berry*, Tomes I (1844), II (1846), III et IV (1847) ; Bourges, Librairie de Vermeil.
- Notice sur le Blanc*, 20 Fructidor an 9 (Archives de l'Indre).

VOISIN (Pierre), *Guide archéologique de la ville du Blanc* (opuscule) ; *Les deux Municipalités du Blanc en 1790*, Imprimerie Jacquelin, Château-Gontier ; 20 p., 1929.

POITOU

BARDY (Gustave), *Electeurs de la noblesse en Poitou*, Poitiers, 1860.

H. et P. BEAUCHET-FILLEAU, *Tiers Etat du Poitou en 1789*, Fontenay-le-Comte, 1888.

P. BEAUCHET-FILLEAU, *Clergé du Poitou en 1789*, Fontenay-le-Comte, 1890.

H. BEAUCHET-FILLEAU, *Pouillé du diocèse de Poitiers et Niort*, 1868.

BEAUCHET-FILLEAU, *Nouvelles notes pour la bibliographie des Etats Généraux de 1789* ; *Revue de Poitou et Saintonge*, 1890.

BOISSONADE et LÉONCE CATHELINÉAU, *Cahiers de la Sénéchaussée de Civray* ; Niort, Imp. St-Denis, 1925 (Collection des Documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution Française).

H. COUTURIER, *La Préparation des Etats Généraux de 1789 en Poitou* ; Poitiers, 1909.

A. VEILLET, *Documents sur l'assemblée préliminaire des Etats Généraux de 1789* ; Pays d'Ouest, Fontenay-le-Comte, 1912.

J. VIGNAUD, *Le cahier de doléances de la paroisse de Jouhet en Poitou, en 1789* ; *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest* ; Poitiers, tome X, années 1934 et 1935.

Pouillé du diocèse de Poitiers, 1782 (Archives de la Vienne).

III. — Ouvrages généraux.

BRETTE (Armand), *Recueil des Documents relatifs à la convocation des Etats Généraux* ; Paris, 1894-1904 (Collection des Documents inédits de l'Histoire de France).

BRETTE (Armand), *Atlas des Baillages ou Juridictions assimillées ayant formé unité électorale en 1789, d'après les actes de convocation* (Planches : 7, 8, 9, 16, 17) ; Paris, 1904.

H. CAPITANT, La Thèse de Doctorat en Droit ; Dalloz, 1935.

CHAMPION (Edme), *La France d'après les Cahiers de 1789* ; A. Colin, 1897.

DUPONT-FERRIER, *Essai sur la géographie administrative des élections financières en France de 1356 à 1790* ; Annuaire-Bulletin de la Société d'Histoire de France, 2^e Partie, 1928.

DUPONT-FERRIER, *Etude sur les Institutions financières de la France*, tome I, *les élections* ; Paris, Didot, 1930.

EXPILLY (abbé), *Dictionnaire géographique, historique et politique des Gaules et de la France* ; Paris, 1762-1770.

HYSLOP (Béatrice), *Répertoire critique des Cahiers de doléances pour les Etats Généraux de 1789* ; Paris, Leroux, 1933 (Collection des Documents inédits sur l'Histoire de la Révolution).

LENOTRE, *la Vie à Paris pendant la Révolution*, « Revue des deux Mondes », Tome XXX, 1935.

G. LEPOINTE, *Petit Vocabulaire d'Histoire du Droit Français* ; Paris, Domat-Montchrestien, 1930.

MORNET (Daniel), *les Origines intellectuelles de la Révolution Française* ; Paris, A. Colin, 1933.

L. MADELIN, *la Contre Révolution* ; « Revue des deux Mondes », 15 Mars à 1^{er} Mai 1934.

A. ONOU, *Les élections de 1789 en France et les cahiers du Tiers Etat, en quoi ils expriment la véritable opinion du pays* ; 1908.

De la ROCQUE, *Catalogue des gentilshommes en 1789*, 2 Tomes, 1866.

SAUGRAIN, *le Nouveau Dénombrement du Royaume par généralités, élections, paroisses et feux* ; Paris, 1720 et 1735.

SÉE (Henri), *la Rédaction et la valeur historique des cahiers de 1789* ; 1910.

SÉE (Henri), *Cahiers de doléances de la Sénéchaussée de Rennes*.

YOUNG (Arthur), *Voyage en France en 1787, 1788, 1789*. Traduction complète et critique par H. SÉE ; 3 vol. Paris, A. Colin (« Les Classiques de la Révolution Française »).

ANNEXE

Principales Réunions des Etats Généraux

§ 1. — PRÉCÉDENTS

1188. — *Philippe Auguste* convoque une assemblée de vassaux laïques et ecclésiastiques afin de lever sur le clergé « la dime saladine » en vue de la Croisade.

1190. — *Philippe Auguste*, partant à la Croisade appelle sept bourgeois de Paris pour compléter son Conseil, pendant son absence.

1240. — *St Louis*.

1263. — *St Louis* demande avis aux bourgeois pour une Ordonnance sur les Monnaies.

§ 2. — ETATS

1302 (10 Avril). — PARIS — *Philippe le Bel* — Conflit avec le pape Boniface VIII au sujet de la levée directe par le roi de subsides sur le clergé.

1308. — PARIS.

1313. — Sur le fait des monnaies.

1314. — Subsides pour la guerre de Flandres.

1320. — *Philippe le Long*.

1321. — *Charles VI le Bel*.

1323. — Le roi demande avis sur l'unification des monnaies, poids et mesures ; Ordonnance royale.
1328. — PARIS. Sur le choix de Philippe de Valois, neveu de Philippe le Bel, de préférence à Edouard VII, roi d'Angleterre ; précédent à la règle de dévolution de la couronne, dite de la *Loi salique*.
1346. — *Jean le Bon* convoque deux assemblées simultanées des trois états de langues *d'oïl* et *d'oc*, pour la défense du Royaume contre les Anglais.
1347. — Promesse absolue d'aide au Roy après la bataille de Crécy (1346).
1355. — POITIERS. Etats de langue *d'oïl* ; ordonnance du 28 Décembre 1355 créant la *gabelle*.
- 1356 à 1358. — PARIS. Etats permanents, après la défaite de Poitiers (1356), pendant la captivité du roi Jean le Bon et la régence du dauphin Charles. A la faveur des tentatives insurrectionnelles d'Etienne Marcel, les Etats obtiennent des réformes constitutionnelles, la périodicité ; les aydes royales sont créées. La Jacquerie (1358).
1359. — PARIS — Le Régent Charles demande avis sur le traité de Londres (1359) ; la résistance aux Anglais est affirmée, d'où deuxième traité : Brétigny (1360).
1367. — CHARTRES — *Charles V le Sage* demande avis sur la suppression des « Grandes Compagnies » et sur les appels des nobles de Guyenne au Roi de France.
1369. — PARIS. La reprise de la guerre anglaise est décidée.
1413. — PARIS — *Charles VI le fou* — Emeutes à Paris, prise de la Bastille, massacres dans les prisons ; les Etats obtiennent l'ordonnance de Caboches sur le contrôle

du pouvoir royal. La guerre anglaise continue, défavorable ; en 1415, Azincourt et en 1420 honteux traité de Troyes.

1420. — Les Etats refusent d'approuver le Traité de Troyes ; avec *Jeanne d'Arc*, reprise victorieuse de la guerre (1429).

1439. — ORLÉANS — *Charles VII* — Le roi demande avis aux Etats sur les pourparlers de paix de Saint-Omer. L'ordonnance de Novembre 1439 crée les « Compagnies de l'Ordonnance » et rend la *taille permanente* au profit du roi seul.

1468. — TOURS — *Louis XI* convoque les Etats pour réprimer l'attitude des Princes du sang de la « Ligue du Bien Public » ; attitude ferme des Etats ; déclaration de l'inaliénabilité du domaine royal et projet de rédaction des coutumes.

1484. — TOURS (2^e) — *Charles VIII*, Régence d'Anne de Beaujeu — Le roi lève désormais les impôts existants sans autorisation des Etats.

1560. — ORLÉANS — *François II* — Après une longue période de prospérité, les querelles religieuses déterminent la convocation des Etats : l'échec nécessite une réunion de la noblesse et du tiers (1561) à Pontoise qui consent à augmenter les aides. Réunion simultanée du clergé à *Poissy*, « colloque » avec les protestants, puis signature du Contrat de Poissy avec le Roi (21 Octobre 1561) lui accordant appui et garanties financiers. Ordonnance du chancelier *Michel de l'Hopital*, de 1560 ; ordonnance de Roussillon (1563), de Moulins (1566). En 1562 les guerres de religion commencent.

1576. — BLOIS — *Henri III* — Les trois ordres sont unanimes sur la défense du catholicisme, formation de la « Sainte Ligue ». Ordonnance de Blois de 1579 (état civil).

1588. — BLOIS (2°). Refus des subsides demandés par le roi après l'assassinat du duc de Guise ; proclamation du principe de catholicité de la monarchie ; édit d'Union (Juillet 1588).

1593. — PARIS — « Etats de la Ligue », convoqués par le duc de Mayenne, après l'assassinat d'Henri III, pour désigner un nouveau Roi ; abjuration d'Henri de Navarre.

1614. — PARIS — *Louis XIII*, régence de Marie de Médicis — Code Michau.

En 1648, tentative de réunion des Etats et le 8 Octobre 1651 convocation des Etats demandée à la régente Anne d'Autriche par l'assemblée de l'ordre de la noblesse qui, après la « Fronde parlementaire », suscitait de vives inquiétudes à Mazarin.

1789 (2 Mai). — VERSAILLES — *Louis XVI*.

Vu, le 25 Mars 1939 :

Le Président de la thèse,

OLIVIER-MARTIN.

Vu :

Le Doyen,

G. RIPERT.

Vu et Permis d'Imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

A. ROUSSY.

TABLE DES NOMS DE PERSONNES

d'Aguesseau, 63. *Aloncle*, 132. *d'Amville*, 32. *André*, 135. *Arnoux*, 43, 80, 85, 86, 87. *Aubier*, 113, 117, 136. *Aubrau*, 133. *Aubrun*, 133. *Auçay*, 132. *Auclair*, 132 à 135, 138. *Aucler-Descôtes*, 27. *Aufort*, 135. *Aufrère*, 97. *Augier*, 35. *Auguay*, 138. *Aulard*, 33. *Aumerle*, 132, 133. *Aupetit*, 133. *Ausan*, 83. *Auzanneau*, 139.

Bailly, 122. *Barbarin*, 93, 97. *Barois*, 117. *Bazoges (Irland de)*, 25. *Beaucheton*, 27. *Beaujon*, 81. *Belleau*, 88, 93. *de Bengy de Puyvallée*, 26, 27. *Benoît*, 113, 135. *Bernard*, 44, 98, 105, 121, 122, 127, 137. *Berthommier*, 117. *Berton*, 117. *Bienvenu*, 138. *Bigot*, 127. *Blanchard*, 117. *Blondeau*, 121. *Bloux*, 134. *Boëry*, 27. *Boireaux*, 138. *Bonneau*, 128. *Boisrémond (de Louche de)*, 136. *Bonnet*, 135, 138. *Bonnin*, 72, 132, 135, 137, 138. *Bornier*, 134. *Bottard*, 86, 93, 98, 110, 113, 118, 122. *Bouchaud*, 87, 135. *Bouesset*, 138. *Boujon*, 138. *Boulette*, 134. *Bouniou*, 136. *Bourgeois*, 133. *Boursière*, 128. *Boyard*, 137. *de Brac*, 138. *Brault*, 121. *Brejonneau*, 132. *de Bridieu*, 20, 21. *Brissaud*, 132, 135. *Brunet*, 117, 127. *Busson-Delage (Dubuisson de Lage)*, 72, 113, 133.

Caboche, 35. *Cadou*, 113, 117. *Caillaux*, 134. *Cailleron*, 109. *Calonne*, 13, 65. *Camus*, 127. *Cartier*, 92. *Chabannaud*, 35. *Chabin*, 85. *Chambland*, 87. *de Chambord (Servenon)*, 138. *Champion*, 45. *Chaput*, 113. *Chareaux*, 135. *Chatelut*, 135. *Chatenet*, 132. *Chatillon*, 72. *de la Châtre*, 26. *Chillouet*, 135. *Chirioux*, 138. *Claveau*, 105. *Clément*, 134. *le Clerc*, 140.

Colbert, 63. *Collin*, 81. *Coullaud*, 133. *de la Cour*, 35. *Courault*, 121. *Coronnet*, 138. *Courtaud*, 140, *Courtoix*, 133. *dès Coutures*, 133.

Dairon, 135. *Delançon*, 81. *Damycoux*, 92. *Dardanc*, 135. *David*, 88, 92. *Daviel*, 132. *Dazat*, 35. *Delabrosse*, 88, 92. *Delacoux*, 92. *Delacoux-Marivault*, 44, 75, 106, 118. *Delinière*, 137. *Deslinière*, 134. *Destreilles*, 93, 97. *Dion*, 133. *Doré*, 139. *Dorfond*, 136. *Dousset*, 139. *Dromain*, 133, 134, 136. *Dubois*, 137. *du Brac*, 137. *Dubrac*, 138. *Dubrac de la Salle*, 72. *Dubreuil*, 133. *Ducellier*, 132. *Ducoudray*, 135. *Duparc*, 133. *Duplaud*, 134. *Dupuy*, 134. *Dupuy-Ferat*, 138. *Durand*, 98, 105. *Dusellier*, 35.

Epinasse, 92. *de l'Estang*, 35. *Expilly*, 60, 74.

Fauconneau, 59, 110. *Fauconneau-Dufresne*, 80, 84. *Faussia de Chatre*, 136. *Fleury*, 97, 117, 136. *de la Fond (Martin)*, 136, 137. *de Fontaines*, 21. *Fontenettes*, 31, 113. *de Forge*, 137. *Fort*, 137, 140. *Fournet*, 139. *Fragnot*, 110. *Frémy*, 127.

Gabillon, 117. *Gaigneau de Sainsoin*, 27. *Gaillard*, 135. *Gaillet*, 78. *Gastebois*, 73. *Gaudon de l'Héronière*, 25. *Gautier*, 132. *Gautron*, 135. *Genet*, 132. *Geoffrion*, 110. *Giberthon*, 133. *Giroult*, 139. *Grandpré*, 132. *Grangier*, 27. *Gros*, 138. *Guiault*, 109. *Guidault*, 117. *Guigaud*, 137. *Guillemain*, 105, 139. *Guillemet*, 136. *Guillerot*, 136. *Guillet*, 121.

Hennetaux, 140. *L'Héritier de Chézelle*, 139. *Heurtaut de Lamerville*, 27. *Hubert*, 81. *Hyslop*, 33.

Imbert, 138.

Jacques, 136. *Jallot*, 32. *Jananet*, 137. *Jary*, 110. *Jaunnet*, 133. *Jaurès*, 33. *Jolivet*, 133. *Jouannet*, 133. *Jouvu*, 137. *Joyeux*, 132.

Ladrou, 138. *Lagrange*, 138. *Lambayre*, 138. *Laminière* (*Collin de*), 42, 72. *de Lamoignon*, 13. *Laporte*, 121. *le Large*, 136. *Lardeau*, 80, 81, 87. *Laurier*, 136. *Leferre*, 81. *Legrand*, 27. *Lemaire*, 86, 92. *Lenotre*, 59. *de Lerpinière*, 134. *de Lhomme*, 137. *Loménie de Brienne*, 13, 65. *Losellier*, 133. *Luquet*, 135.

Maillasson, 138. *Marandon*, 85. *Marchand*, 87. *Marde*, 133. *Maréchal*, 132. *Mariot*, 133, 134, 135, 138. *Marselet*, 137. *Massoneau*, 134. *Maubois*, 97. *de May*, 132. *Mayaud*, 134. *Mesnard*, 122. *Michau*, 134. *la Minière* (*Pennetier de*), 134. *Mirabeau*, 21. *Mordelet*, 117. *Moreau*, 137. *Mornet*, 50. *Mortemart*, 118. *la Motte* (*Villeret de*), 134.

Naude, 134, 135. *Naudin*, 106, 109. *Necker*, 13, 65. *Néraud*, 109, *le Noir*, 133.

Olivier-Martin, 11, 64.

Pain, 97. *Parent*, 140. *Pasquin*, 106, 109. *Patureaux*, 132. *Pecqueux*, 134. *Périsset*, 132, 133. *Perot*, 137. *Perrein*, 139. *Perrin*, 80, 88, 92. *Perrot*, 135. *Perrigord*, 134. *Petit*, 137. *de Pierrin*, 137. *Pinault*, 133. *Pittoux*, 132. *Plat*, 109. *Porcheron*, 121. *la Porte*, 118. *Poupart*, 27. *Poupignon*, 105, 118, 121. *Poya de l'Herbay*, 27. *Proteau*, 81. *de la Prugne* (*Dufour*), 35. *Pruneau*, 136. *Prunget*, 127. *de Puiségur*, 27. *Puygasotte*, 135, 137, 138.

Rabault, 97. *Ravot du Fresne*, 93. *Réjynault*, 105. *Rémerain*, 132. *Rémond*, 27. *Rémoudeau*, 136. *Renard*, 35. *Reneault*, 136. *Renaut*, 87. *Reynaud*, 85. *Rivière de Lisière*,

35. *Risquermacque*, 117. *Rignault*, 105. *Rigollet*, 98, 105, 117. *Riou des Fosses*, 139. *Rivault du Rivault*, 135. *Robin*, 140. *Roche*, 105. *Rochechouard*, 118. *Rochier*, 135. *Rousseau*, 137. *de Rozier*, 35. *du Royer*, 134. *Royer*, 105, 127.

Sallé de Chou, 27. *Sarra*, 83. *de Sars* (C^{te} *Maxime*), 64. *Savy de Touconaguay*, 134. *Septier*, 81. *Servenon*, 135. *Sieyès*, 25, 38. *Souvigny* (*Collin de*), 73, 128.

Tété, 127. *Texier*, 136. *Thomas*, 136. *Thoret*, 27. *Tillier*, 86. *Torset*, 80, 81, 83. *Touche* (*Guymon de la*), 26, 110 ; (*Crouzaud de la*), 133, *des Touches*, 139. *Toulloux*, 134. *Toureau*, 133. *Tournois*, 80, 81, 83. *Travers*, 106, 109. *Turgot*, 13. *Turquet de Mayerne*, 73.

Vacherie, 92. *Valadoux*, 136. *Validet* (*Laurent de*), 73. *Vézien de Forges*, 122, 127. *Villebannois*, 27. *Villet*, 109. *Villeret*, 34. *Vincendon*, 133. *Vincent*, 87.

Young (*Arthur*), 60. *Yvernault*, 27.

TABLE DES NOMS DE LIEUX

les Ages, 78. *Aingt* (l'enclave d'), 34, 132. *Andienne*, 124. *Angle*, 145. *Antigny*, 132. *Argenton*, 30, 60. *Arnac* (l'enclave d'), 134. *Azerables*, 132.

Bauneuil, 132. *Beaulieu*, 132. *Beauregard*, 78. *Bélâbre*, 30, 37, 132. *Berry*, 25, 26, 30, 76, 79, 123. *Bethines*, 132. *Le Blanc* (-en-Berry ; *Oblincum*), 29, 30, 34, 57, 60, 72, 73, 76, 77, 97, 108, 117, 120, 125, 131. *Boibelle*, 26. *Bonnus*, 30, 34. *la Borderie*, 109, 118. *les Bordes du Donjon*, 76. *Bourges*, 16, 21, 22, 26, 29. *Bourg* (l'enclave du), 96. *le Bouchet*, 44, 118. *Boussé*, 109, 118. *Brosses*, 34. *la Bussière*, 139. *la Buxière-Rappy*, 134.

Chaillac, 132. *Chalais*, 37, 133. *Chamborand*, 133. *la Charité sur Loire*, 29. *la Châtaigneraie*, 36. *Châteauroux*, 8, 17, 21, 26, 34. *Châtellerault*, 38. *Chateau-Guillaume*, 133. *Chateau-Loinsac*, 35. *Chateau-Poinsac* (l'enclave de), 134. *la Châtre*, 29. *Chauvigny*, 57. 120. *les Chézeaux*, 135. *Chitray*, 36, 43, 56, 80. *Ciron*, 44, 56, 58, 88. *Civray*, 97. *le Cloud*, 124. *Collonges*, 133. *Concremiers*, 37, 133. *Concressault*, 26.

Cors, 88. *Courtioux*, 30, 78. *Cremillé*, 139. *Cromac*, 133.

Dadé, 109. *Dinsac* (ou *Insac*), 35, 138. *le Donjon*, 76, 77. *le Dorat*, 35, 37. *Douadic*, 30, 44, 93. *Dun-le-Palletteau*, 56. *Dun-le-Roi*, 26. *Dunet*, 133.

l'Epineau, 124. *Etournéau*, 30. 34.

Folles, 35. *Fontenay-le-Comte*, 36. *Fontgombault*, 30, 133. *Fromental*, 133. *Fursac (St-Pierre de)*, 134.

Gartempe, 35. *Guéret*, 35.

Henrichemont, 26.

Indre, 76, 79. *Ingrandes*, 134. *Issoudun*, 26, 29.

Jauvac (ard), 134. *Jouac*, 134. *Jouhet*, 36.

Lafont, 56, 124. *Lauzarais*, 35. *la Lemette*, 35. *Lignac*, 135. *Limoges*, 30. *Lingé*, 30, 44, 98. *Loessières*, 34. *Lupac*, 35. *Laurais*, 139. *Lureuil*, 134. *Lusignan*, 36. *Lussac-les-Eglises (le Bourg de ; le village de)*, 135.

Maillac, 135. *Maillé*, 139. *Marche*, 35, 56, 74. *Maudrezat*, 35. *Mauvières*, 30, 37, 135. *Meaubergeon*, 76. *Mehun-s-Yèvre*, 26. *Mérigny*, 140. *Migné*, 30, 36, 43, 106. *les Minés*, 124. *Milloux*, 34. *Mitandière*, 113. *le Mont-St Savin*, 134. *Montmcrillon*, 8, 16, 17, 21, 25, 26, 34, 36, 42, 132. *la Morinière*, 34. *Morteroles*, 135. *Mouhet*, 135. *Moutiers et Verneuil*, 135. *la Musardière*, 124.

Naillac, 35, 135. *Chateau-Naillac (ou Crissé-)*, 74, 77. *Nalliers*, 136. *Néons-sur-Creuse*, 139. *Nervault*, 109, 118. *Nesmes*, 37, 136. *Niort*, 36. *Not (St-Pierre de)*, 137. *Nuret-le-Ferron*, 32, 36, 56, 110.

Oulches, 43, 56, 85.

Paisay-le-Joly, 36, 43, 56, 86. *Paisay-le-Sec*, 136. *Paris*, 22. *Parnat (ac)*, 30, 136. *Pelchavant*, 124. *les Perelles*, 34. *Peulorge*, 124. *Pleumartin*, 140. *la Poirière*, 124. *Poitiers*, 8, 16, 17, 21, 22, 23, 25, 26. *Poitou*, 17, 30, 56, 57, 74, 76, 78, 96, 106, 119, 129, 139. *Poulligny*, 30, 38, 44, 113. *Preuilly-la-Ville*, 136, 140. *Prissac*, 35, 37, 38.

les Récollets, 76. *le Riau*, 124. *Rivarennés*, 43, 87. *Rosnay*, 30, 44, 118. *Rouère*, 124. *Roussiers (ines)*, 35. *Ruffec*, 30, 36, 44, 56, 58, 122.

Saciegères (St-Martin), 136. *Sauzelles*, 136. *Sévolle*, 124. *la Souterraine*, 35.

Saints : *St-Aigny*, 137. *St-Amand*, 29. *St-Benoît-du-Sault*, 56, 137. *St-Cyran-du-Blanc*, 30, 37, 72 à 76, 77, 78. *St-Etienne-du-Blanc*, 30, 72, 74, 75, 77, 78. *St-Gaultier*, 54, 86. *St-Génitour-du-Blanc*, 30, 73, 74, 75, 77, 78, 124. *St-Georges-des-Landes*, 137. *St-Germain-les-St-Savin*, 137. *St-Hilaire-de-Benaize*, 137. *St-Léger-de-la Fa*, 137. *St-Maixent*, 36. *St-Martin-le-Mault*, 137. *St-Maurice*, 137. *St-Nazaire*, 36, 44, 128. *St-Priez-la-Feuille*, 138. *St-Savin*, 136. *St-Sulpice-les-Feuilles*, 138.

Tersannes, 37, 138. *Tessonnières*, 113. *Tilly*, 138. *Thollet*, 138. *Touraine*, 30. *Tournon-St-Martin*, 138. *Tours*, 34.

Vareilles, 138. *Varenne*, 30, 78. *la Vaudieu*, 35. *Verneuil*, 37. *Vercillac (St-Aignan de)*, 35, 38. *Versailles*, 14, 25. *Vicq*, 140. *Vierzon*, 26. *Vouhet*, 138. *Vouvant*, 36.

ABREVIATIONS

Art. : article.

A.N. : Archives Nationales.

B.N. : Bibliothèque Nationale.

C^{on} : canton.

mns : manuscrit.

Pl. : planche.

P.V. : procès-verbal.

TEXTES. — LETTRE DU ROI	69
— CAHIERS DE PAROISSES	72
A. — <i>Baillage de Châteauroux.</i>	
Le Blanc	72
Chitray	80
Oulches	85
Pezay-le-Joly	86
Rivarennnes	87
Ciron	88
Douadic	93
Lingé	98
Migné	106
Nuret-le-Ferron	110
Poulligny	113
Rosnay	118
Ruffec-Alpinien	122
St Nazaire	128
B. — <i>Sénéchaussée de Montmorillon</i>	132
C. — <i>Sénéchaussée et comté de Poitou</i>	139
SOURCES	141
I. — <i>Manuscrits.</i>	
II. — <i>Imprimés.</i>	
III. — <i>Ouvrages généraux.</i>	
ANNEXE. — PRINCIPALES RÉUNIONS DES ETATS	
GÉNÉRAUX	147
<i>Table des Noms de Personnes</i>	151
<i>Table des Noms de Lieux</i>	155
<i>Abréviations</i>	158
<i>Carte de l'Election du Blanc-en-Berry</i> (hors texte).	

